

L'Orient-Le Jour

lundi 8 décembre 2025

QUOTIDIEN LIBANAIS INDÉPENDANT DEPUIS 1924

www.lorientlejour.com

ÉDITION SPÉCIALE



SYRIE, Après la nuit

ÉDITO

C'était ma première soirée à Damas. Le régime Assad était tombé depuis quelques semaines et le nouveau pouvoir en était encore à ses balbutiements. L'heure était à l'euphorie, à l'espoir retrouvé et à la célébration de la chute de l'une des pires dictatures de ces cinq dernières décennies. Chaque geste et parole d'Ahmad el-Chareh, désigné président par intérim, était scruté à la loupe tant l'énigme demeurerait entière concernant ses projets pour la nouvelle Syrie. Cinquante-quatre ans de terreur et quatorze ans de guerres avaient laissé des traces profondes. On sentait déjà la peur des uns, le désir de revanche des autres, la fragilité d'un pays ruiné et en morceaux, la compétition géopolitique qui se redessinaient et les ambivalences d'un pouvoir qui, comme le reste du pays, avait été trop profondément marqué par le règne des Assad pour pouvoir radicalement s'en dissocier dans un laps de temps si court. C'était ma première soirée à Damas et j'allais assister à une scène presque trop parfaite pour être vraie. Autour de la table : des Syriens de différentes régions et de différentes communautés incarnant, le temps d'un

soir, les personnages principaux – à l'exception des Kurdes et des Alaouites – de l'après-Assad. Il y a ce révolutionnaire de la première heure, sunnite d'Alep, qui a vu les islamistes prendre le contrôle de l'opposition et craint qu'ils ne lui volent désormais le plus beau moment de sa vie. Il y a cet étudiant, chrétien de Damas, qui n'a jamais quitté la capitale tout au long de la guerre, qui détestait l'ancien régime mais avait peur de « ceux qui lançaient des roquettes sur son école » et a encore plus peur aujourd'hui de ceux qui ont pris le pouvoir. Il y a ce militant vivant à l'étranger, druze originaire de Soueïda, qui sent que sa région est en train de s'éloigner chaque jour un peu plus de Damas – c'était avant les massacres de juillet –, mais qui a envie de croire au nouveau régime. Il y a ce journaliste chevronné, sunnite de Hama, très proche des nouvelles autorités, qui raconte dans les moindres détails comment s'est déroulée la reconquête d'Alep, puis du reste de la Syrie, qui porte dans sa chair toutes les atrocités commises par le régime Assad et défend bec et ongles le nouveau pouvoir, le seul, à ses yeux, qui peut représenter les aspirations de la majorité de la population. Il y a cette

Ce n'était que l'an I

artiste, palestinienne étant née et ayant grandi toute sa vie en Syrie, qui redoute plus que tout que Damas normalise ses relations avec Tel-Aviv, qui considère que le nouveau régime est pire que l'ancien et qui n'a pas de mots assez durs pour décrire ce que lui évoque celui qu'elle appelle encore Abou Mohammad al-Jolani. Il y a tous ces gens autour de la table qui rigolent et qui s'engouellent, qui se remémorent les années de guerre, qui désignent, chacun à leur tour, leur pire ennemi, et qui réfléchissent à ce que sera la Syrie d'après. Et il y a moi, qui les regardent et les écoutent, qui peine encore à croire que cette conversation se déroule sur un toit en plein milieu de Damas et qu'ils parlent en toute liberté dans ce qui était, il y a encore quelques semaines de cela, le royaume de la peur et du silence. Comment raconter la nouvelle Syrie ? C'est une question qui donne souvent lieu à des débats engagés au sein de la rédaction. Comment raconter qu'une majorité de Syriens soutient le nouveau pouvoir, que des millions d'entre eux ont pu retrouver leur pays, qu'il est injuste de considérer que tout pouvait être réglé en quelques mois et que, par rapport à ce que l'on pouvait craindre de

l'après-Assad, nous sommes encore loin du scénario du pire ? Comment raconter en même temps les massacres des alaouites et des druzes, les tensions avec les Kurdes, les zones d'ombre du nouveau régime ? Que faut-il retenir ? L'espoir de la majorité ou la peur des minorités ? Comment oublier que tout est à reconstruire, que 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, que le communautarisme a été instrumentalisé pendant des décennies, que le régime doit gérer dans le même temps les aspirations internes et les appétits des puissances extérieures, et que c'est déjà un miracle qu'il soit encore en place et que le pays puisse vivre dans une relative stabilité dans ces conditions ? Comment ne pas voir, dans le même temps, qu'Ahmad el-Chareh incarne un pouvoir sunnite revanchard, autoritaire et conservateur, plus islamiste que jihadiste, qui accentue la polarisation du pays et éloigne les promesses de sa démocratisation ? Que faut-il raconter au bout d'un an ? Que l'ex-jihadiste, redoutable animal politique, a reconnecté la Syrie au monde ou bien qu'il n'a pas réussi à panser les plaies d'une société meurtrie ? Les massacres qui ont endeuil-

lé la côte et le Sud sont une tache noire sur la nouvelle Syrie. D'autant que nous ne savons toujours pas à quel point le pouvoir en porte la responsabilité ou bien s'il a été dépassé par une partie de sa base et des factions qui forment son armée. Même s'ils interviennent dans un contexte de violence débridée à l'échelle de toute la région, qu'ils répondent en partie à cette même violence qu'a subie la majorité de la population syrienne pendant de longues années, nous aurions tort de les relativiser. Mais nous aurions également tort de juger le nouveau pouvoir uniquement à travers ce prisme. En un an, Ahmad el-Chareh a soulevé des montagnes en particulier sur la scène internationale. Mais aucun des problèmes fondamentaux n'a encore pu être réglé. L'accord avec les Kurdes fait du surplage, ces derniers refusant de poser les armes sans obtenir d'importantes garanties en contrepartie. Le deal sécuritaire avec Israël est mort-né en raison de l'appétit insatiable de Tel-Aviv. Le divorce avec Soueïda est consommé. L'animosité envers les alaouites est toujours aussi vive. Des dizaines de milliards ont été promis à Damas mais seulement quelques millions ont pour

l'instant été investis alors que la loi César n'a pas encore été définitivement abrogée. La Syrie n'est plus, comme il y a un an, le royaume de toutes les promesses mais toutes ses promesses ne sont pas mortes pour autant. Il faut donner du temps au temps. Observer cette évolution avec un regard critique mais juste. Ne pas oublier d'où vient le pays, l'état général de la région et même la marche du monde. Ne pas oublier non plus que si l'on peut écrire tout cela aujourd'hui sur ce pays et que l'on peut mener des enquêtes de fond sur le terrain, c'est aussi parce que la Syrie est plus libre qu'elle ne l'a jamais été et que le sont la grande majorité des États de la région. Les choses vont si vite et les mémoires sont si mutilées et si partielles que l'on a tendance à l'oublier : ce n'était que l'an I.

PS : Il était essentiel pour nous de faire ce supplément non seulement parce que l'avenir du charehisme et de la Syrie auront des conséquences à l'échelle de toute la région mais aussi parce que nous restons convaincus que les destins du Liban et de son voisin sont et resteront intimement liés.

Anthony SAMRANI

FOCUS

Comment Chareh a reconnecté Damas au monde

Alliances inédites, ruptures spectaculaires et tensions explosives redessinent la carte du Levant et bousculent tous les équilibres.

Dany MOUDALLAL

Il est arrivé au pouvoir dans un pays dominé par la Russie et l'Iran, et dans lequel les Turcs et les Américains étaient également présents. Lui, l'ex-jihadiste, dont Washington avait mis la tête à prix, avait la lourde tâche de reconnecter une Syrie ruinée et morcelée, proie idéale pour les appétits étrangers, au reste du monde. Sur ce plan-là, Ahmad el-Chareh a largement réussi son pari. En un an, il a été invité notamment à Riyad, Ankara, Paris, Washington et même Moscou. Sur cette scène internationale qu'il découvrait, il s'est révélé être un acteur particulièrement habile, s'insérant parfaitement dans la diplomatie transactionnelle de son époque. Un an après, la géopolitique de la nouvelle Syrie se dessine : des amitiés nouvelles, des pragmatismes assumés et des initiatives tenaces.

Parmi les vainqueurs du nouveau paysage syrien, Ankara apparaît en première ligne. Longtemps acteur central du soutien aux groupes rebelles, la Turquie a su capitaliser sur la chute du régime pour devenir le premier partenaire de la nouvelle Syrie. L'échéé apparent des printemps arabes avait terni les ambitions régionales du parti d'Erdogan, mais la victoire tardive de l'insurrection syrienne lui a offert une revanche stratégique. Deux semaines seulement après la fuite d'Assad, le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan foula le sol de Damas, devenant le premier responsable étranger de haut niveau à rencontrer Ahmad el-Chareh. Les offres turques ont suivi : formation d'une armée nationale syrienne et projets de retour des 2,9 millions de réfugiés syriens installés en Turquie. Mais la relation, aussi décisive soit-elle, reste piégée par plusieurs lignes de faille : l'hostilité persistante d'Ankara envers les Forces démocratiques syriennes et la présence d'Israël, de plus en plus active dans le même théâtre syrien.

Car Israël n'a pas tardé à afficher son opposition frontale au nouvel ordre à Damas. Dès les premières semaines suivant la prise des pouvoirs par le mouvement d'Ahmad el-Chareh, l'armée israélienne a multiplié les frappes à travers tout le territoire, achevant ce qui restait de l'appareil militaire du régime et exposant l'impuissance de la nouvelle administration face à une stratégie israélienne résolument expansionniste. Tout au long de l'année, l'armée israélienne a avancé dans la zone tampon de l'ONU, s'installant durablement au mont Hermon et pronant désormais la création d'une zone tampon élargie. Certains au sein du gouvernement israélien estiment qu'un État syrien fragmenté pourrait davantage servir les intérêts sécuritaires d'Israël. Damas, de son côté, réaffirme une ligne rouge immuable : toute normalisation passe par un retrait israélien jusqu'à la ligne de 1974. Washington, profitant de la nouvelle orientation occidentale de Damas, tente d'encourager un rapprochement discret entre les deux capitales.

Axe Riyad-Washington : la quête de légitimité internationale

À la veille de la chute du régime Assad, les capitales du Golfe avaient déjà amorcé un retour prudent vers



Le président américain Donald Trump serre la main du président syrien Ahmad el-Chareh le 10 novembre 2025 à la Maison-Blanche à Washington DC. Photo fournie par SANA/AFP

Damas, culminant avec l'invitation de Bachar el-Assad au sommet de la Ligue arabe en mai 2023. Deux ans plus tard, les mêmes États ont accueilli sa chute sans frémir. Dès les premiers mois, Ahmad el-Chareh multiplie les visites : Riyad d'abord, puis Abou Dhabi, Doha, Mascate et Manama. Le pari est clair : garantir l'appui financier du Golfe tout en sécurisant une intégration régionale qui ouvrirait la voie à une reconnaissance occidentale. Le soutien ne tarde pas : de multiples contributions financières et promesses d'investissements de plusieurs milliards de dollars ont été annoncées.

Le pari d'un rapprochement avec les monarchies du Golfe semble avoir porté ses fruits. Après plus d'une décennie d'isolement, Washington opère une volte-face spectaculaire. À l'été 2025, plusieurs sanctions sont levées, annonçant la fin de la politique américaine de pression maximale. Puis surviennent des gestes diplomatiques inédits : en mai 2025, rencontre historique entre Donald Trump et Ahmad el-Chareh à Riyad, première entre deux chefs d'État syrien et américain depuis un quart de siècle ; et surtout le 10 novembre 2025, le président intérimaire syrien se rend à Washington, une première depuis 1946, et signe l'adhésion de la Syrie à la coalition internationale contre l'État islamique. En moins d'un an, la Syrie est passée du statut de champ de bataille des rivalités américano-iraniennes et russo-américaines à celui de partenaire émergent de Washington dans la région et rempart essentiel aux ambitions de Téhéran désormais asségé.

Un divorce assumé avec l'Iran et une relation redéfinie avec Moscou

Mais ces nouveaux alignements ont un prix. Pour l'Iran, la perte

de Damas a été un séisme stratégique. Après avoir investi des milliards, mobilisé des milices entières et mis son prestige régional sur la survie du régime Assad, Téhéran s'est retrouvé brutalement évincé. Sa route terrestre vers le Liban – colonne vertébrale de son soutien au Hezbollah – s'est effondrée avec la chute de son allié. L'Irak, méfiant envers el-Chareh en raison de son passé jihadiste qui lui valut une condamnation à mort à Bagdad, a lui aussi fermé la porte : à la fin de 2025, un mur de béton de 350 kilomètres est achevé le long de la frontière syro-irakienne.

La Russie, quant à elle, a d'abord vécu une mise à l'écart humiliante. Après avoir assuré la survie du régime pendant dix ans, installé des bases militaires stratégiques à Tartous et Hmeïmim et payé le prix diplomatique de son engagement, Moscou a vu son influence s'effriter. Héberger l'ex-président Assad n'a fait qu'exacerber l'animosité du nouveau pouvoir syrien. Pourtant, le lien ne s'est jamais rompu. En coulisses, Moscou s'est lancé dans une intense opération afin de préserver ses intérêts militaires et stratégiques. Pour la Russie, sa présence en Syrie dépasse tout alignement idéologique, et son objectif reste le même : avoir une présence dans le Levant et, surtout, avoir accès à la Méditerranée. Ces efforts ont porté leurs fruits à l'automne : Ahmad el-Chareh s'est rendu au Kremlin pour rencontrer Vladimir Poutine lors d'une visite hautement médiatisée. Surtout, Damas semble désormais prêt à redonner à Moscou un rôle dans la supervision de la frontière israélo-syrienne sur le Golan – un mécanisme hérité de l'ère Assad mais jugé utile dans un environnement régional de plus en plus volatil.

ÉCLAIRAGE

Orgueils et préjugés : entre le Liban et la Syrie, une difficile réconciliation

Un an après la chute du régime Assad, les relations entre les deux voisins se heurtent à un manque de confiance.

Salah HIJAZI

Des deux côtés, on se dit prêt à tourner la page. Mais la réconciliation paraît parfois lointaine. Un an après la chute du régime de Bachar el-Assad, les fractures du passé continuent de hanter les relations entre le Liban et la Syrie. Les deux voisins ont beau savoir que leurs destins sont liés et qu'ils ont besoin l'un de l'autre, l'orgueil des uns et les préjugés des autres les empêchent d'aller de l'avant. En un an, des pas ont quand même été franchis. Après son prédécesseur Nagib Mikati, le Premier ministre Nawaf Salam s'est rendu à Damas. Il a été suivi en novembre par son vice-Premier ministre, Tarek Mitri, chargé de piloter les relations entre les deux pays. M. Mitri s'est entretenu avec Ahmad el-Chareh. Le leader druze Walid Joumblatt et le mufti de la République, Abdellatif Deriane, se sont également rendus à Damas cette année. Beyrouth a aussi accueilli le ministre syrien des Affaires étrangères en octobre, ainsi que plusieurs délégations ministérielles. Les discussions ont surtout porté sur la conclusion d'un accord judiciaire sur les détenus syriens, incarcérés sans jugement, souvent pour leur soutien à des groupes d'opposition à Bachar el-Assad. Ces allers-retours ont permis de rapprocher les points de vue, sans pour autant résoudre complètement le problème principal : un manque de confiance historique entre les deux capitales.

Le fantôme du S-S...

Certains au Liban affirment que la Syrie d'Ahmad el-Chareh refuserait de traiter avec le Liban d'égal à égal, dans la continuité de ses prédécesseurs, de Choucri Kouatli et Hachem el-Atassi à Hafez et Bachar el-Assad. Ces deux derniers y ont d'ailleurs exercé une tutelle et sont responsables de plusieurs assassinats politiques. Dans ce cadre, une partie de la classe politique – notamment le Hezbollah

– semble redouter un retour du S-S (sine sine, accord syro-saoudien de 2009 sur le Liban). De plus en plus d'analystes estiment que Riyad et Washington pourraient demander à Ahmad el-Chareh, un partenaire du « nouveau Moyen-Orient », de les décharger du dossier libanais en l'absence d'avancées à Beyrouth concernant le désarmement de la milice chiite, qui a perçu l'arrivée au pouvoir d'Ahmad el-Chareh comme une véritable catastrophe. S'il amplifie largement la menace du nouveau pouvoir sunnite en Syrie envers le Liban et ses communautés pour justifier le maintien de ses armes, le Hezbollah semble réellement craindre d'éventuelles intentions revanchardes de la part du nouveau régime. « Dans ses entretiens internationaux, Ahmad el-Chareh exclut toute volonté d'exercer une forme de « tutelle » sur le Liban », tempère un diplomate arabe. Et d'ajouter : « Il y a une véritable évolution par rapport à la mentalité des Assad. Ce qu'il veut, c'est bâtir une politique de zéro problème avec tous ces voisins afin de profiter de la position de la Syrie et d'en faire un hub économique régional. » En public, le président syrien affirme vouloir des relations saines avec le Liban, avec lequel il ne peut y avoir « une rivière de flammes ». Ahmad el-Chareh a même affirmé avoir fait « des concessions » concernant les blessures que le Hezbollah a infligées aux Syriens, même si, dans ces négociations pour trouver un accord sécuritaire avec Israël, il se targue surtout d'avoir réussi à chasser la milice chiite hors de la Syrie. « Nous avons un ennemi commun avec Israël », avait-il déclaré en mai au Jewish Journal.

Alliance des minorités ?

Mais d'autres imputent plutôt la responsabilité de la froideur des relations au Liban, qui a plaidé la cause du régime Assad devant la communauté internationale, estimant que cela permettrait de faciliter le retour chez eux des réfugiés syriens. « Il

faut aussi reconnaître que Beyrouth tergiverse sur plusieurs dossiers, dont celui des détenus syriens, auquel on attache des conditions rédhibitoires. On a l'impression que quelques acteurs ne veulent pas de rapprochement. C'est le cas, bien sûr, du Hezbollah, mais aussi, malheureusement, des milieux du président de la République », estime Aliya Mansour, journaliste et activiste politique libano-syrienne. M. Aoun s'est rendu à Amman, à Nicosie, à Sofia et à Bagdad, mais pas à Damas. Issu d'une école politique qui a toujours voulu garder ses distances avec l'opposition syrienne, le président semble réticent à s'engager dans un rapprochement avec M. Chareh. En partie parce que le premier était le commandant en chef de l'armée, qui a souvent affronté des factions islamistes syriennes, dont certaines associées à Hay'at Tahrir el-Cham. Aux yeux de certains observateurs syriens, des responsables chrétiens et chiïtes au Liban continuent d'adhérer au principe d'alliance des minorités, avancé par le régime déchu de Bachar el-Assad. Les propos fin novembre du patriarche maronite, Béchara Raï, ont d'ailleurs suscité de nombreuses critiques. « La nouvelle Syrie s'est avérée être un État islamique, alors qu'avant elle ne l'était pas. Les non-musulmans n'y ont pas de place », a-t-il regretté au micro de la chaîne al-Jadeed. On pourrait voir dans ces propos une peur légitime quant à l'avenir des chrétiens en Syrie, même si le poids démographique de cette communauté a surtout fondu sous le règne des Assad. Il n'empêche qu'aux yeux d'aucuns, le Liban, longtemps partenaire politique, économique et culturel privilégié des Occidentaux, pourrait craindre d'être dépassé par la Syrie. « Ahmad el-Chareh avance beaucoup plus vite que nous », remarque une source diplomatique libanaise. Et d'ajouter : « Il est allé avant nous à Riyad, puis avant nous à Washington... »



Un homme porte le nouveau drapeau syrien au poste-frontière de Masnaa, entre le Liban et la Syrie, le 8 décembre 2024. Photo L'OLJ/Matthieu Karam

REPÈRE

Les nouveaux hommes forts

Tatiana KROTTOFF

Le président par intérim, Ahmad el-Chareh, a choisi autour de lui une poignée de fidèles sur lesquels s'appuyer. Tour d'horizon des principaux piliers de la nouvelle ère.

Assaad el-Chaïbani – Ministre des Affaires étrangères. « C'est un grand centralisateur et planificateur : le Trotsky du nouveau régime », révèle une source médiatique syrienne. Avant de devenir le chef de la diplomatie de la Syrie post-Assad, le 21 décembre 2024, Assaad el-Chaïbani était déjà un pilier de Hay'at Tahrir el-Cham (HTC) dans la province d'Idleb. Il a notamment participé, en 2017, à la fondation du Gouvernement de salut syrien, affilié au groupe islamiste, et avait pris la tête de son département des affaires politiques sous son nom de guerre, Zaid al-Attar. Aujourd'hui, il dirige le secrétariat général aux affaires politiques, une institution nébuleuse censée organiser la vie politique post-Assad. Le secrétariat a hérité des biens du Baas, ancien parti au pouvoir et véritable État parallèle, dissous par les nouvelles autorités. M. Chaïbani entretient par ailleurs des liens très étroits avec la Turquie, où il a effectué son premier déplacement à l'étranger en tant que chef de la diplomatie. Issu d'une famille arabe de Hassaké, et du fait de sa proximité avec Ankara, il se montre moins flexible qu'Ahmad el-Chareh dans les négociations sur l'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde, qui contrôlent le Nord-Est) dans l'État.

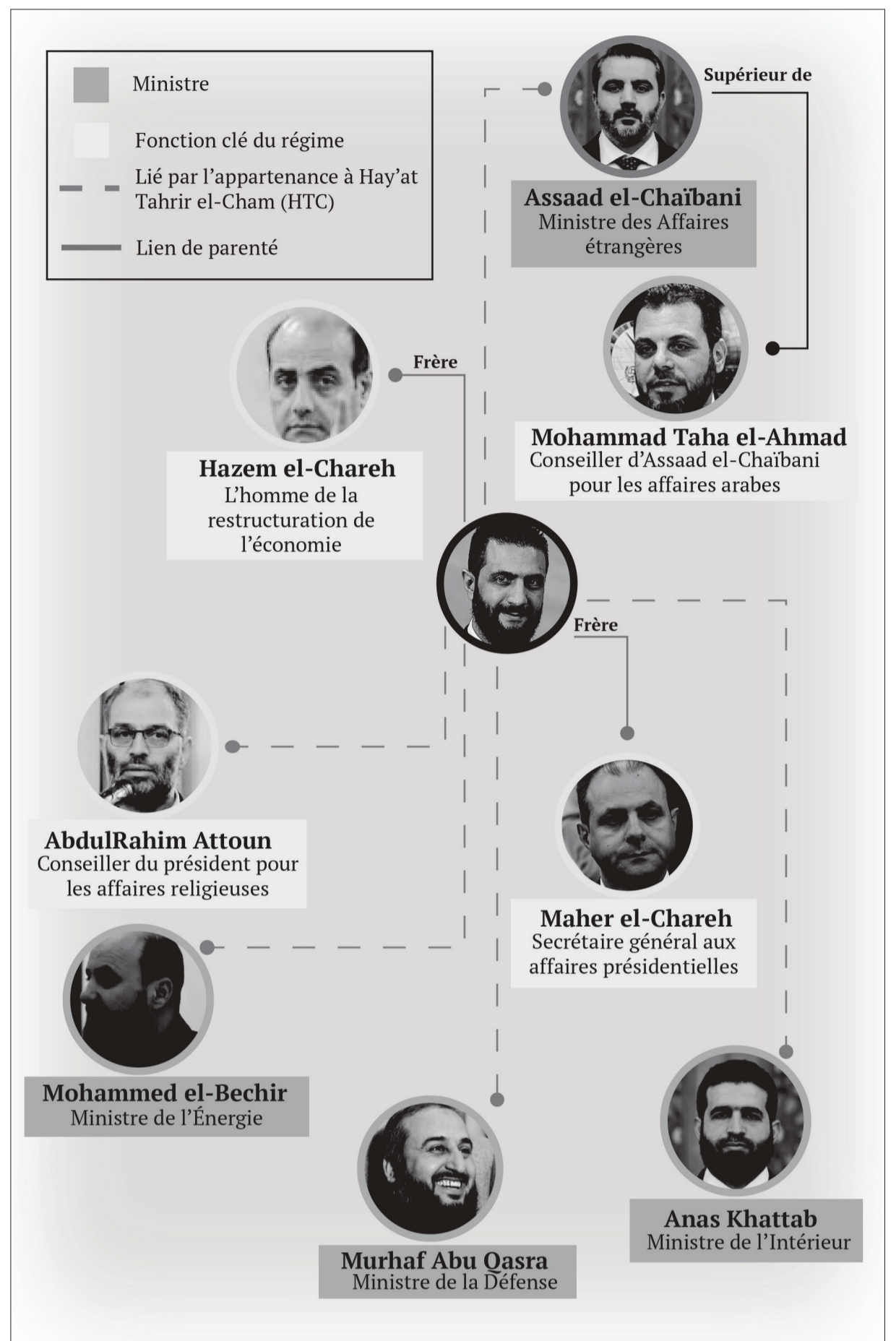
Mohammad Taha el-Ahmad – Conseiller d'Assaad el-Chaïbani pour les affaires arabes. Officiellement, c'est le second d'Assaad el-Chaïbani, son conseiller pour les affaires arabes depuis le 10 mai 2025. Selon plusieurs sources, Mohammad Taha el-Ahmad, réputé proche des pays arabes et chargé du dossier libanais, serait pourtant aussi (voire) influent que son supérieur hiérarchique. Membre du Gouvernement de salut syrien jusqu'en décembre 2024, il y occupait le poste de ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, pour lequel il tire sa légitimité d'un master en évaluation financière et économique des projets agricoles obtenu à l'Université du Caire en 2012. En juin 2025, il est nommé au rôle stratégique de président de la Commission suprême pour les élections de l'Assemblée du peuple, qui se sont tenues du 15 au 20 septembre dernier.

Mohammed el-Bechir – Ministre de l'Énergie. À la suite de la prise de Damas par les hommes de HTC, Mohammed el-Bechir est nommé Premier ministre de la nouvelle Syrie, après avoir occupé ce même poste au sein du Gouvernement de salut syrien durant

moins d'un an à Idleb. Lorsque Ahmad el-Chareh annonce, le 29 mars 2025, la formation d'un nouveau gouvernement ne prévoyant plus de poste de Premier ministre, el-Bechir devient ministre de l'Énergie – un secteur-clé qui génère d'importantes rentrées financières. Le défi est de taille : rétablir et pérenniser les secteurs de l'électricité et du pétrole, gravement endommagés par la guerre civile. **Murhaf Abu Qasra – Ministre de la Défense.** Il a été l'un des principaux instigateurs de l'offensive militaire qui a conduit à la chute de Bachar el-Assad. Et la tâche qui incombe désormais à Murhaf Abu Qasra est l'une des plus cruciales – et délicates – pour la nouvelle Syrie : fusionner les factions de l'opposition sous l'égide du ministère de la Défense et assurer la souveraineté des frontières. « Il est apprécié des groupes armés, qui le voient comme un homme honnête et non corrompu », soutient la source médiatique. C'est notamment sous son égide que de nouvelles divisions militaires, composées principalement de combattants étrangers, ont été créées. Déjà à la tête de la branche militaire de HTC à Idleb, Abou Hassan al-Hamawi – son nom de guerre – s'était très tôt imposé comme un acteur incontournable dans la coordination et l'exécution des stratégies militaires. Il s'était notamment distingué en créant l'unité de drones du groupe, les Brigades Shaheen.

Anas Khattab – Ministre de l'Intérieur. À Idleb, il était déjà l'adjoint direct d'Abou Mohammad el-Jolani (nom de guerre d'Ahmad el-Chareh). « C'est un chef de sécurité compétent », affirme une source syrienne ayant requis l'anonymat. Anas Khattab, connu sous son nom de guerre Abu Ahmad Houdoud (« frontières » en arabe), rejoint le Front al-Nosra en 2012 et gravit rapidement les échelons jusqu'à prendre la tête de l'appareil sécuritaire de Hay'at Tahrir el-Cham (HTC). Considéré comme l'un des principaux artisans de la stratégie du groupe, on lui reconnaît une grande maîtrise du renseignement et des aptitudes de commandement. Khattab aurait par ailleurs été recruté par les services de renseignements turcs (MIT) en tant qu'agent de liaison entre Ankara et la Syrie. Au sein du gouvernement intérimaire, il dirige officiellement le service général de sécurité, la direction générale du renseignement et le commandement de la police. Selon *Syria Report*, il supervise un réseau de « cheikhs de la sécurité » – des représentants (pas nécessairement religieux) informels et influents de Damas dans les différentes administrations du pays. **Hazem el-Chareh – L'homme de la restructuration de l'économie.** C'est

l'homme qui pilote, dans l'ombre, la restructuration économique de la Syrie. Une enquête de Reuters, publiée le 7 août dernier, a révélé que Hazem el-Chareh, le frère aîné du nouveau président syrien, supervise le comité pour la restructuration de l'économie syrienne – un organisme établi en dehors des institutions étatiques officielles. Son objectif : assurer la liaison avec les milieux économiques et piloter les nouveaux fonds d'investissement et de développement que Damas vient de créer. « Hazem est très intelligent, il comprend parfaitement les rouages du business. C'est le véritable ministre de l'Économie », indique la source anonyme, rappelant qu'il est l'ancien directeur général de PepsiCo à Erbil, dans le Kurdistan irakien. Dans ce contexte, le comité a pris le contrôle de biens estimés à plus de 1,6 milliard de dollars, appartenant à des entrepreneurs et sociétés autrefois considérés comme des piliers du régime Assad. Il est apparu, en février dernier, aux côtés de son frère lors d'une visite officielle auprès du prince héritier saoudien Mohammad ben Salmene. Reuters précise toutefois qu'il n'a été mentionné dans aucun des comptes rendus officiels de la rencontre. **Mahe el-Chareh – Secrétaire général aux affaires présidentielles.** Il est le Premier ministre de facto de la nouvelle Syrie. Mahe el-Chareh, frère du président syrien, est nommé secrétaire général aux affaires présidentielles le 5 avril 2025, après la suppression du poste de Premier ministre. Son rôle est crucial : superviser les ministères et leurs directions. « Il est très attentif à l'état des finances de la Syrie et veille à ce que l'argent public ne soit pas gaspillé », souligne la source anonyme. Il semble également être le « Monsieur Russie » de Damas. Sa maîtrise du russe, héritée d'une précédente carrière de chirurgien obstétricien et gynécologue à Voronej, en Russie, a fait de lui un interlocuteur essentiel lors de la visite d'Ahmad el-Chareh à Moscou en octobre dernier, au cours de laquelle il a rencontré le président Vladimir Poutine. **AbdulRahim Attoun – Conseiller du président pour les affaires religieuses.** Le cheikh AbdulRahim Attoun est le principal conseiller religieux d'Ahmad el-Chareh, influent sur l'orientation religieuse officielle de la nouvelle Syrie. Il dirige notamment le Conseil suprême de la fatwa (jurisprudence islamique) et supervise le ministère de la Justice, selon *Syria Report*. Alors qu'il était associé au courant jihadiste et au salafisme rigoriste lorsqu'il évoluait au sein de HTC, AbdulRahim Attoun se présente désormais comme le garant d'un islam modéré et institutionnalisé, en phase avec la stratégie de modernisation du régime.



ÉCLAIRAGE

Le SGAP, les yeux et les oreilles du pouvoir

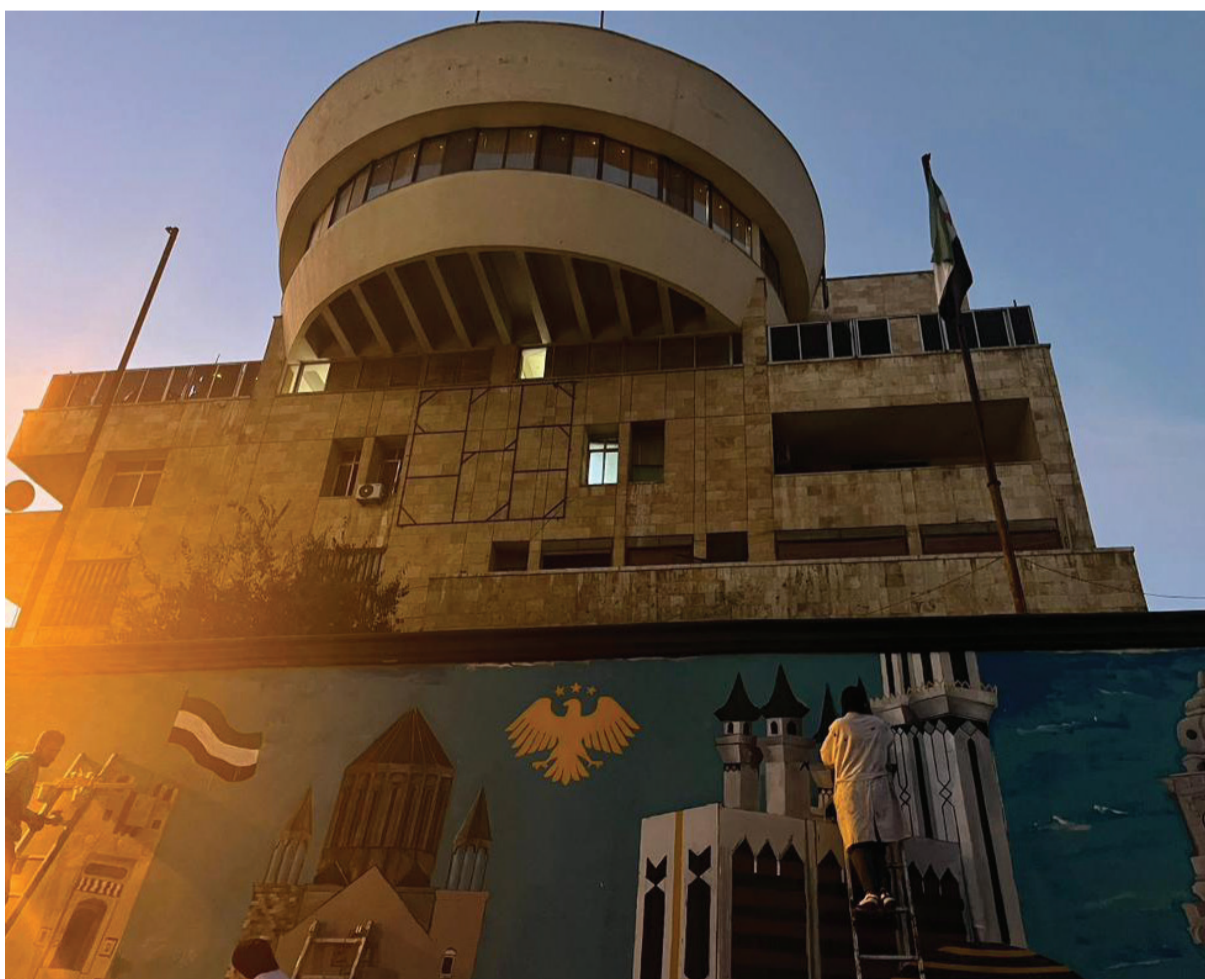
Sous la forme d'un bureau séparé, le ministère des Affaires étrangères a investi la plupart des institutions et exerce un contrôle social sur le pays.

Amélie ZACCOUR

C'est un bâtiment à l'architecture brutaliste intimidante au centre d'Alep. Perchée sur son escabeau, une femme repeint le mur d'enceinte aux couleurs de la nouvelle Syrie pour faire oublier que, dix mois plus tôt, il abritait encore le siège du parti Baas. C'est ici que se situe désormais le cœur politique et administratif du nouveau pouvoir, où le Secrétariat général aux affaires politiques (SGAP) a établi ses quartiers alépins.

Issue du ministère des Affaires étrangères, cette structure a vu le jour en 2024 à Idleb sous la direction de l'actuel ministre Assaad el-Chaïbani, qui occupait auparavant une fonction similaire au sein de Hay'at Tahrir el-Cham (HTC). Importée dans les autres provinces de Syrie à la chute du régime, elle revêt une mission bien éloignée de la diplomatie traditionnelle. Dans une gouvernance syrienne en pleine restructuration, elle supervise les activités politiques et élabore les grandes orientations internes, tout en réaffectant les avoies du Baas – comme ses bâtiments, qu'elle a investis dans toutes les grandes villes.

Dès son inauguration, le 27 mars, le SGAP a fait tiquer les observateurs du pays, certains l'ayant surnommé ironiquement « le nouveau parti Baas ». Ils accusent le ministère des Affaires étrangères de s'ingérer dans les affaires intérieures en exerçant un contrôle sur la sphère publique. Le politologue Hussam Jazmati a ainsi critiqué dans *al-Jouhouria* un chef



Une femme repeint la façade de l'ancien siège du parti Baas à Alep, où le Secrétariat général aux affaires politiques a établi ses quartiers à la chute du régime. Photo Hadi Alalil/Orient-Le Jour

de la diplomatie « occupé à voyager tout en conservant sa tendance à contrôler les décisions ».

Futur parti politique de Chareh

D'autant qu'en réalité le mandat du SGAP est bien plus large. En dehors de ses bureaux officiels dans huit entités territoriales Damas, Alep, Homs, Hama, Idlib, Lattaquié-Tartous, Hassaké-Raqqa-Deir ez-Zor et Soueida-Deraa, il possède une officine dans la plupart des ministères et des administrations du pays. Son objectif est de peser sur les décisions et influencer l'opinion, mais surtout de forger la base populaire d'un futur parti politique affilié au président de transition Ahmad el-Chareh. La formation devrait voir le jour après

l'adoption par l'Assemblée du peuple d'une loi autorisant la création de partis, selon deux sources des sphères gouvernementales interrogées par *L'OLJ*, qui ont requis l'anonymat tant le sujet est sensible.

Signe du pouvoir décisionnel du SGAP, le journal en ligne al-Modon avait révélé fin octobre qu'il sélectionnerait « de façon quasi directe » les membres du futur parti présidentiel, mais le gouvernement de transition avait alors réfuté tout projet de création de parti.

Dans cette veine, le directeur du SGAP, Mohammad Kahala, a fait ses armes lors de l'élection de l'Assemblée du peuple, le 6 octobre, puisqu'il figurait parmi les onze membres du comité électoral suprême, nommés

par le président Chareh. À ce titre, il a participé à la supervision des sous-comités chargés de désigner les deux tiers des membres du Parlement.

La mission du SGAP s'inscrit aussi dans la mue idéologique de HTC opérée ces dernières années, et marquée par l'éloignement du jihadisme, avec le développement d'un modèle de gouvernance civil. Environ 700 personnes feraient aujourd'hui tourner la structure au niveau national. « Leurs profils : la trentaine, plutôt éduqués et religieux, avec un parcours révolutionnaire, et issus de classes moyennes rurales », indique une source précitée.

Beaucoup ont étudié à l'université d'Idleb ces dernières années, tandis

que le nouveau pouvoir, qui gouvernait la province par le biais de HTC, encourageait la jeunesse à se tourner vers les sciences politiques, formant une nouvelle génération acquise à ses idées. « Ce sont des jeunes cadres qui montent, les futures élites politiques issues de la révolution », explique la seconde source.

Si, à l'époque d'Idleb, le SGAP avait essentiellement pour tâche de renforcer les liens entre le gouvernement du salut (2017-2024) et la population, y compris les minorités, il est aujourd'hui entré dans une phase d'influence politique et idéologique, marqué par un contrôle accru sur la société civile. « Il n'y a pas un événement en Syrie qui ne passe pas sous sa loupe, relate un analyste syrien, qui a également souhaité rester anonyme. Et même si le ministère concerné, par exemple la Culture, autorise sa tenue, le SGAP peut l'annuler à tout moment. »

Pour Mohammad al-Sukari, chercheur au Arab Center for Syria Studies, cette volonté d'influer s'explique avant tout par la crainte que les soutiens du clan Assad reviennent imposer leurs idées. « Mais la société civile doit créer ses propres espaces, et il n'est pas logique qu'un acteur politique la contrôle », commente-t-il. La menace du régime honni n'est en tout cas pas la seule à éveiller la vigilance du gouvernement. Le 1er octobre, le ministère des Affaires sociales a publié une circulaire imposant aux ONG l'obtention d'une autorisation préalable à tout financement international, suscitant l'inquiétude de ces dernières. « Les dirigeants redoutent que les dollars de l'étranger soutiennent des projets trop proches des valeurs occidentales, et qui pourraient finir par leur nuire, explique l'analyste anonyme. Ils veulent éviter tout risque de déstabilisation, dont une révolution de couleur comme en Ukraine ou en Géorgie. »

Un bureau actif à Alep

La jeunesse syrienne demeure ainsi l'une des cibles principales du SGAP. Plusieurs fois par mois, ses offices régionaux proposent des événements invitant les jeunes à ren-

forcer leur pouvoir d'action afin de faire des acteurs à part entière de la reconstruction. Un roman national alléchant pour une génération dont la guerre a étouffé les rêves. Le bureau de la jeunesse est particulièrement actif dans la ville d'Alep, au tissu social abîmé par les années de conflit, et aujourd'hui marquée par des épisodes de violence entre forces kurdes et forces officielles, auxquels s'ajoutent la menace de l'État islamique.

Ces derniers mois, la section alépine a ainsi réuni des étudiants au sein d'ateliers sur la réussite académique et la confiance en soi, mais aussi lors de séances de dialogue où sont abordés les thèmes tels que la justice, la consolidation de la paix ou la transition démocratique. « On leur parle de démocratie, mais, dans certaines limites. Il s'agit plutôt d'un libéralisme conservateur orienté vers l'économie de marché, détaille une source liée au gouvernement. Le message insiste sur l'expérience unique que nous vivons, en phase avec les traditions syriennes. » La participation des femmes, qui disposent d'un bureau dédié et sont très présentes dans les ateliers du SGAP, est encouragée tant qu'elle ne porte pas de revendications féministes trop insistantes.

Un autre enjeu est la rivalité avec l'idéologie des Frères musulmans, dont une partie des membres de la nouvelle Assemblée du peuple se réclament. « Chareh n'a pas peur des salafistes, car leur vivier est quasi nul. Mais le discours d'islam modéré des fréristes pourrait facilement capter une partie de sa base, explique la source précitée. Il y aura sûrement une tentative de les coopter pour les intégrer au futur parti, en marginalisant ceux qui auront refusé. »

Dans ce projet politique en construction se pose la question de la concentration du pouvoir dans les mains du duo Chareh-Chaïbani, et le risque de tendre vers un modèle de parti unique de facto. « Ils essaieront d'avoir la formation la plus forte, qui possède les ressources, le pouvoir et les moyens de sensibilisation, conclut-elle. En y ajoutant leuphorie de la victoire, qui leur a valu une immense popularité, je pense qu'ils réussiront. »

GRAND ANGLE

Le mystère Chareh

Erdogan, MBS, Sadate, à qui peut-on comparer le nouveau président ?

Salah HIJAZI et Soulayma MARDAM BEY

29 novembre 2025. À l'occasion du premier anniversaire de la libération d'Alep, devant un parterre de civils et de militaires, le président syrien Ahmad el-Chareh adresse ses félicitations aux habitants de la ville martyre. Avec un brin de malice, il commente en des termes inattendus le processus de sélection des membres du Parlement. Il justifie sa prérogative de désigner 30 % des députés, par la nécessité de corriger tout déséquilibre au sein de la Chambre. « Notre société est patriarcale et ne souhaite pas la présence de femmes au Parlement », regrette-t-il, se référant au faible nombre d'éues – cinq – issues du scrutin d'octobre. « Certains voudraient charger le président de sélectionner des femmes afin de l'accuser ensuite d'être un dragueur », lâche-t-il, devant une audience hilare. Il s'engage ensuite à œuvrer pour une représentation équilibrée des femmes (et des communautés syriennes) à l'Assemblée. Qui aurait cru qu'un jour, celui que l'on a connu sous son nom de guerre, Abou Mohammad el-Jolani, évoquerait publiquement la nature « patriarcale » de la société, un terme rare dans la bouche d'un chef d'État arabe, a fortiori d'un ex-jihadiste ? Qui aurait imaginé qu'il recevrait les éloges du locataire de la Maison-Blanche, Donald Trump, au vu de tous ? Depuis un an, Ahmad el-Chareh a accéléré sa mue – déjà entamée à l'épreuve du pouvoir dans la province d'Idleb (2017-2024), moment Thermidor de sa révolution. Les mots soigneusement pesés auxquels il a recours, comme ses silences et ses ambiguïtés, esquissent le portrait d'un personnage quasi hollywoodien. Mais il demeure insaisissable. Son panthéon des grands hommes est impénétrable. Et son projet idéologique, difficile à cerner. Un flou permettant aux uns et aux autres de lui prêter différentes intentions, parfois contradictoires. Aux yeux de l'État islamique (EI), il est le traître. Dans sa gazette du 13 novembre 2025, le groupe jihadiste dénonce la visite historique en novembre du président syrien aux États-Unis sous le titre éloquent d'« Atatürk à Washington », opérant une comparaison peu flatteuse (d'un point de vue islamiste) entre Ahmad el-Chareh et Mustafa Kemal, fondateur de la Turquie moderne et abolisseur du califat. Même avant sa prise des pouvoirs à Idleb, ses collègues et supérieurs hiérarchiques d'el-Qaèda se plaignaient dans des communications internes de l'autonomie qu'il se réservait en Syrie, où il fonde Jabhat al-Nusra. Plus encore, il rejette « la ligne dure » du mouvement en refusant de cibler des marchés civils et en accueillant dans ses rangs des sunnites ach'arites (non salafistes). * À l'inverse, pour la République islamique d'Iran et ses alliés régionaux, il est un extrémiste sunnite, un « takfiriste » dont l'avènement au pouvoir constitue une menace existentielle pour les chiïtes. Et s'il demeure aux yeux d'une majorité de Syriens le héros d'une libération nationale, des franges de la population craignent son ultraconservatisme (réel ou supposé) et/ou l'accusent d'envisager un projet confessionnel et revancharde après plusieurs décennies d'instrumentalisation des minorités par l'ancien régime. Des peurs nées ou ravivées après les massacres anti-alouïtes qui ont endeuillé la côte syrienne en mars et des exactions contre la communauté druze dans la province de Soueïda depuis juillet. Docteur Chareh ou Mister Jolani ? « C'est avant tout un pragmatique. Ce qu'il veut, c'est le pouvoir. Il cherche à bâtir un État fort, centré autour de sa personne, où son autorité est difficilement contestable », souligne le chercheur syrien Hossam Jazmati. « Je ne pense pas qu'il ait de projet idéologique identitaire, note pour sa part un diplomate libanais haut placé qui l'a rencontré à plusieurs reprises. Je pense qu'il perçoit l'islam comme un outil au service d'un projet plutôt que comme une fin en soi. » Peu d'informations émanent directement de l'intéressé à ce sujet. Mais certains gestes ont été assimilés à des preuves par ses détracteurs. N'est-ce pas à la grande mosquée des Omeyyades que s'est rendu Ahmad el-Chareh le jour de la libération ? C'est là-bas qu'il a prononcé sa première allocution et célébré « une victoire pour la nation islamique, pour les prisonniers, les torturés et ceux qui ont souffert de l'injustice ». Depuis sa prise des pouvoirs, le passé omeyyade de la Syrie est célébré en grande pompe sur les réseaux sociaux, réinterprété en un sens non seulement nationaliste anti-iranien, mais également confessionnel antichiiite. Lui-même a pu convoquer l'imaginaire du cavalier arabe conquérant en se



Le président syrien, Ahmad el-Chareh, reçoit une délégation du Conseil de sécurité des Nations unies au palais présidentiel à Damas, le 4 décembre 2025. Photo Louai Béchara/AFP

mettant en scène à cheval. Mais il ne s'est jamais officiellement inscrit dans une telle continuité historique. « Ahmad el-Chareh reconnaît la diversité de la Syrie et sait qu'il doit vivre avec cette réalité (et les tensions qu'elle engendre), d'autant qu'il est lui-même issu d'un milieu divers, analyse Jérôme Drevon, politologue, spécialiste de HTC et auteur de *From Jihad to Politics: How Syrian Jihadis Embraced Politics* (Oxford University Press, 2024). Mais il doit aussi gérer l'essor d'un certain suprémacisme sunnite au sein de la société, surtout que son pouvoir en dépend », ajoute-t-il. Symptomatique de ces dilemmes identitaires, le président semble recourir de moins en moins à l'expression « République arabe syrienne » (le nom du pays sous le règne du Baas) pour lui préférer un simple « République syrienne ». Un clin d'œil discret aux Kurdes qui permet dans un même élan de tester la réaction de sa base populaire. « Il se dit aussi ouvert à la décentralisation élargie », avance la journaliste et activiste syrienne Aliya Mansour qui l'a rencontré à plusieurs reprises. Mais plus encore qu'un leader arabe, Ahmad el-Chareh est aujourd'hui le symbole d'une fierté sunnite retrouvée dans la région, après deux décennies de montée en puissance de l'axe pro-iranien. S'il a sans doute lui aussi participé à construire cette image, celle-ci dépasse sa seule volonté et s'explique en grande partie par la brutalité inouïe déployée par l'ancien régime contre cette communauté en particulier, dans le cadre d'un projet de recomposition démographique du pays.

Enfant de son temps

Né le 29 octobre 1982 en Arabie saoudite, Ahmad Hussein el-Chareh passe les sept premières années de son enfance à Riyad avant de rentrer en Syrie et de s'installer à Damas. Petit-fils d'un commerçant qui a combattu le mandat français, fils d'un économiste emprisonné par le Baas dans les années 1960 avant de s'exiler en Irak, il grandit dans un foyer politisé, à la piété peu affirmée, mais marqué par la défaite de 1967. Issus d'une lignée de grands propriétaires terriens originaires du Golan, le Chareh seront en effet dépossédés de leurs terres après la conquête israélienne du territoire, son occupation puis son annexion illégale en 1981. Malgré son opposition à la dynastie des Assad, son père, Hussein, obtient à son re-

tour en Syrie un poste de conseiller auprès du bureau du Premier ministre et devient parallèlement le directeur des opérations au bureau de commercialisation du pétrole. La fonction publique le pousse à modérer ses positions. La famille vit alors dans le quartier huppé de Mazzeh. Décrit comme « brillant » et « timide » par ceux qui l'ont côtoyé adolescent, Ahmad el-Chareh se distingue alors par sa maturité. Mais sa ferveur religieuse tranche déjà avec celle de sa famille et de ses pairs. Rien d'extrême : le jeune homme fréquente une mosquée locale chaféite qu'il apprécie pour l'indulgence relative de son imam. À quel moment exactement la foi d'Ahmad el-Chareh a-t-elle pris une coloration idéologique ? Comme son père avant lui, il est un enfant de son temps. Il a presque 18 ans lors du déclenchement de la seconde intifada, presque 19 lors du 11-Septembre, entame sa vingtaine lors de l'invasion américaine de l'Irak en mars 2003. Pour une partie de sa génération partagée entre le sentiment d'impuissance dans une région où l'histoire s'écrit sans eux (ou contre eux), et la quête de sens dans un monde où les idéologies révolutionnaires d'hier se sont éteintes, le jihad se présente comme une réponse à l'oppression. À la chaîne américaine Fox News, il précise toutefois en novembre dernier qu'il était à peine adulte lors des attentats contre les Twin Towers. « Je n'avais aucun pouvoir décisionnaire et je n'ai rien à voir avec cela », dit-il, ajoutant en outre pleurer chaque civil tué. Que lit Ahmad el-Chareh ? Qui admire-t-il ? De ses références politiques et culturelles, on ne sait presque rien, si ce n'est que son père a longtemps constitué une source d'inspiration, bien qu'il reconnaisse leurs divergences de parcours. Mais depuis qu'il est aux commandes, le président syrien se garde d'évoquer publiquement ceux qui l'ont influencé. Pas une marque d'anti-intellectualisme, plutôt une forme d'orgueil pour un homme qui veut s'imposer comme le fondateur de la nouvelle Syrie, celui par qui tout doit (re)commencer. « Il préfère ne pas en parler. S'il commence par reconnaître telle ou telle source d'inspiration, on va supposer qu'elle définira ses politiques. Or il veut s'accorder une grande marge de manœuvre », explique Jérôme Drevon. Les Frères musulmans, le prince héritier saoudien Mohammad ben Salmane, l'ancien rais égyptien Anouar el-Sadate

ou encore le président rwandais Paul Kagame... autant de personnages et d'idées auxquels Ahmad el-Chareh est aujourd'hui associé ou comparé. « Le modèle promu par Ahmad el-Chareh est unique. Il s'inspire de MBS, d'Anouar el-Sadate et de sa propre expérience pour mettre sur pied une vision basée sur "la Syrie d'abord" ("Syria first") », commente Aliya Mansour.

Superprésidence

Avec la confrérie, le nouvel homme fort partage une caractéristique principale : le pouvoir les intéresse davantage que les querelles théologiques. Pour le reste, l'ancien chef de HTC se distingue des Frères musulmans. Doté d'une ambition débordante, comment pourrait-il admettre une ressemblance quelconque avec un mouvement ayant multiplié les paris hasardeux et les erreurs stratégiques, malgré l'opportunité historique qui lui avait été offerte dans le sillage de la première vague du printemps arabe ? Sans compter que les Frères musulmans constituent la bête noire de ses précieux partenaires arabes du Golfe, à l'exception du Qatar. « Aujourd'hui, la grande différence avec les FM est que ces derniers souhaitent, à terme, établir un cadre islamique pour l'État. Il s'agit d'islamiser d'abord la population avant d'islamiser l'État. Ce n'est pas le cas de HTC qui est trop petit et n'a pas de vision de masse », avance Jérôme Drevon. À cela s'ajoute le fait que les FM se sont ralliés depuis longtemps à l'idée démocratique, bien que celle-ci ait souvent été comprise, une fois arrivés au pouvoir, comme le résultat du choix majoritaire uniquement, au détriment de l'inclusivité et du consensus. À l'inverse, le président syrien n'a jamais prononcé le mot « démocratie » publiquement. Lui et ses milieux se contentent d'évoquer une élection présidentielle qui sera tenue dans un vague intervalle de « quatre à cinq ans ». Dans la même veine, lors des élections législatives d'octobre, seules quelques centaines de citoyens sélectionnés par Damas ont pu voter et se porter candidats. Les autorités arguent que la Syrie, meurtrie par la guerre et divisée, avec une grande partie de sa population déplacée et des dizaines de milliers de combattants pro-iraniens naturalisés par l'ancien régime, ne peut pas tenir des élections ouvertes en l'état. Ahmad el-Chareh lui-même a souligné, lors d'une rencontre avec la diaspora syrienne aux États-Unis, la nécessité de

construire un système où les Syriens « élisent leur gouvernement », sans pour autant « importer » un modèle de l'étranger. Une rhétorique à laquelle nombre d'autocrates ont recours, estimant que la démocratie (libérale) est un produit occidental prétendument incompatible avec les valeurs sociétales des autres peuples. Le leader syrien concentre en outre de nombreuses prérogatives entre ses mains, tant au niveau politique qu'économique, la déclaration constitutionnelle lui conférant des pouvoirs étendus, notamment la formation du gouvernement et du Conseil constitutionnel, sans passer par le Parlement, dont la mission est réduite au seul travail législatif. Une superprésidence, voire une « autocratie électorale » qui peut rappeler celle de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan ou de l'Égypte de Hosni Moubarak : l'arène politique est laissée partiellement ouverte pour tenter d'absorber les revendications populaires, sans pour autant laisser la place à une véritable possibilité de changement. C'est toutefois vers l'Arabie saoudite qu'Ahmad el-Chareh semble porter son regard. La politique de modernisation du royaume lancée par le dauphin le fascine et l'inspire. « MBS a voulu contenir le clergé wahhabite et imposer une ouverture sociale. À Idleb, il y a eu quelques similarités. HTC a tenté par exemple de déléguer une partie de la gouvernance, et de procéder, même dans un cadre limité, à une ouverture sociale avec le développement de lieux de consommation populaire tels que des cafés ou des centres commerciaux, mais au détriment de l'ouverture politique », avance Jérôme Drevon. « Il est ce qu'on appelle un conservateur modéré, résume Hossam Jazmati. Mais dans sa base, il y a beaucoup de gens qui sont à la recherche d'une réislamisation de la société. Le but de Chareh est de pouvoir faire passer ses lois et ses réformes en évitant toute critique issue de la sphère religieuse qui pourrait galvaniser la colère de la population. »

L'économie d'abord

Pour faire face aux défis immenses qui guettent la Syrie, Chareh mise sur la croissance économique en interne et l'équilibre diplomatique en externe. Le pays est à genoux et les discours autonomistes, voire séparatistes ont le vent en poupe. Pour calmer ces tensions, il parie sur la prospérité. Les médias syriens établissent à cet égard un parallèle

avec le Rwanda où le président Paul Kagame a combiné à une politique de croissance vigoureuse, un régime autoritaire issu d'élections et un processus de justice transitionnelle dont les limites n'ont pas entravé l'amorce d'une réconciliation entre les descendants des survivants/victimes du génocide des Tutsis et ceux des auteurs. Si la Syrie a encore un long chemin à parcourir en matière de justice – un terrain miné aux yeux du président – celui-ci soutient, comme son homologue rwandais, une gestion « technocratique » de l'économie. Mais son approche néolibérale fondée sur les investissements privés et la discipline fiscale risque d'engendrer des coûts sociaux importants et de nouvelles inégalités. À quoi s'ajoute un contexte régional particulièrement éprouvant. Impossible pour Ahmad el-Chareh de relever le pays sans le soutien de la communauté internationale. Impossible de lancer des réformes de fond sans pacification du territoire et sans sécurisation de ses frontières. Pour trouver un accord avec les Kurdes des FDS, longtemps soutenus par Washington, Damas a besoin d'un appui américain à l'État. De même, la résolution du dossier de Soueïda passe par un accord sécuritaire avec Israël qui ne peut être conclu que sous l'égide des États-Unis. Dans une moindre mesure, la Russie – influente sur la côte – peut être un partenaire-clé pour l'intégration des alouïtes. Comme sous Hafez el-Assad, la diplomatie façon Chareh repose sur un exercice de funambule entre des acteurs aux intérêts parfois divergents. S'il se présente clairement comme un allié régional des États-Unis, il entame également un rapprochement avec la Russie, pourtant partenaire stratégique clé de l'ancien régime. Conscient des rapports de force et des bénéfices économiques, il ne se ferme pas non plus à la Chine (également alliée de Damas sous l'ère Assad), se disant prêt à coopérer avec elle dans la « lutte contre le terrorisme », quitte à sacrifier les combattants ouïgours, une minorité musulmane turcophone vivant dans la province chinoise du Xinjiang, où elle est fortement réprimée. Il parvient également à maintenir un équilibre entre ses deux principaux alliés : la Turquie d'Erdogan et les monarchies arabes du Golfe, qui se sont accordées sur le dossier syrien après une quinzaine d'années de rivalités. Seule la République islamique d'Iran échappe à ces efforts diplomatiques, l'hostilité et la rancœur d'une majorité de la population vis-à-vis des actions de Téhéran dans le pays au cours de ces 14 dernières années étant trop vives. Sans oublier que le soutien iranien à la tyrannie d'Assad a été bien plus idéologique que l'appui russe. Paix froide. Dans ses entretiens privés avec des diplomates et des journalistes, le président syrien se réfère souvent à Anouar el-Sadate, signataire en 1979 d'un accord de paix historique avec Israël, permettant au Caire de récupérer le Sinaï annexé 12 ans plus tôt (en même temps que le Golan syrien). Le parallèle entre les deux hommes n'est pas absurde. Tous deux ont véritablement commencé leurs carrières politiques respectives après une victoire militaire : Ahmad el-Chareh en faisant tomber le régime Assad, et Anouar el-Sadate après une performance militaire honorable contre Israël, lors de la guerre de 1973. Tous deux prônent une vision politique similaire : le néolibéralisme économique, couplé à un conservatisme social, qui tranche avec le « progressisme forcé » de leurs prédécesseurs, et une volonté apparente d'ouvrir partiellement l'arène politique. Et tous deux perçoivent l'État hébreu comme un voisin « encombrant » qu'il est toutefois impossible de contourner. Un an après son triomphe, l'énigme Chareh n'a toujours pas été percée et l'avenir du pays est tributaire d'une multitude de facteurs dont certains lui échappent. Le président syrien est peut-être, aux yeux de nombreux Syriens, le héros de la révolution, mais il est plus « conservateur » que « révolutionnaire ». Et nombreux sont ceux qui craignent que l'ouverture politique qui a accompagné sa première année au pouvoir ne soit aussi éphémère que le printemps de Damas, porté par Bachar el-Assad à son arrivée à la tête de l'État en 2000. « Le peuple syrien a fait de nombreux sacrifices ces 15 dernières années pour obtenir sa liberté. Il n'acceptera rien d'autre que la démocratie », veut croire Aliya Mansour. Ces derniers jours, des manifestations ont éclaté en Syrie, sous le slogan de la liberté et du pluralisme politique et communautaire. Mais d'autres rassemblements ont réclamé, selon les régions, un régime revancharde, la libération de certains criminels de guerre, voire le morcellement du pays. Entre ces « nous » et ces « eux », Chareh saurait-il trouver l'équilibre ?



Le président syrien Ahmad el-Chareh salue la foule devant la citadelle d'Alep, à l'occasion de l'anniversaire de la libération de la ville, le 29 novembre 2025. Bakr al-Kassem/AFP

*Transformed by the People: Hayat Tahrir al-Sham's Road to Power in Syria, Patrick Haenni, Jérôme Drevon (2025).

RÉCIT

La grande évasion des caciques du régime Assad



Photomontage d'anciens responsables du régime syrien de Bachar el-Assad. Jad Abou Jaoudé

Planqués en Russie, dans les pays du Golfe ou au Liban, des milliers d'anciens responsables échappent toujours à la justice.

Caroline HAYEK

La nuit tombe sur le palais présidentiel à Damas, le 7 décembre 2024. Les forces de Hay'at Tahrir el-Cham, menées par Abou Mohammad el-Jolani, ne sont plus très loin de la capitale après le lancement d'une offensive pour reconquérir le pays dix jours plus tôt. Bachar el-Assad réunit une trentaine de ses généraux au ministère de la Défense. Le régime construit par son père n'est plus qu'à quelques heures de l'effondrement. Les pays d'Astana (Turquie, Iran et Russie) tiennent en urgence une réunion en marge du forum de Doha. À 17h, un envoyé syrien sur place supplie Assad de publier un communiqué annonçant la transition. « Il lui répond : "Pas de problème je le fais demain". Sauf qu'il n'y aura jamais de demain », raconte à *L'Orient-Le Jour* un analyste proche de l'ancien régime, qui a requis l'anonymat. Tout le monde semble avoir lâché Bachar, mais lui y croit encore. « Tenez-bon, les Russes vont nous aider », dit-il à ses militaires.

Le soir même, une réunion entre le chef d'état-major russe, le commandant des gardiens de la révolution iraniens et des hauts gradés syriens se tient sur la base russe de Hmeimim à 21h. « Quinze minutes plus tard, c'était fini. Le message était clair : il n'y aura pas de bataille, ni à Homs ni à Damas », poursuit la source. Personne, parmi les responsables syriens présents, n'ose appeler Bachar. Quand l'un d'entre eux s'y résout, il bute sur l'obstination du président. « Non, je ne pars pas. »

« Le chef d'état-major russe entre dans une colère noire », se souvient la même source syrienne. Des voitures de l'ambassade russe sont envoyées manu militari pour le chercher de force. Bachar el-Assad est prié de quitter le palais vers 23h avec ses deux fils, Hafez et Karim, ainsi que Mansour Azzam, l'ancien ministre des Affaires présidentielles. Ils montent dans un avion depuis l'aéroport de Damas et arrivent à Hmeimim à 1h30. « Il voulait retarder son départ pour Moscou, il pensait sérieusement mener la bataille depuis la côte », confie l'analyste. Plusieurs sources ont affirmé à *L'OLJ* qu'une « fausse attaque de drones » a été déclenchée par les Russes près de la base afin de le pousser à embarquer.

Le boucher de Damas a fui la queue entre les jambes. Dans la panique généralisée, ses sbires s'égaillent dans les heures qui suivent, abandonnés par leur rais. Certains ont fui en Russie, aux Émirats arabes unis et même en Libye. Des milliers – hauts responsables du régime soupçonnés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, chefs de division militaire ou de branche sécuritaire – ont notamment franchi la frontière libanaise en catastrophe, dans la nuit du 8 décembre et les jours suivants. Avant que le système ne s'effondre, le juriste syrien Almoutassim al-Kilani avait répertorié dans ses fichiers un millier de noms. Un an plus tard, moins d'une quarantaine d'entre eux se trouveraient encore en Syrie. Les autres ont disparu. « Plus de 95 % ont fui et la moitié au moins sont désormais hors d'atteinte en Russie », affirme cet ancien porte-parole au sein du Comité national de la justice transitionnelle.

Car des centaines, parmi les plus chanceux – dont la plupart font l'objet de mandats d'arrêt internationaux –, ont pu s'évader à bord d'avions russes. Ali Mamlouk, pilier historique du régime et de son système sécuritaire brutal, se serait réfugié à l'ambassade de Russie lors de la chute, avant de s'évader quelques jours plus tard vers Moscou. Destination finale du top dix de l'appareil sécuritaire qui vit depuis un an dans « de luxueux appartements », contrairement à des milliers de cadres et leurs

familles qui, selon nos informations, ont été placés dans des compounds à l'extrême est de la Russie. *L'OLJ* a pu confirmer la présence d'au moins 17 membres de l'appareil militaire syrien en Russie, dont Suhail el-Hassan, dit « le Tigre », Kifah Melhem, le chef de la Sécurité nationale, Qahtan Khalil, le directeur du renseignement de l'armée de l'air, ou Abdel Salam Mahmoud, directeur du renseignement du centre de détention de Mazzé. « On sait aujourd'hui avec certitude qu'au moins 500 d'entre eux, les plus importants, ont été exfiltrés et sont sous protection russe », affirme Almoutassim al-Kilani.

« On ne peut pas dire que les nouvelles autorités n'ont rien vu »

Les nouvelles autorités auraient fermé les yeux au moment de la fuite d'autres officiers, de rangs inférieurs, qui se seraient retranchés vers la côte, bastion de la minorité alaouite à laquelle appartiennent les Assad. Le chaos des premiers jours, tout le long de la frontière syro-libanaise, a permis à des centaines de berlines luxueuses, 4x4 rutilants ou taxis de passer sans être inquiétés par les combattants rebelles, dans un accord tacite entre les deux parties. « La frontière était ouverte, personne n'a été arrêté. On ne peut pas dire que les nouvelles autorités n'ont rien vu. Elles ont laissé clairement faire », insistent plusieurs sources interrogées. Les autorités libanaises, elles, auraient accordé des laissez-passer de 48 heures à condition que les personnes fuyant la Syrie quittent le pays via l'aéroport beyrouthin. Comme Bou-thaina Chaabane, la conseillère médiatique et politique de Bachar el-Assad, l'un des visages les plus connus et les plus haïs du système. « Elle est entrée légalement avec son fils au Liban, comme elle le faisait régulièrement pour voir son médecin, a quitté le pays par l'aéroport international de Beyrouth à destination de Dubaï (elle s'est ensuite installée à Oman, selon nos informations). Les forces de sécurité libanaises ne peuvent

procéder à aucune arrestation sans mandat judiciaire. Or aucun mandat n'a été émis contre elle », affirme Bassam Maoulaoui, ministre libanais de l'Intérieur par intérim dans une interview accordée à la chaîne al-Hadath, le 16 décembre 2024. Selon ce dernier, l'épouse et le fils de Maher el-Assad, frère du dictateur déchu et chef de la redoutée 4e Brigade, avaient eux aussi transité sans encombre par le même aéroport, tout comme l'oncle, Rifaat el-Assad, surnommé « le boucher de Hama » et poursuivi en Suisse pour crimes de guerre pour le massacre de 1982. Selon Reuters, lui aussi a pris un vol depuis Beyrouth direction Dubaï, sans que personne ne lève le petit doigt. Il a trouvé refuge à Oman. « Mais beaucoup sont restés à quai, au Liban, insiste une source militaire de l'ancien régime Assad. Certains ont eu le temps d'entrer parfois sous de faux noms, avec leurs familles, et se sont installés dans tout le pays. »

Fuir pour Téhéran avant d'être renvoyé à Beyrouth

Un des hommes du premier cercle d'Assad a ainsi passé la frontière au vu et au su des nouvelles forces et des douanes libanaises. Son nom a fait la une des médias, depuis que le *New York Times* a révélé, le 16 octobre, sa présence au Liban. Le général Bassam el-Hassan, chef du bureau de la sécurité et des affaires militaires au palais, est accusé d'avoir coordonné les attaques chimiques du régime, d'avoir orchestré des disparitions et d'être directement impliqué dans l'enlèvement du journaliste américain Austin Tice, toujours porté disparu. Après avoir fui pour Téhéran via l'aéroport de Beyrouth, ce dernier est renvoyé vers le Liban à la demande des Américains. « Il a été interrogé plusieurs fois par les services de renseignements à l'ambassade américaine à Aoukar, avant d'être "débusqué" par CNN (qui l'a interviewé en caméra cachée fin octobre) », raconte un journaliste syrien, sous couvert d'anonymat. Logé à côté de l'ambassade, sa trace aurait disparu après l'interview dans

laquelle il révèle qu'Austin Tice a été tué sur ordre d'Assad. « L'armée libanaise a ensuite perquisitionné son appartement, mais il n'y avait plus aucune trace », affirme un haut responsable libanais à *L'OLJ*. Impossible de déterminer si Bassam el-Hassan a quitté le pays.

En décembre 2024, 70 officiers et soldats syriens entrés illégalement sur le territoire libanais et retrouvés dans un camion à Jbeil avaient été expulsés du pays. Une goutte d'eau, car, selon plusieurs sources sécuritaires concordantes, des milliers d'autres vivent aujourd'hui au Liban, parmi plus de 75 000 réfugiés alaouites recensés de manière officieuse par les autorités. Des seconds couteaux, officiers, sous-officiers, chefs de branches de sécurité, tortionnaires et *chabbiba*, se cacheraient à Jabal Mohsen, le quartier alaouite de Tripoli, dans la banlieue sud de Beyrouth, la Békaa (des régions avec forte présence du Hezbollah) mais aussi sur la côte.

Si certains affirment que des responsables ont bénéficié de l'appui de leur allié du Hezbollah, qui les auraient notamment aidés à se loger et se cacher à Baalbeck et sa région, ou dans la banlieue sud, d'autres caciques auraient été quant à eux « mal accueillis par le parti de Dieu ». « Il y a eu notamment des refus de la part du Hezbollah de faciliter la régularisation de leurs papiers. Ça a jeté un coup de froid dans leurs relations », affirme l'analyste syrien proche de l'ancien pouvoir. Une attitude qui pourrait s'expliquer par le fait que, depuis l'assassinat de Hassan Nasrallah par l'armée israélienne et la guerre qui a suivi, le Hezbollah n'a plus autant la main sur les leviers administratifs et sécuritaires.

Le leader druze Walid Joumblatt est l'un des rares à soulever régulièrement la question publiquement sur les réseaux sociaux, en interpellant les autorités libanaises. Le sujet est en cours de discussion entre les autorités syriennes et leurs homologues libanais. Selon une source diplomatique libanaise, les Syriens auraient récemment demandé des informations sur ceux qui se cachent au Liban. « Ils veulent qu'on collabore. Nous leur

avons demandé de nous donner des noms afin que nous procédions à leur arrestation », affirme la source. Un an après la chute du régime, Damas a d'autres dossiers plus urgents sur le feu. D'autant que la structure judiciaire actuelle ne permet pas de juger les crimes commis sous l'ancien régime. « Il faut qu'un tribunal spécial capable de juger les crimes de guerre et contre l'humanité soit créé, rappelle Almoutassim Kilani, pour qui des obstacles majeurs bloquent toute coopération judiciaire entre Damas et Beyrouth. Le rôle direct et massif du Hezbollah (et des milices pro-iraniennes) dans les crimes commis en Syrie depuis 2011, des violations, qualifiées de crimes de guerre et contre l'humanité, qui sont impossibles à ignorer. Et le fait que ce soit ce dernier qui soit aujourd'hui le garant de la survie de ces ex-responsables. »

En un an, seules cinq figures majeures de l'ancien régime ont été arrêtées, et uniquement sur le sol syrien. Les autres continuent leur vie loin hors des barreaux.

Au printemps 2025, dans le Metn, trois jeunes, originaires d'Alep et d'Idlib, retapent les étages d'un hôtel fatigué. Avec son marteau, Ahmad* cogne exprès, fort, trop fort. Lui et ses collègues ouvriers ont fui la guerre, la torture et les humiliations dans leur pays d'origine. « Moins de bruit, les enfants dorment », lance une voix étouffée derrière la porte 412. Ahmad tape encore plus sec. C'est la première fois depuis qu'il a quitté la Syrie qu'il frôle de près des assadistes. « Et les nôtres, ils dormaient quand vous nous bombardiez ? »

Dans les chambres, derrière les cloisons neuves, ça grouille de *faulouls*. Des anciens caciques du régime, ceux qui donnaient les ordres, ceux qui signaient les listes, ceux qui supervisaient la torture, les mises à mort, ou menaient divers trafics illicites. Ils n'ouvrent la porte qu'à moitié, un œil, jamais plus. Ahmad les toise, leur balance le mot comme on crache : « *Fauloul*. » Ils baissent la tête et referment aussi sec. Les rôles ont été inversés. La peur a changé de camp.

*Les noms ont été changés.

RECONSTRUCTION

Où sont passés les milliards promis ?



Un homme roule à moto devant un immeuble endommagé par la guerre civile syrienne, le 28 mai 2025 dans la ville de Harasta, en banlieue de Damas. Photo Matthieu Karam/L'Orient-Le Jour

Malgré les différentes annonces, les obstacles demeurent colossaux.

Fouad GEMAYEL

Un an après la chute du régime Assad, le nouvel homme fort de Syrie, Ahmad el-Chareh, est en passe de réussir au moins l'un de ses paris : transformer un pays paria sur la scène internationale en terrain de jeu potentiel pour les investisseurs du monde entier. L'émissaire américain Tom Barrack ne s'y est d'ailleurs pas trompé en saluant, le 13 novembre, « un tournant décisif dans l'histoire moderne du Moyen-Orient », quelques jours après une visite historique du président intérimaire syrien à la Maison-Blanche, où il a obtenu de Donald Trump une suspension de la loi César, qui étranglait le pays.

Une reconnaissance internationale indispensable pour espérer remettre sur les rails un pays et une économie dévastés par 14 années de guerre et dont la Banque mondiale a estimé le coût de la reconstruction à au moins 216 milliards de dollars – tandis que les pertes de PIB avoisinent les 800 milliards de dollars selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Pour poser la première pierre de ce chantier herculéen, Ahmad el-Chareh fait appel aux nouveaux alliés de Damas. « Nous voulons reconstruire la Syrie grâce à des investissements et non des aides », annonçait-il ainsi le 29 octobre depuis la conférence Future Investment Initiative en Arabie saoudite, avant d'affirmer avoir obtenu 28 milliards de dollars d'investissements depuis son arrivée au pouvoir. « Il y a un an, personne n'aurait cru que la Syrie arriverait à attirer des dizaines de milliards de dollars en investissements en à peine quelques mois », indique Charbel Abou Charaf, associé auprès du cabinet d'avocats international White & Case, qui a codirigé

la signature d'un contrat de 7 milliards de dollars pour la construction de plusieurs centrales énergétiques dans le pays. « Les choses avancent à une vitesse incroyable, l'envergure des projets y est énorme... »

Un enthousiasme à la hauteur de celui manifesté par les autorités, mais qui cachent mal les nombreux doutes entourant encore le versement et l'allocation de cette manne, alors que le temps presse, que l'instabilité géopolitique et sécuritaire continue de régner, et que les jeux d'influence politique n'ont jamais été aussi prégnants.

Les pays du Golfe, principaux soutiens

Aéroports, métro, ports, cimenteries, centrales énergétiques, télécommunications, immobilier, ou encore complexes touristiques, médicaux et culturels : à l'heure où Damas n'a pas les moyens financiers de sa politique, tout est laissé aux mains d'investisseurs étrangers en provenance des pays du Golfe. Ces efforts sont « personnellement dirigés par le président et son cercle rapproché, notamment son frère Hazem, responsable du dossier des investissements », précise Mouayad Albonni, consultant pour le cabinet Karam Shaar Advisory.

En termes financiers, les principaux investisseurs viennent du Qatar. Il s'agit notamment des frères al-Kharyat, qataris d'origine syrienne, qui, avec leurs partenaires, promettent de mobiliser quelque 11,25 milliards de dollars. Leur groupe UCC Holding se trouve ainsi à la tête de deux consortiums qatari-turco-américains, l'un menant le projet de constructions de centrales énergétiques de 7 milliards de dollars et l'autre un projet de 4 milliards de dollars pour le développement de l'aéroport international de Damas.

Suivent ensuite les 6,4 milliards de dollars promis par des sociétés saoudiennes lors du forum d'investissement syro-saoudien, le 24 juillet. Les Émirats arabes unis arrivent en troisième position avec 2,8 milliards de dollars : 2 milliards par le groupe National Investment Corporation pour la construction d'un métro dans

Damas, et 800 millions par le groupe DP World pour le développement du port de Tartous.

On trouve aussi d'autres sociétés internationales, comme l'italienne Ubako (entre 2 et 2,5 milliards de dollars pour le projet immobilier « Damascus Towers »), l'armateur français CMA CGM (230 millions d'euros pour la modernisation du port de Lattaquié), ou encore la chinoise Fidi (montant non divulgué pour l'exploitation des zones franches de Hestia et d'Adra). Au niveau institutionnel, la Banque mondiale a fait don de 146 millions de dollars pour un projet de réhabilitation du réseau électrique ; un don qui n'a été débloqué qu'après que Riyad et Doha se furent engagés à régler la dette de Damas envers l'institution de Bretton Woods, d'environ 15 millions de dollars.

Manque de transparence

Cependant, malgré toutes ces annonces, « le manque de transparence et de communication règne toujours », constate l'économiste syrienne Rasha Sirop. « Nulle part avons-nous pu voir la répartition de l'intégralité de ces investissements ou même leur répartition sectorielle ou géographique », affirme son homologue Samir Aita. En compilant et analysant toutes les informations publiquement disponibles sur les contrats et protocoles d'accords (MoU) signés jusqu'à présent, le cabinet Karam Shaar Advisory a pu trouver la trace de 25 milliards de dollars. Bien qu'inférieure à l'enveloppe annoncée et à celle nécessaire pour la reconstruction, cette somme représenterait 125 % du PIB de la Syrie selon les dernières estimations de la Banque mondiale (de 2023) et 3,5 fois les budgets cumulés de l'État pour les années 2024 et 2025 (respectivement prévus à 3,1 et 3,9 milliards de dollars).

Mais quel soit son montant exact, cette enveloppe ne traduit pour l'instant que des « engagements politiques dont la concrétisation reste encore incertaine », souligne Mouayad Albonni. « Parmi tous les projets annoncés, seul celui de la réhabilitation et du développement de la seule usine

de ciment blanc du pays, à Adra, a été entamé », abonde Rasha Sirop. « On constate un intérêt de certaines grosses sociétés industrielles françaises et américaines qui voudraient venir s'installer en Syrie, mais elles attendent de voir comment les choses vont évoluer », commente de son côté Charbel Abou Charaf. Car même si ce dernier s'explique en grande partie par la nouveauté des annonces, Mouayad Albonni énumère toutefois différents « obstacles structurels » qui ne manqueront pas de se présenter à l'avenir.

Annonces spectaculaires sans vérifications

Premièrement, « l'absence totale de gouvernance transparente », les autorités syriennes privilégiant « les annonces médiatiques spectaculaires au détriment des vérifications de rigueur », note Mouayad Albonni. Il évoque le cas du projet « Damascus Towers » attribué à la société italienne Ubako : selon des médias syriens, celle-ci ne compterait qu'un seul employé et disposerait d'un capital social de 16 000 euros pour un chiffre d'affaires annuel de 209 000 euros...

« Ce cas n'est pas isolé », continue Mouayad Albonni. Le cabinet Karam Shaar Advisory estime ainsi que 22,5 % des partenaires ayant signé des contrats ou des MoU sont à haut risque en raison de « leur manque d'expérience », de leur « faible transparence financière » ou de « structures organisationnelles inadéquates ». Pour Mouayad Albonni, cela montre que « le gouvernement ne vérifie pas sérieusement ses partenaires, minant la crédibilité du chiffre global de 28 milliards de dollars et dissuadant les investisseurs sérieux ».

Isolement financier et sanctions internationales

La Syrie fait face à un second obstacle, pas encore totalement surmonté, malgré les évolutions de ces derniers mois : son isolement financier. Bien que la Syrie ait réintégré le réseau Swift – dont elle avait été exclue en 2011 – en juin 2025, et que les effets de la loi César, mise en place par les

États-Unis à partir de fin 2019, ont été suspendus pour six mois à partir du 10 novembre (en attendant son abolition permanente par le Congrès), l'amélioration reste lente.

« La Syrie, qui figure toujours sur la « liste grise » du GAFI pour non-respect des normes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, reste une zone à haut risque pour les banques internationales », rappelle Mouayad Albonni, soulignant notamment que cela pousse les investisseurs et donateurs à « passer outre le système financier syrien ». Pour y faire face, Damas a récemment relancé ses discussions avec le Fonds monétaire international (FMI), qui s'est notamment engagé à apporter un soutien technique en matière de régulation et de renforcement du secteur financier.

En attendant, les investisseurs potentiels demandent « des garanties souveraines afin de s'assurer de pouvoir rapatrier leurs profits, même en cas de problème bancaire », explique une personne au courant des faits, sous couvert d'anonymat. Et d'ajouter : « Des contrats de plusieurs centaines de millions de dollars, voire de milliards de dollars, ne se font pas dans des pays à risque comme la Syrie sans pourparlers directs avec les dirigeants et sans ce type de garanties. »

Ancien et nouveau régimes se ressemblent

Enfin, le troisième obstacle majeur est l'absence de cadre juridique crédible et indépendant garantissant les droits des agents économiques et la résolution de leurs litiges. « On attend encore que les lois relatives aux projets d'investissements soient adoptées ou modernisées et que les décrets qui les concernent soient publiés », concède Charbel Abou Charaf. « Le nouveau gouvernement présente des signes inquiétants de népotisme, rappelant le fonctionnement de l'ancien régime. Le pouvoir est ultracentralisé entre les mains de la présidence, des membres de la famille du président et de son cercle restreint, ainsi que d'anciens cadres de Hay'at Tahrir el-Cham, »

stufage de son côté Mouayad Albonni.

La grande majorité des « projets d'investissement annoncés ont été accordés sans appels d'offres ni cahiers des charges », relève ainsi Rasha Sirop, avant de regretter l'absence de « stratégie globale, de plans directeurs ou même de la coordination nécessaire pour une reconstruction réussie. » Et d'indiquer que depuis sa formation, fin mars, le Conseil des ministres s'est réuni à deux reprises. Quant à Samir Aita, il dénonce une logique visant à attirer les fonds à tout prix, « même si cela doit se passer dans le non-respect du droit ou du peu d'État qui existe encore... »

Résultat, « les investisseurs étrangers optent pour des projets touristiques, immobiliers et commerciaux, qui leur permettent de rentabiliser rapidement leurs investissements, alors que la priorité devrait plutôt être donnée aux infrastructures vitales à l'instar des réseaux d'eau, d'électricité ou d'égoûts, qui profiteraient directement à toute la population », continue Rasha Sirop. « Cela expose clairement les limites de ce modèle, et montre que ce sont l'État central et les administrations locales qui doivent être impliqués d'une façon transparente. Les investisseurs étrangers ne s'intéresseront qu'aux aspects les plus lucratifs, compte tenu des risques », ajoute Samir Aita. D'autant qu'à en croire Rasha Sirop, le tapis rouge déroulé à ces derniers aurait tendance à créer un effet d'éviction sur les acteurs locaux, pourtant plus familiers du terrain et capables de s'adapter à ces difficultés : « La décision de s'ouvrir à l'étranger et aux importations n'a eu pour effets que de les marginaliser et d'augmenter les prix de production au niveau local, poussant même certaines usines à fermer », affirme-t-elle.

« Nous verrons probablement le nombre d'annonces d'investissements spectaculaires augmenter lors des prochains mois, prédit Mouayad Albonni. Mais cela ne fera que creuser l'écart entre ce qui est promis et ce qui est ré-alisé, tant que les obstacles fondamentaux ne seront pas réglés. »

COMMENTAIRE

Toujours pas de justice sociale à l'horizon

Un an après la chute du régime de Bachar el-Assad, et malgré une reconnaissance internationale progressive des nouvelles autorités et un processus continu de levée des sanctions internationales contre la Syrie, le chemin vers le recouvrement économique et la reconstruction reste long et semé d'embûches. Les besoins du pays sont criants : le coût de la reconstruction est estimé entre 140 et 345 milliards de dollars selon les sources. Environ 16,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, tandis que 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

C'est dans ce contexte que les nouvelles autorités se sont engagées dans un ensemble de mesures d'austérité sur des produits et services de base dans une orientation clairement néolibérale, avec des répercussions négatives sur la population. Réflétant cette orientation, le ministre des Finances a déclaré à la mi-octobre que « notre objectif est d'avoir un secteur public plus réduit avec un budget plus réduit ».

Baisse des revenus, explosion des coûts

Cette politique de rigueur a tout

d'abord débuté par l'augmentation du prix du pain subventionné, passant de 400 livres syriennes (pour un poids de 1 100 grammes) à 4 000 LS (pour 1 200 grammes) à la fin décembre 2024. En même temps, la réduction ou la cessation des subventions aux produits pétroliers, notamment le carburant, le diesel et l'essence, a un impact négatif sur l'économie dans son ensemble, ainsi que sur la population. La suspension des subventions au carburant en décembre 2024 a par exemple pour effet d'augmenter les coûts de production pour les agriculteurs et industriels, souffrant déjà de nombreux défis structurels et de la compétition de produits étrangers à la suite de l'ouverture des marchés quasi sans limite depuis la chute du régime Assad.

Par ailleurs, le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a annoncé en janvier 2025 la volonté des nouvelles autorités de licencier entre un quart à un tiers des fonctionnaires – au prétexte qu'ils percevaient un traitement sans travailler. Depuis, aucune estimation officielle du nombre total d'employés licenciés n'a été publiée, mais celle-ci dépasse probablement les dizaines de milliers. Suite à cette décision, des ma-

nifestations de travailleurs licenciés ou suspendus ont éclaté dans tout le pays en janvier et février derniers, avant que les massacres confessionnels de mars puis de l'été dernier n'en réduisent considérablement l'ampleur.

À la fin octobre, le gouvernement syrien a annoncé une augmentation significative des tarifs d'électricité – la plus importante dans l'histoire moderne du pays pour les ménages – avec des hausses comprises entre 3 000 et 6 000 %. Cette augmentation significative des tarifs incitera de nombreuses personnes à rationner leur consommation d'électricité.

À l'instar de ce qui prévalait du temps du régime Assad, les nouvelles autorités cherchent à atténuer la hausse des prix en augmentant les salaires ou en offrant des primes. Ces décisions restent néanmoins insuffisantes pour répondre aux besoins de la population et contrer la hausse du coût de la vie. Après des mois d'attente, le gouvernement a finalement augmenté de 200 % les revenus des fonctionnaires et des retraités, portant le salaire minimum à 750 000 livres syriennes par mois, soit environ 68 dollars, à compter de juillet 2025. La majorité de la population,

qu'elle soit employée par l'État ou par le secteur privé, ne peut cependant toujours pas couvrir ses besoins mensuels avec ce salaire. Selon les estimations du journal *Qasioun* publiées fin septembre 2025, le coût de la vie minimum pour une famille syrienne de cinq personnes vivant à Damas atteindrait environ 7,1 millions de livres syriennes (quelque 645 dollars) par mois.

Injustice fiscale, grogne sociale

La population syrienne a besoin non seulement d'emplois, mais d'emplois suffisamment rémunérés pour permettre à chacun de vivre dignement et de subvenir à ses besoins quotidiens. C'est pourquoi de larges pans de la société dépendent des transferts de fonds de la diaspora résidant à l'étranger, avec des volumes annuels estimés à plus de 4 milliards de dollars.

En même temps, les politiques économiques des nouvelles autorités favorisent des dynamiques en faveur des grands capitaux, que ce soient des hommes d'affaires syriens ou étrangers, au détriment du renforcement des capacités productives du pays. Le ministère syrien des Finances a par exemple annoncé à la mi-juillet des

réformes visant à instaurer un nouveau système fiscal. Son entrée en vigueur début 2026 risque de réduire davantage les capacités financières et les recettes de l'État. Un impôt sur les sociétés identique sera appliqué à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, ce qui limitera la possibilité d'élargir l'assiette fiscale et créera une inégalité fondamentale. Les nouvelles autorités n'ont par ailleurs présenté aucun plan de reconstruction, si ce n'est dans l'optique d'accumuler des capitaux grâce à de grands projets immobiliers de luxe. À titre d'exemple, le projet de développement urbain « Boulevard de la Victoire » dans le quartier d'al-Qarabisi à Homs, mené par la société koweïtienne al-Omran Real Estate Development Co., propriété d'un homme d'affaires syrien, a été la cible des critiques des populations locales, qui ont manifesté contre ce projet. Certains l'ont même comparé avec le plan de réaménagement urbain de la ville élaboré sous le régime de Bachar el-Assad, connu sous le nom de « Rêve de Homs ». L'entreprise a finalement annoncé l'annulation de la partie de son projet traversant le quartier contesté.

Dans ce contexte, la colère sociale

reprënd de l'ampleur. À la mi-novembre, après une semaine de grève, des enseignants ont manifesté devant les directions de l'éducation à Alep et Idleb, pour réclamer la titularisation des enseignants, la réintégration rapide des enseignants licenciés et des augmentations de salaire pour compenser la flambée du coût de la vie. Au même moment, des manifestations ont éclaté dans certaines villes comme Salamiyeh et Homs lors de l'annonce de l'augmentation des tarifs d'électricité. D'autres grèves ont également eu lieu en novembre pour protester contre les conditions de travail et de vie, notamment celles des chauffeurs de minibus à Damas et des employés de l'entreprise privée Madar Aluminum.

Malgré ce climat social tendu, la volonté claire de nouveaux dirigeants de réduire le rôle de l'État au sein de l'économie ne semble pas orienter le pays vers davantage de justice sociale et de redistribution des richesses ou bien un processus de reconstruction bénéficiant à la majorité de la population.

Par Joseph DAHER
Universitaire et expert
en économie politique
du Moyen-Orient

REPORTAGES

Ces anciens exilés pris entre deux mondes

Ils ont fui leur pays ravagé par la guerre. Ils sont revenus, habités par des sentiments contradictoires.

Noura DOUKHI,
à Damas et dans la Ghouta

Ils sont plus d'un million, dans la nouvelle Syrie débarrassée des Assad, à être revenus au pays depuis un an. Dans ce territoire vidé de la moitié de sa population au cours de plus de treize ans de guerre, les destins d'anciens exilés s'entremêlent. À l'instar de dizaines de milliers d'autres, ceux d'Ahmad, d'Em' Aboudi et de Salam, rentrés du Danemark, de Turquie et du Liban, racontent un retour mitigé, dans une Syrie méconnaissable. Après des années à faire le deuil d'un pays qu'ils n'espéraient plus retrouver, ils ne s'y sentent plus tout à fait chez eux. Mais pour beaucoup, qui s'efforcent de recoller les morceaux d'une vie éclatée, vivre loin de la Syrie s'avère tout aussi impossible.

Alors, le 2 octobre, après dix ans passés au Danemark, Ahmad el-Baroudi rentre définitivement au pays, dont il dit vouloir participer à la reconstruction et y fonder une ONG. « La Syrie était une prison à ciel ouvert. Aujourd'hui, j'ai un pays. Je peux parler librement, sans que personne ne m'arrête », raconte l'aîné d'une fratrie de quatre. Guidant le pas vers sa maisonnette du quartier d'al-Chaghour, dans le vieux Damas, il passe, sans y prêter attention, devant un mur marqué de rayures noires. Treize ans plus tôt, se lisaient ici les slogans qu'Ahmad avait osé inscrire : « La Syrie sans les Assad », « Liberté ». « C'était dingue de crier ce mot, à l'intérieur même de la Syrie ! J'avais le sentiment d'entendre ma voix pour la première fois », livre celui qui coordonnait les protestations dans son quartier. Peu après « Bachar » envoie ses hommes couvrir les inscriptions sur la façade.

Pointe de nostalgie

Les années ont passé depuis l'exil imposé d'Ahmad. À son retour, il retrouve sa mère et ses deux jeunes sœurs. Mais, comme tous ces Syriens partis contre leur gré, il fait le deuil de son père de loin, mort en 2022. Sous les Assad, revenir lui aurait, au minimum, valu un aller simple en prison. Il en a déjà fait les frais. Quelques mois après le début du soulèvement populaire, les forces de sécurité embarquent Ahmad et son frère Adnan, de trois ans son cadet. Ils sont jetés dans la « branche Palestine ». Après onze mois de torture, leur père finit par les faire sortir en payant 50 000 dollars en *wasta*. Fin 2013, ils prennent la fuite vers le Liban pour quelques mois. Un ami d'Ahmad, parvenu avant eux à rejoindre l'Europe, plus précisément Aalborg, dans le nord du Danemark, finira par décider leur destination. Les deux frères « inséparables », soudés par la *thaoura*, la prison et la longue route de l'exil, le rejoignent à leur tour et finissent par obtenir le statut de réfugiés politiques.



Ahmad al-Baroudi, 35 ans, dans sa maison dans la vieille ville de Damas, le 27 novembre 2025. Photo Hassan Belal/L'Orient-Le Jour

Lainé a dû se résoudre à dire au revoir à Adnan, resté au Danemark, marié et père d'une fillette. Les souvenirs avec lui l'habitent au quotidien, tout comme ceux de sa nièce, qu'il ne voit plus qu'à travers un écran. Ahmad repense aussi avec une pointe de nostalgie à la routine qu'il s'était construite dans son pays d'accueil, après s'être acclimaté à des mœurs nouvelles. Le jeune célibataire se retient de rire en y repensant. « Au début, voir des hommes et des femmes... vivre ensemble sans être mariés me paraissait étrange. Puis, on s'habitue à ces choses-là, ça devient normal. » Derrière sa pudeur, on devine qu'il a lui aussi fait des rencontres.

« Je ne les ai pas reconnues »

Cet « entre-deux mondes » lie les exilés entre eux. On les renvoie à un statut d'étranger, parfois avec mépris. Eux se sont tenus éloignés des malheurs qui n'ont cessé de s'abattre sur le pays ces treize dernières années, estiment certains. Les mentalités changées qui les accompagnent déplaisent. C'est ce qu'a ressenti Fatima, 19 ans, de retour de Gaziantep

aux côtés de sa mère, Em' Aboudi, le 11 octobre. Comme elles, 550 000 Syriens réfugiés en Turquie sont rentrés chez eux depuis la chute du régime Assad, selon les autorités turques le 1er novembre, sur les plus de 3,5 millions qui y avaient trouvé l'asile.

Depuis qu'elle est revenue à al-Malihah, dans la Ghouta orientale, la benjamine et l'unique fille d'une fratrie de cinq remarque qu'elle attire certains regards réprobateurs, avec ses vêtements jugés moins sobres. Excitée à l'idée de revoir ses amies restées près de Damas ou revenues d'Idleb, Fatima, voile noué à la mode turque, ne cache pas sa peine. « Je ne les ai pas reconnues... En Turquie, j'ai évolué. Ici, je ressens le fait qu'ils n'ont jamais vu le monde extérieur », dit-elle timidement, assise dans le salon de sa grand-mère aux côtés d'Em' Aboudi.

C'est ici que la mère et la fille logent depuis leur retour. Leur maison, située dans le quartier voisin de Kafir Batna, a été rasée. C'est aussi chez leur grand-mère que vivent deux des frères de Fatima, restés au pays et revenus d'Idleb après la chute du régime. En 2018, la fa-

mille avait fui leur banlieue assiégée et bombardée durant cinq ans, pour trouver refuge dans le dernier réduit de l'opposition. Deux ans plus tard, Em' Aboudi part avec trois de ses enfants vers la Turquie. Quant au père, décédé il y a près d'un an, Em' Aboudi préfère taire les raisons pour lesquelles il avait fait le choix de rester à Idleb.

Citoyennes de seconde zone

Pour elle, le retour, il y a deux mois, dans son quartier d'origine ravive les heures les plus noires de la guerre. Son époux n'était autre que le leader de l'Armée syrienne libre (ASL) dans la région. Sans cesse traquée par le régime Assad dès 2011, la famille déménage dans le quartier cinq fois en l'espace de sept ans. Em' Aboudi reste floue sur le rôle de son mari, comme si des années de cachette et de silence continuaient de serrer la gorge. Elle le sait : il lui faudra du temps pour s'acclimater à sa nouvelle vie. Si ce n'était pas pour Fatima, elle ne serait d'ailleurs jamais rentrée au pays. « À Gaziantep, j'avais fini par trouver du travail dans un magasin de confection de vêtements. Les

salaires étaient faibles et les journées longues, mais je me réveillais pour quelque chose », raconte-t-elle. Rideaux tirés, la pièce, plongée dans la pénombre, est glaciale. Seule la chambre à coucher dispose d'un chauffage à gaz portatif. Em' Aboudi passe son temps à meubler un appartement voisin loué il y a quelques semaines dans l'espoir de recréer une vie de famille. C'est sa fille, ayant obtenu le baccalauréat il y a un an, qui finit par la persuader de rentrer, rêvant d'entamer des études à l'université en Syrie. Pour Fatima, la décision n'a pourtant pas été facile. « Cinq ans de ma vie, ce n'est pas rien. J'avais tout un cercle d'amis, surtout des Turcs. J'étais même très appréciée par mes professeurs au lycée, qui me conseillaient de faire mes études supérieures dans le pays », raconte-t-elle. « Mais à la chute du régime, j'ai senti que je voulais repartir de zéro en Syrie », souffle-t-elle. Fatima et sa mère parlent également des coûts universitaires exorbitants en Turquie.

Mais la volonté de la jeune fille laisse vite place à la désillusion. À son arrivée, on lui explique que les

Syriens revenus d'exil ne sont pas prioritaires pour l'admission à la faculté. C'est l'incompréhension pour la mère et sa benjamine, rejetées comme des citoyennes de seconde zone. Depuis, elles explorent l'option d'études en ligne pour Fatima. Une amertume qui rend tout autre le retour qu'elle s'était imaginée.

« Comme s'ils avaient attendu ce jour toute leur vie »

Dans cette nouvelle Syrie où affluent désormais des centaines de milliers d'anciens exilés, l'attachement au pays d'accueil reste parfois une nostalgie tenace dont il n'est pas simple de se défaire. Salam al-Boukai, lui, raconte plutôt l'inverse. S'il s'est fait des amitiés au Liban, qu'il entretient toujours à distance, il n'est pas mécontent d'avoir refermé ce chapitre. C'est sans doute parce qu'il a été contraint de partir, seul, pour fuir son service militaire en 2020 que l'idée de revenir à Homs auprès des siens lui a paru aussi naturelle après la chute du régime. Le jeune homme n'a d'ailleurs pas attendu longtemps. Il s'y réinstalle pour de bon début janvier.

Salam fait partie de ces plus de 300 000 Syriens rentrés du Liban depuis près d'un an. Dans ce pays où les difficultés d'accès à un emploi stable, d'intégration, et la discrimination sont monnaie courante, le jeune homme raconte une vie d'exil jonchée d'obstacles. De mécanicien à concierge d'immeuble, il enchaîne les petits boulots aux quatre coins du Liban pour de petites sommes d'argent, avant de décrocher un meilleur salaire comme traducteur arabe en freelance. Mais les loyers qui augmentent sans cesse, la guerre, qu'il voit se rejouer dans son pays d'accueil, l'épuisent. Quelques semaines avant le renversement du pouvoir, il songeait à recommencer sa vie aux Émirats arabes unis ou ailleurs.

À son arrivée dans sa ville natale, Salam exulte. « J'ai eu l'impression que mes parents avaient attendu de dix ans, comme s'ils avaient attendu ce jour toute leur vie. » À la joie se mêle l'état de surprise. Là-bas, les *thouars* ont changé de visage. « L'apparence des jeunes de HTC (Hayat Tahrir el-Cham) m'a étonné. Avant, personne ne pouvait ressembler à ça. »

Son retour à Homs a quelque chose d'irréel, presque d'inversé. Originaire de Baba Amr, quartier emblématique du soulèvement de 2011, Salam était d'office associé à un terroriste. Aujourd'hui, cette même origine lui vaut presque un statut particulier dans la nouvelle Syrie. Engagé dans la société civile et emplí d'un « très grand espoir », le jeune homme est revenu pour contribuer à rebâtir son pays, encore à terre et miné par le chaos. « Des gens meurent encore à cause de leur confession », livre-t-il en allusion aux massacres sur la côte alaouite en mars, puis, en juillet, dans le bastion druze de Soueïda. Salam veut croire que les Syriens peuvent encore vivre ensemble. « Ahmad el-Chareh est un génie politique, dit-il avec un sourire en coin. Il est très intelligent et a fait de bonnes choses, mais s'est aussi attribué beaucoup de pouvoir. On n'est pas encore une démocratie, mais on a enclenché le processus... J'attends encore de voir avant de juger de ses véritables intentions. »

La nuit, Damas danse sur un fil

Malgré des attaques contre des clubs, la vie nocturne connaît un renouveau dans la capitale syrienne.

Gabriel BLONDEL et
Clara HAGE

En remontant les rues pavillonnaires de Mazzé, Bader Shashit peine encore à réaliser : ce soir, cette étoile montante de la musique électronique jouera pour la première fois à domicile, sur le toit d'un hôtel huppé de Sarouja, au centre de Damas. « Je n'aurais jamais imaginé pouvoir me produire un jour ici », se réjouit le trentenaire, résidant en Belgique quand il n'est pas en tournée autour de la Méditerranée. Une semaine qu'il est revenu en Syrie après treize ans d'exil, « pour échapper à la conscription militaire forcée ». Et tout, ou presque, a changé : le sourire des hommes armés à son passage, le temps qui s'est frayé un chemin sur le visage de sa mère, ou encore le cratère qui remplace désormais l'immeuble qui fait face à la maison familiale.

Peu avant la chute du régime Assad, le 8 décembre, l'aviation israélienne a largué huit bombes sous les fenêtres du salon. Treize personnes, dont sept civils, ont été tuées dans cette frappe ayant touché trois immeubles mitoyens de plusieurs étages,

selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). « Tout ça pour tuer un type du Hamas... Certaines victimes étaient des amis d'enfance », soupire Bader. Ce dernier assure que des éléments du mouvement palestinien et du Hezbollah disposent encore d'appartements dans les rues du quartier, où résidaient il n'y a pas si longtemps des officiers du clan Assad ou encore des responsables iraniens. Depuis peu, le frère du président intérimaire Ahmad el-Chareh loge au bout de la rue. « J'aimerais que ma mère déménage », dit-il. En attendant, il se prépare à l'échéance du soir. « J'essaie de ne pas y penser, mais je suis un peu sceptique à l'idée de jouer », admet Bader.

Depuis décembre, un nouvel espace s'ouvre dans la nuit damascène, confinée sous l'ancien régime à quelques établissements élitistes placés sous sa protection. Sous embargo international, le monde de la fête, comme le reste du pays, avait tourné en rond. Mais la reprise en main du dossier par les autorités de transition entraîne de nouvelles inquiétudes. Alors que certains de ses membres, à commencer par Ahmad el-Chareh, sont issus de groupes jihadistes, le gouvernement doit manœuvrer une position délicate : d'un côté, présenter une façade inclusive et libérale pour rassurer la communauté internationale, de l'autre, contenir ses franges les plus radicales qui échappent parfois à son contrôle. « On entend beaucoup de choses, des attaques dans les clubs, des gens armés qui demandent aux femmes et aux hommes de se sé-

parer... Pour moi, ce soir, ce sera le test », lance-t-il.

« Plaque tournante du trafic de drogue »

Début mai, un vent de panique a soulevé les rues de Sarouja. Deux attaques coup sur coup ont eu lieu contre des discothèques, jetant le trouble quant à l'implication potentielle des nouvelles autorités. Le 4 mai, un groupe d'hommes armés fait irruption au beau milieu de la nuit devant Layal el-Chariq (Les nuits de l'Orient), un « restaurant », « boîte de nuit » ou « casino », selon les qualificatifs repris par la presse syrienne. Une caméra de surveillance capture l'assaut. Une vingtaine d'hommes armés, pour la plupart cagoulés, déboulent au pas de course dans la ruelle menant au restaurant. Certains sont munis de treillis ou d'un accoutrement noir, rappelant l'uniforme porté par les forces officielles de la sûreté générale. Disposés en colonne à la sortie de l'établissement, ces derniers molestent violemment les clients qui tentent d'en sortir, en particulier les femmes, à qui ils assènent des coups de crosse.

Mais selon Abou Siamand, qui fume tranquillement le narguilé devant les portes closes de l'établissement, le motif idéologique et religieux de l'attaque tel qu'il a été traduit dans l'emballement médiatique cache un autre enjeu. « Ceux qui fréquentaient cet endroit étaient des proches du régime, notamment pour y profiter des femmes », affirme-t-il. Ce gérant d'un café voisin connaît bien le passif du coin. « Plusieurs

plaintes avaient été déposées par le voisinage, car il y avait souvent des bagarres dans la rue. Les nouvelles autorités ont demandé deux fois au gérant de régulariser sa situation ou de se rendre. Alors la troisième fois... » s'interrompt-il à l'évocation de l'ancien maître des lieux, un certain Hani Mohazen. « C'était un chabih du régime qui était impliqué dans le trafic de drogues », reprend au vol son voisin, Abou Abboud, qui se présente comme un ancien combattant d'Ahrar el-Cham, un des premiers groupes armés islamistes constitués au début de la révolution en 2011 avant de se joindre à l'offensive rebelle ayant renversé le régime. « Cet endroit était une plaque tournante, tu pouvais trouver tout ce que tu voulais : captagon, hachisch, cocaïne... il y avait de gros trafiquants ici, comme Nouh Zeaiter (NDLR), poursuit-il. Le « Pablo Escobar libanais », un trafiquant notoire d'armes et de captagon entre la Békaa et la Syrie, soupçonné de liens avec l'ancien régime et le Hezbollah, a depuis été arrêté par l'armée libanaise, en novembre 2025.

Combien d'arrestations ont eu lieu à la suite de cette descente musclée ? Difficile de le savoir tant des informations contradictoires circulent sur le sujet. Selon plusieurs médias syriens, le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir interpellé plusieurs assaillants, ce que *L'OLJ* n'a pu vérifier. Moins de 24 heures plus tard, une seconde fusillade, à l'issue sanglante cette fois, a lieu dans le club du « Karawane », à quelques centaines de mètres du

premier établissement visé. « C'est un endroit connu des gens qui viennent pour fréquenter des prostituées », pose Mohammad, un jeune serveur du café qui fait face à l'établissement. De quoi éveiller la colère des nouvelles autorités ou de ses soutiens ? Mohammad secoue la tête : la piste d'un règlement de comptes, sur fond d'une affaire de mœurs, semble prévaloir.

« On est là pour protéger nos frères chrétiens »

Mais dans la nouvelle Syrie à la stabilité encore fragile, l'événement peine à être perçu comme une affaire criminelle classique. Dans les quartiers chrétiens de Bab Touma et Bab Charqi, un important dispositif de sécurité contrôle, comme sous l'ancien régime, les entrées et les sorties devant les portes des remparts de la vieille citadelle. « On est là pour protéger nos frères chrétiens », veut rassurer Mohammad, un employé du gouvernorat de Damas qui s'occupe de la circulation. « Vous êtes en sécurité. Vous pouvez aller boire des verres tranquillement », soutient-il, alors que d'autres gardes patrouillent également en uniforme à l'intérieur des étroites rues bondées du quartier. « Sans réservation, c'est presque impossible de trouver une table », se félicite Salim*, l'un des responsables de Dar el-Yasmine. « Juste après la chute, les gens ont hésité à continuer à sortir par crainte d'une hostilité du nouveau pouvoir quant à la consommation d'alcool. Mais si les gens sont vite revenus, la peur reste présente », estime-t-il. Lorsque des bruits d'ex-

*Le prénom a été modifié.

Ce texte est la version réduite d'un article initialement publié dans « L'Orient-Le Jour » le 31 mai 2025.

REPORTAGE

Anciens détenus et familles de disparus : les maux en héritage

Après l'ouverture des prisons, les rares survivants partagent avec les proches de ceux qui ne sont pas revenus la même gageure : comment reconstruire sa vie quand celle-ci a été irrémédiablement brisée ?

Emmanuel HADDAD

Chaker el-Habouss trempe son pain dans les assiettes de *moubammara*, de *labné* et de *foul* comme si sa vie en dépendait. Il enfourne le tout et, sans parvenir à mâcher, continue de parler la bouche pleine de ses années d'horreur dans la prison de Saydnaya. Ses dents de devant ? Il a été forcé d'en avaler cinq dans sa cellule, avec le sang qui giclait, lorsqu'il recevait des coups sous le regard impassible de l'adjudant Manhal Sleiman. « Un mot de lui et ni Assad ni Poutine n'y pouvaient rien. Il disait "soldats" et des coups se mettaient à pleuvoir sur l'ensemble de mon corps », dépente-il.

Lex-combattant rebelle est sorti le 8 décembre 2024, jour de la chute du régime de Bachar el-Assad, de l'infâme abattoir humain où il a passé trois ans, dont plusieurs mois à l'isolement. Assis un an plus tard dans son modeste salon à Ghabagheb, dans la province de Deraa, il conserve l'appétit boulimique de ceux qui ont failli mourir d'inanition. « Quand j'ai passé 45 jours au mitard, j'ai cru que j'allais finir par bouffer les cafards qui recouvraient les murs », dit le grand échelas sans cesser d'ingurgiter. Ajoutez sa façon de cloper sans relâche malgré l'asthme développé à l'isolement, de ressasser les détails les plus morbides de ses années de captivité, et une question surgit : Chaker a bien été libéré de ses geôliers, mais est-il parvenu à sortir la prison de sa vie ?

Pendant les cinq décennies de la dictature de la dynastie Assad, de Tadmor à Saydnaya en passant par les prisons des *moukhabarat*, les lieux de détention ont été des trous noirs où les pires sévices ont été infligés aux Syriens, hommes, femmes et enfants inclus. « Tout était interdit, sauf la mort », résume Mohammad Saadeddine, rescapé de Saydnaya qui continue de souffrir des séquelles de la torture. En faisant sauter leurs verrous, les rebelles islamistes de Hay'at Tahrir el-Cham et leurs alliés ont ouvert une boîte de Pandore renfermant des affres qui, un an plus tard, continuent de hanter la vie des anciens détenus et des proches de ceux qui ne sont jamais sortis.

« On vous a libérés, maintenant, débrouillez-vous »

Car des 136 000 personnes détenues dans les prisons du régime, seules quelque 24 000 ont été libérées lors de sa chute, selon le Réseau syrien des droits humains, précisant que les 112 000 personnes toujours manquantes demeurent considérées comme disparues en l'absence de preuve de leur décès. Des milliers de proches ont alors envahi les prisons, fouillé les documents éparpillés au risque de détruire des preuves cruciales, allant jusqu'à creuser la pierre à coups de pioche à Saydnaya dans l'espoir fou que des survivants restaient enfermés dans les entrailles du camp d'extermination.

Depuis, la découverte régulière de charniers éparpillés sur le territoire syrien ne cesse de raviver leur douleur. Malades d'avoir tant attendu en vain, ils ne s'accrochent plus qu'à une humble exigence : « J'espère juste qu'on retrouvera un jour ses restes dans l'une des fosses communes pour que je puisse faire le deuil. Si je perdais mon chat, je serais triste, alors un enfant que j'ai éduqué pendant 30 ans ? » soupire Najmé Nasser à propos de l'un de ses trois fils, Youssef,



Mohammad Saadeddine devant sa machine à coudre à Hamoriyé, dans la Ghouta orientale à l'est de Damas, le 19 novembre.

disparu en 2018. Un autre a été tué tandis qu'il combattait contre l'armée. Le troisième a développé des troubles psychiques profonds après la perte de ses deux frères. Désormais, Najmé s'occupe de lui tout en élevant les six orphelins de ses deux autres fils dans un intérieur humide sans porte ni fenêtre à Otaybé, dans la Ghouta orientale, en lieu et place de sa maison bombardée et pillée par l'armée syrienne.

Dans son premier discours en tant que président intérimaire le 31 janvier, Ahmad el-Chareh a rappelé que « la victoire a commencé par (...) les gémissements des détenus et les cris des torturés dans les prisons de Saydnaya, de la branche Palestine et de la prison de Tadmor ». Mais un an après l'apre euphorie de l'ouverture des geôles, les survivants de l'enfer carcéral et les familles de disparus ont « le sentiment général d'avoir été marginalisés », assure Diab Serrieh, cofondateur de l'Association des anciens détenus de Saydnaya (ADMSP), créée en 2017. « Les nouvelles autorités ont grosso modo dit aux détenus : On vous a libérés, maintenant débrouillez-vous. Or si les Syriens ordinaires repartent de zéro, eux doivent redémarrer à un niveau encore inférieur », souligne cet ancien détenu de Saydnaya. Après 14 ans de guerre, 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et, malgré l'annonce de la levée des sanctions américaines et les nombreuses promesses d'investissement en provenance du Golfe, l'économie et les infrastructures demeurent à genoux. Contactée, la Commission nationale pour la justice transitionnelle, chargée depuis mai d'enquêter sur les crimes commis pendant le conflit et d'apporter une réparation aux victimes,

n'était pas disponible au moment de la publication.

Avec ses cinq enfants à nourrir, Chaker n'a pas le temps de se morfondre : « J'aurais besoin de plusieurs opérations pour mes jambes, ma mâchoire, pour mes dents en moins... Mais ma priorité, c'est l'argent », assure-t-il. Étranglé par une dette de 50 millions de livres syriennes, soit environ 4 500 dollars, contractée par sa famille auprès d'un avocat véreux pour tenter de le faire sortir, il multiplie les petits boulots depuis sa libération : « Je fais tout, nettoyer des voitures, travailler sur des chantiers, même jouer du *tabl* dans les mariages. »

« Si je les retrouve, je les découpe en morceaux »

Un récit courant pour Yaqhdhan Kanber, psychologue à l'ADSMP, qui accueille depuis juillet les survivants et proches de détenus venus recevoir un soutien psychologique et médical dans le centre ouvert par l'association à Damas. « Beaucoup de prisonniers sont sortis sans papiers d'identité, ce qui complique leur intégration. L'un d'eux ayant passé 10 ans à Saydnaya s'est récemment effondré en me disant qu'un soldat lui avait demandé ses papiers de régularisation, comme si c'était un *fouloul* (ancien fidèle du régime, NDLR) ! D'autres ont perdu leur femme ou la garde de leurs enfants, ou ne trouvent pas de travail en sortant... Alors ils sont persuadés que trouver de l'argent est la clef pour résoudre tous leurs problèmes », résume-t-il. Mais tôt ou tard, les ondes des chocs endurés en détention reviennent les hanter. « Ces derniers peuvent réapparaître sous plusieurs formes : cauchemars, flashback, dis-

sociation, peur, colère, idées suicidaires, violence domestique... Sans qu'ils soient conscients pourquoi ils se comportent ainsi. »

« Le risque, souligne Chadi Haroun, ancien détenu et membre de l'ADSMP, c'est que dans leur dénuement, ils rejoignent des réseaux criminels ou adhèrent à des factions armées, avec aussi pour but de se venger. » Le visage collé à la fenêtre, Chaker se rappelle du jour où il est arrivé à Ghabagheb. La ruelle d'en bas était remplie d'hommes de son clan armés de leurs fusils, encadrant sa famille pressée de l'embrasser. Tous les revenants n'ont pas eu cette chance. « Un ancien détenu, en voyant que sa femme s'était remariée avec son frère, a pris le fusil d'un des hommes venus l'accueillir et s'est tiré une balle dans la tête », raconte-t-il. Venues lui rendre visite pendant son incarcération, sa femme et sa fille aînée sont devenues l'objet des insinuations les plus abjectes de ses geôliers. « Les mots font parfois plus mal que les coups », dit-il, avouant ne pas croire en la justice transitionnelle : « Si je les retrouve, je les coupe en morceaux et je dévore leur foie. »

« J'ai regretté d'être sorti de prison »

Tac tac tac tac... Mohammad Saadeddine revient à peine du tribunal qu'il s'installe à la machine à coudre de la boutique de meubles et de rideaux où il travaille à Hamoriyé, dans la Ghouta orientale, pour 150 dollars par mois. Il coud à toute vitesse, mélange d'expérience et de nécessité. « Je ne peux pas rester assis trop longtemps à cause des fractures vertébrales mal soignées dues à la torture », dit-il d'un sourire triste.

Engagé dans l'activisme médiatique et humanitaire durant le siège de sa ville, il est arrêté en 2019 et passe trois ans à Saydnaya. Quand il ressort, sa femme, persuadée qu'il ne survivrait pas, a refait sa vie. Pire, il est privé de son fils Sidar, né pendant son incarcération. « Je suis arrivé à un point où j'ai regretté d'être sorti de prison », admet-il. Mais il garde la tête froide. « Nous avons fait la révolution pour obtenir un État de droit, alors je dois croire en la justice. » Il a récemment déposé une plainte pour obtenir un droit de visite mensuelle, et a lui aussi décidé de se remarier. « J'essaye peu à peu de refaire ma vie, mais jusqu'à présent, je n'ai pu compter que sur moi-même. »

Mi-novembre, Chaker et Mohammad ont assisté à leur première thérapie collective auprès de l'ADSMP, première étape d'une longue prise en charge. « Nous travaillons d'abord à reconstituer un lien de confiance envers la société. Puis nous revenons avec eux sur les traumatismes qu'ils ont subis. Enfin, nous les aidons à entrevoir l'avenir d'une manière positive », détaille Yaqhdhan Kanber. Pour certains, il est déjà trop tard.

Le 8 décembre, un homme hagard sort de Saydnaya et se met à marcher. Il ne sait plus comment il s'appelle ni d'où il vient. Il finit par s'installer dans un parc du quartier de Rukn al-Din, à Damas. Six mois plus tard, Sobhiyé el-Achra le voit sur une photographie et reconnaît aussitôt son fils. Disparu en 2014 à l'âge de 15 ans, elle avait appris d'anciens détenus de l'infâme branche 251 qu'il était passé par cette prison des *moukhabarat*. « Il était dans un état désastreux. J'ai demandé à ma fille de le raser, et là j'ai reconnu la marque d'une vieille opération au

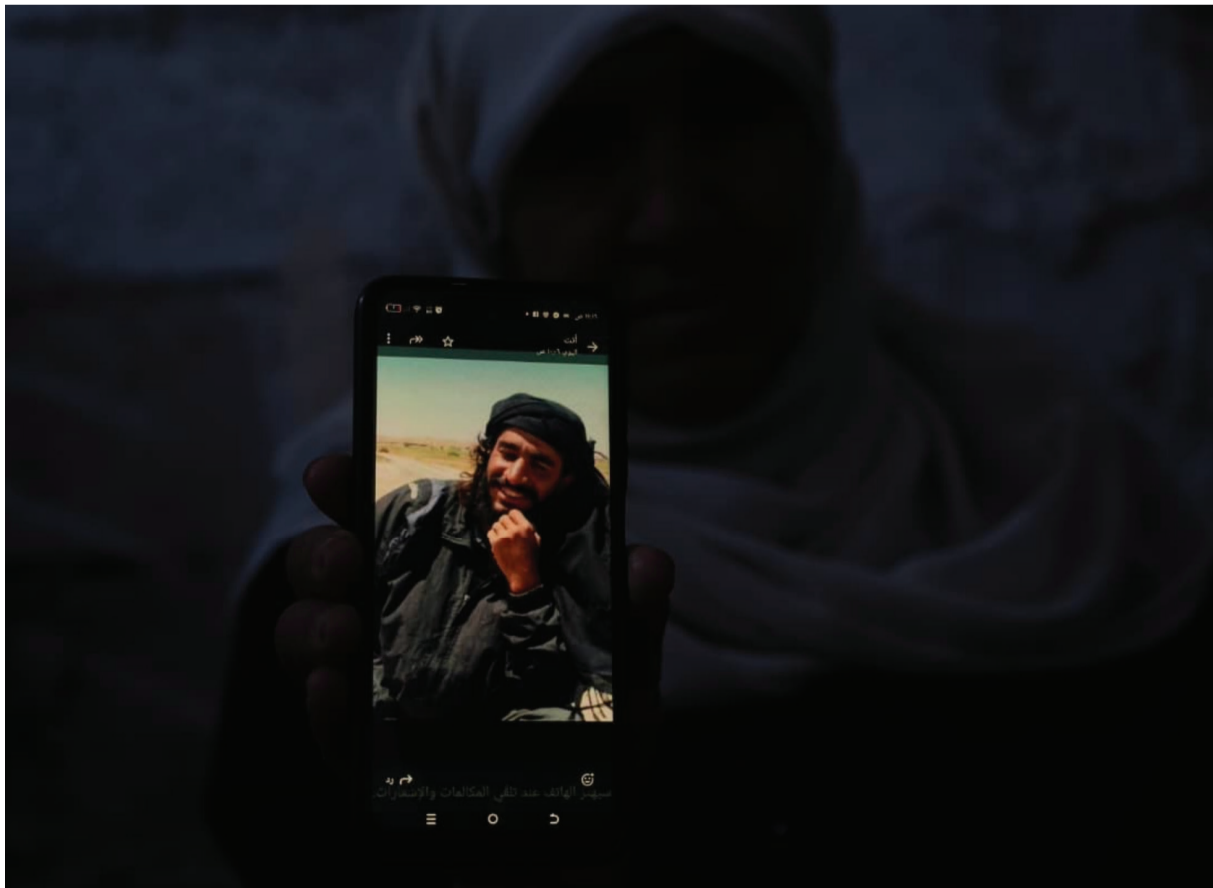
niveau du menton. J'ai dit : c'est mon fils. Or lui, il avait tout oublié. Je lui ai montré une photo de famille : il n'a reconnu personne », raconte-t-elle dans sa maison à Otaybé.

« Il ne sait toujours pas qui il est »

« Cette histoire nous a redonné l'espoir que nos proches peuvent être sortis de prison et s'être eux aussi égarés quelque part », avoue non loin de là Hasna Allouche, dont le mari a disparu en 2014, lui laissant quatre enfants sur les bras. À ses côtés, sa sœur Sahir qui a aussi perdu la trace de son époux acquiesce, mais sa mère, Hayat, dont deux fils ont disparu, hausse les épaules. « Ne dis pas n'importe quoi, ils sont tous morts ! adjuce-t-elle. Moi, je veux juste pouvoir récupérer leurs restes pour me recueillir sur leur tombe, mais jusqu'à maintenant, personne ne nous a aidés. » Pire, les femmes ont été montrées du doigt pour être restées durant l'occupation de la ville par l'ancien régime. « Avant, nous étions terroristes, aujourd'hui, nous sommes des *fouloul*... Mais dites-moi ce que je devais faire sans mari et avec trois enfants à charge ? » se récrie Sahir. Le seul homme de la famille encore vivant est allongé, mu-tique et en larmes, dans un coin de la pièce. « Après avoir cherché en vain nos fils dans les prisons et les hôpitaux, il a fait une crise cardiaque le pauvre... Arrête donc de pleurer », lui lance Hayat.

À Otaybé, bourg dévasté toujours sans eau, ni électricité, ni système d'égouts, le dénuement, combiné à la douleur du deuil impossible, a dégradé la santé de nombreux proches de disparus. Mais Latifa, la fille de Najmé Nasser, assure que « pour alléger nos souffrances, nous avons moins besoin de soutien psychologique que de voir les travaux de la Commission nationale pour les disparus commencer ». Un an après, ni la prise d'échantillons d'ADN des proches de disparus ni l'exhumation des fosses communes n'ont démarré. « C'est compréhensible », nuance Diab Serrieh, qui rappelle que « les exemples d'autres pays montrent qu'il faut du temps, des compétences et des moyens colossaux pour exhumers les charniers et identifier les restes. Or la Syrie compte le plus grand nombre au monde de disparus forcés, et peut-être de l'histoire ». Mais il déplore néanmoins « le discours de certains Syriens selon lequel il faut oublier les crimes du passé et se concentrer sur les vivants ». Porte-parole de la Commission nationale pour les disparus, Zeina Shahla assure que si l'exhumation des fosses communes ne peut pas encore commencer, faute de moyens, « la commission assure leur protection aux côtés du ministère de l'Intérieur ».

Sobhiyé se lève de la natte et ouvre une grande caisse en métal bleu d'où elle sort un document. Plusieurs semaines après avoir recueilli celui qu'elle croyait être son fils, les doutes de ses deux autres garçons sur son identité ont fini par miner sa conviction. Fin octobre, elle a décidé de faire un test ADN pour en avoir le cœur net. « Le test s'est révélé négatif. Ce n'était pas mon fils. J'ai pleuré pendant une semaine tellement je m'y étais attachée », dit-elle en montrant une feuille avec la photo d'un jeune homme, le regard absent. Ce dernier est retourné s'installer dans le jardin à Damas. « Parfois, on lui rend visite avec ma fille, on lui amène un matelas, un coussin. Le pauvre, il ne sait toujours pas qui il est. »



Najmé Nasser tient la photo de son fils Youssef, disparu dans les geôles de l'ancien régime, le 19 novembre à Otaybé, à l'est de Damas.



Chaker el-Habouss à la fenêtre de son salon à Ghabagheb, dans la province de Deraa, le 18 novembre. Photos Mohammad Yassine/L'Orient-Le Jour

GRAND ANGLE

Être palestinien dans l'après-Assad

Pour nombre de réfugiés, la chute du régime est une source d'espoir. Mais la possibilité d'une normalisation avec Israël les inquiètent.

Soulayma MARDAM BEY,
avec Ahmad ROUMI

La fureur de vivre se fraye un chemin dans les carcasses des bâtiments. Elle s'incarne dans un groupe d'enfants jouant au ballon, dans le linge qui sèche sur les ruines d'un immeuble éventré, dans l'ouverture de commerces ou le bruit de pelletouses. Neuf mois après la chute du régime Assad, arpentent le camp palestinien de Yarmouk, dans la banlieue sud de Damas, c'est s'enfoncer dans les entrailles d'un paysage apocalyptique que viennent percer quelques rayons d'espoir. Ici et là, des chiens errants rappellent qu'il n'y a pas si longtemps, en octobre 2013, un imam avait émis une fatwa autorisant leur consommation, comme celle des chats et des ânes, pour lutter contre la famine. Partout, l'étendue des destructions lie le passé au présent, le calvaire enduré par Yarmouk hier à celui de la bande de Gaza aujourd'hui. « Quand nous étions assiégés et affamés par l'ancien régime, on se disait que ce qu'il nous faisait subir, même Israël ne l'avait pas fait », se remémore le médecin Khalidoun el-Mallah. « Et depuis presque deux ans, on se dit que ce que fait Israël à Gaza, même le régime ne l'a pas fait », soupire-t-il.

Urologue et écrivain, ce quadragénaire est resté à Yarmouk durant les six ans de siège. Il était l'un des derniers médecins à y opérer. Ce n'est qu'en 2018, lors de la prise du camp par le régime et ses alliés, qu'il a dû partir. Avec ses proches, il se réfugie dans la province d'Idlib, alors tenue par les rebelles de Hay'at Tahrir el-Cham, aujourd'hui au pouvoir à Damas. Il garde tout en mémoire. La faim, le manque d'équipements, les opérations à la flamme des briquets ou à la lumière des portables, sans anesthésie ou sous anesthésie insuffisante, l'utilisation de substances médicamenteuses réservées aux animaux. Face à l'exode massif de médecins et d'infirmiers, il doit former en urgence des assistants. Des jeunes entre 17 et 24 ans, certains sans le bac, d'autres avec un bac littéraire en poche. « Beaucoup ne connaissent rien à la physiologie humaine, raconte le médecin. Mais ils ont fini par accomplir des miracles. »

« Du Hamas au FPLP »

Le camp de Yarmouk est aujourd'hui presque désert. Difficile d'imaginer qu'autrefois, il abritait des centaines de milliers d'habitants, dont 160 000 réfugiés palestiniens. À la veille de la libération, le 8 décembre 2024, il n'en restait plus que 5 000... Depuis, certains sont revenus. Et aujourd'hui, quelque 20 000 personnes tentent de se reconstruire sur ce triangle de 2,11 km².

« Les gens rebâtissent leurs maisons à leurs frais. Il n'y a personne pour les aider et on ignore le sort que prévoit le nouveau gouvernement pour les camps palestiniens », explique l'activiste Ahmad She-



Un enfant longe un mur dans le camp de Deraa, dans le sud de la Syrie, en juillet 2025. Soulayma Mardam Bey/L'Orient-Le Jour

hadeh. Beaucoup sont soutenus par leurs proches qui ont trouvé refuge en Europe. Ahmad lui-même vit avec son épouse Alaa dans un appartement que leur loue un ami résidant au Danemark. « Ma maison est une ruine », dit le trentenaire.

Yarmouk n'est pas le seul camp rasé par le régime Assad. Celui de la ville de Deraa, bastion de la révolution, a été détruit aux trois quarts. Celui, informel de Ein el-Tall, au nord-est d'Alep, ressemble à un village fantôme. Mais Yarmouk est le plus emblématique. D'abord parce que ce n'est pas à proprement parler un camp, plutôt un quartier de la capitale et même un hub culturel et commercial où les Damasécènes avaient l'habitude d'effectuer des emplettes à prix abordable. Socialement mixte, il abritait, avant la guerre, une importante classe moyenne. « Quand j'étais petit, mon père surnommait la rue Loubieh "Wall Street", se souvient Khalidoun. Yarmouk était ainsi le plus grand regroupement de réfugiés en dehors de la Palestine et, selon Yasser Arafat, le cœur battant de sa diaspora. Qui plus est, dans un pays au parti unique, la politique y avait droit de cité, du moins dans le cadre interpalestinien. « Dans une même famille, vous retrouviez tout l'échiquier politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ironise le médecin. Du Hamas au FPLP... »

Au sortir de la guerre, Khalidoun el-Mallah, Ahmad Shehadeh et deux autres camarades ont fondé l'association al-Bayt al-Filastini dans le but de mobiliser des res-

sources humaines et matérielles afin d'améliorer les conditions de vie dans le camp, d'encourager les autres à rentrer et de contribuer à la reconstruction.

Fin de l'éternité

La plupart des Palestiniens sont arrivés en Syrie après la Nakba de 1948. Ils y ont été mieux accueillis que dans le reste de la région. La raison principale est démographique. La proportion de réfugiés par rapport à l'ensemble de la population y était inférieure qu'au Liban ou en Jordanie. À la différence des Libanais à l'époque, les Palestiniens comme les Syriens étaient, dans leur majorité, musulmans (sunnites de surcroît). Et depuis les débuts de la lutte armée palestinienne en 1965, la Syrie n'a jamais été une base importante de lancement des opérations des fedayin. De fait, le régime baassiste se gargarisait de slogans en faveur de la Palestine, mais s'opposait à toute autonomie d'action palestinienne. Les Palestiniens ont obtenu peu ou prou les mêmes droits que les Syriens, à l'exception des droits politiques. Mais que peut signifier, de toute manière, la citoyenneté dans un pays qui, durant cinquante ans, n'a connu que le règne du clan Assad ?

À l'orée de la révolution, en mars 2011, nombre de Palestiniens ont opté pour une politique de la neutralité. Beaucoup gardent en mémoire le conflit entre l'armée jordanienne et l'OLP au début des années 1970, la guerre civile libanaise (1975-1990) ou leur expulsion du Koweït après l'invasion de ce pays par l'Irak

(1990). Cette fois-ci, ils ne veulent pas prendre parti, du moins officiellement. « L'histoire nous a appris qu'à chaque fois que l'on s'engage avec les uns ou les autres, on finit perdant », résume Mohammad, 31 ans, originaire de Ein el-Tall.

Mais la brutalité de la répression contre les manifestants et la proximité de certains camps des périphéries urbaines, fers de lance de la contestation, expliquent pourquoi beaucoup ont rapidement sympathisé avec le soulèvement. Si Yarmouk est parvenu à se tenir à l'écart durant plus d'un an, l'afflux de blessés et de déplacés des quartiers alentour mais aussi d'autres villes en Syrie a poussé une partie de la population à les soutenir. Ahmad Shehadeh faisait à l'époque partie du comité local de coordination mis en place pour défendre la révolution. Fin décembre 2012, il convie avec ses camarades qu'il doit sortir du camp pour coordonner le travail depuis l'extérieur. Le jeune homme s'installe à la Cité des fils des martyrs de Palestine, dans la localité de Adra, à proximité de Damas, devenue un refuge pour les déplacés. Mais bientôt, la zone devient un champ de bataille entre forces du régime et celles de l'opposition. Ahmad et Alaa se réfugient durant l'été 2013 à Qudsaya, dans la banlieue ouest de la capitale, où ils se marient le 29 août.

Ahmad Shehadeh est rentré à Yarmouk six jours après la chute du régime. Jusque-là, il vivait reclus, dans l'angoisse d'une arrestation. Depuis la naissance de son fils en 2017, il ne s'était jamais promené avec lui dans la rue. Aujourd'hui, il savoure chaque

moment avec son petit Jihad, âgé de huit ans. Le 7 décembre 2024, Alaa apprendait quelle était de nouveau enceinte. Neuf fois plus tard, Bahaddin ouvre les yeux dans un monde où l'éternité, telle qu'illustrée par le slogan « Assad ila al-abad », a pris fin.

Nationalité syrienne et droit au retour

La chute du régime Assad a été accueillie par la majorité des Palestiniens de Syrie avec soulagement. Comme le reste de la population, ils ont vécu l'enfer. L'organisation Action Group for Palestinians of Syria (AGPS) recense au moins 4 048 tués (bombardements, explosions, tirs, torture), dont près d'un tiers à Yarmouk, 1 796 détentions arbitraires et 332 cas de disparition. 40 % des Palestiniens ont été déplacés et 20 % ont quitté le pays.

Mais aujourd'hui, les espoirs se mélangent à l'inquiétude. Il y a celle que les Palestiniens partagent avec tout le monde : le chômage, l'état pitoyable des infrastructures, la pauvreté et l'instabilité. Et puis il y a celle qui les concerne plus particulièrement. Que prévoient les nouvelles autorités pour eux ? Vont-elles changer leur statut ? Leur accorder la nationalité ? Ahmad el-Chareh sera-t-il à la fois le « libérateur » de la Syrie et celui qui plantera le dernier clou dans le cercueil de la cause palestinienne ? Être palestinien en Syrie, c'est aujourd'hui faire partie d'un corps national éclaté dans un pays en ruine. Et devoir composer avec les contradictions de la géopolitique. La guerre que mène depuis le 7 octobre 2023 Israël à l'axe iranien a indirectement contribué à la chute du régime syrien. Mais elle s'ins-

crit, avec l'anéantissement de Gaza, dans le contexte d'une nouvelle Nakba palestinienne. Et à quelques exceptions près, le président syrien s'est surtout illustré par son silence sur le sujet.

Installé à Qura al-Cham, à 15 minutes de Damas, l'intellectuel palestinien Majed Kayyali égrène les défis auxquels la Syrie est confrontée et prône la lucidité. « On ne peut pas demander aujourd'hui à Ahmad el-Chareh d'avoir, vis-à-vis d'Israël, des exigences plus élevées que celles de Mahmoud Abbas, quoi que l'on pense de Mahmoud Abbas », résume-t-il. « La Syrie est à genoux, a terriblement souffert et ne possède ni souveraineté économique ni souveraineté militaire. Les autorités doivent se concentrer sur la reconstruction, et nous devons trouver le moyen de créer une citoyenneté qui transcende les appartenances confessionnelles et ethniques. » À ses yeux, une Syrie faible ne peut pas apporter un soutien conséquent à la cause palestinienne. Alors que certains craignent une possible naturalisation dictée à Damas par Washington, Majed Kayyali refuse d'opposer nationalité syrienne et droit au retour. « Il est normal d'obtenir la nationalité dans un pays où nous avons passé autant de temps, dont nous faisons pleinement partie. C'est un droit. Les Palestiniens en Jordanie sont-ils moins palestiniens depuis qu'ils ont la nationalité jordanienne ? Pourquoi le statut du Palestinien devrait-il toujours être vulnérable ? »

Seconde Nakba

Avec ses quatre enfants, Sawzan, 43 ans, pense se réinstaller prochainement à Yarmouk. Sa maison a été relativement épargnée, mais elle attend la mise en place de nouvelles infrastructures pour pouvoir y vivre avec un minimum de confort. Pour le moment, elle apprécie Ahmad el-Chareh, même si elle regrette des « erreurs sur le terrain ». « Je n'aime pas m'exprimer en termes confessionnels, s'excuse-t-elle timidement, mais je suis contente que le nouveau pouvoir soit sunnite... C'est qu'on a vraiment beaucoup trop souffert ces dernières années. » Le 12 décembre 2012, son mari, qui est syrien, est arrêté. Elle ne le reverra plus. Deux ans plus tard, c'est au tour de son frère, l'activiste Yazan Aricha, de subir le même sort. À la chute du régime, comme des milliers de gens, elle a arpenté les couloirs de la prison de Sednaya à la recherche d'un indice. Elle n'a rien trouvé sur son époux.

Mais ses proches ont mis la main sur un document concernant Yazan. « Un certain Dr Skandar a écrit qu'il était mort d'épuisement », soupire-t-elle. Depuis l'arrivée d'Ahmad el-Chareh au pouvoir, les autorités tentent de mettre au pas les factions palestiniennes proches de l'Iran et du Hezbollah. Contraints de rendre leurs armes, leurs leaderships ont aussi été invités à quitter le territoire. Une démarche qui visait, à la fois, à convaincre Washington de lever les sanctions et à punir ces groupes pour l'appui qu'ils ont apporté à Bachar el-Assad.

« Des Palestiniens ont contribué à une seconde Nakba », enrage Ahmad Shehadeh, qui ne cache pas non plus son désarroi à l'évocation des quelques panneaux affichés dans les rues de Damas à la gloire du président américain Donald Trump et du prince héritier saoudien Mohammed bin Salman. Malgré tout, il reste confiant. « Le peuple syrien ne reviendra jamais en arrière. Et malgré mes critiques du nouveau pouvoir, j'espère qu'il va réussir. »

Ce texte est la version réduite d'un article initialement publié dans « L'Orient-Le Jour » le 4 septembre 2025.

TÉMOIGNAGES

« Tuer un homosexuel, c'est devenu halal » : d'un régime à l'autre, le calvaire des queers

À l'univers concentrationnaire de l'ancienne ère a succédé une violence diffuse souvent justifiée par des arguments religieux. Des milliers d'homosexuels ont déjà fui ce nouvel enfer.

Stéphanie KHOURI

Il lui faut choisir un nom d'emprunt, ce sera Amir* : c'est ainsi qu'il est connu dans la « communauté ». Le reste, il le confie sans détour, avec pudeur et transparence. Amir a vécu à Homs la majeure partie de sa vie. Jusqu'au 15 août 2025. Ce jour-là, sa demande d'asile déposée des mois plus tôt à l'ambassade du Canada aboutit. La chute du régime Assad en décembre avait poussé nombre de chancelleries occidentales à clôturer les demandes en cours. Fait rare, son dossier est accepté. Il rejoindra son fiancé de l'autre côté de l'Atlantique, à Ottawa. « Les vidéos de torture ont accéléré la procédure », explique-t-il, au téléphone. Les faits remontent à février. Sur une route de Homs, son barrage tenu par des « forces auxiliaires » affiliées au nouveau régime d'Ahmad el-Chareh. Dans le taxi, cinq hommes, dont quatre ont un

nom alaouite facilement identifiable. Parmi eux, Amir, assis à l'avant. Les passagers sont sommés de descendre du véhicule puis alignés, mains derrière le dos, t-shirt sur la tête. « Ils ont vu les tatouages sur mon corps », se souvient Amir. Sur sa poitrine, une inscription trahit son orientation sexuelle : « Born this way. » L'homme est détaché du reste du groupe, conduit au poste de police et placé en isolement. Il y restera cinq heures. Cinq heures d'insultes, de coups et de torture. « Pédé », « porc », « infidèle », « adorateur de Satan ». La suite est floue. Lorsque le cheikh mandaté par les autorités arrive pour livrer sa sentence, Amir n'est plus conscient. Il sera libéré comme il a été arrêté : sans explications.

Au pays des Assad, l'histoire d'Amir est tristement ordinaire. La violence verbale, physique, sexuelle inonde le quotidien des Syriens depuis plus d'un demi-siècle. Les anciens prisonniers, vivants, morts ou

disparus, se comptent par millions. À la chute de la dictature, les « abattoirs humains » cessent leur activité. Mais pour les queers** comme pour d'autres minorités, le supplice se poursuit à travers la violence, moins systématique et plus diffuse, nourrie par tout un pan de la société qui ne tolère pas le droit à la différence. « La communauté est exposée à un risque accru, non pas parce que l'ancien régime la protégeait, mais parce qu'il a laissé derrière lui un pays militarisé, fragmenté et exsangue », insiste François Zankh, fondateur et directeur exécutif du Mouvement des gardiens de l'égalité, ONG syrienne en exil mobilisée pour la défense des droits LGBTQIA+.

« Pêche aux homosexuels »

L'arrestation d'Amir raconte aussi les écueils d'une transition mal maîtrisée. Dans le brouillard de l'entre-deux, le flou sécuritaire autorise des dérives qui restent impunies. Bien avant les

massacres de civils sur la côte et au sud, les violences à l'encontre des personnes queers surviennent la première fois le 31 décembre 2024, « lorsqu'un groupe armé attaque une soirée dans la banlieue de Damas », explique Hassan*, chercheuse chez SEEN for Gender and Sexual Equity (SGSE), ONG syrienne œuvrant pour l'égalité des droits sexuels et de genre.

Après l'euphorie des premiers jours, la nouvelle réalité s'annonce brutale et arbitraire. À compter de janvier, le nombre d'agressions documentées augmente. Sur les réseaux sociaux, la « pêche » aux homosexuels (*tasayod*) se fait ouvertement, tandis que les vidéos de femmes transgenres se faisant molester se multiplient. La suspicion est partout. Pour les sunnites arrêtés, l'opprobre est plus forte encore. « Ils redoublent de violence avec nous car ils considèrent que nous salissons l'image de la communauté », explique Lana Soufi*, née hermaphrodite dans un village sunnite de la région de Haffé.

Dans cette nouvelle Syrie, plus rien ne protège. « Avant, on donnait un bakchich et ils ne te tuaient pas. On était emprisonné, torturé, mais on restait en vie. Aujourd'hui tuer un homosexuel, c'est devenu halal », déplore Hassan*, réfugié à Jounieh depuis 2022. Assis au deuxième étage d'un café de la vieille ville, le trentenaire peine à s'en sortir, entre petits boulots et logements de fortune. Mais tout reste mieux que la Syrie – celle de l'avant comme de l'après-Assad.

Hier comme aujourd'hui, l'histoire des queers de Syrie est aussi celle d'une homophobie ordinaire. Celle entretenue par une société patriarcale où la liberté individuelle est systématiquement dépeinte comme une menace au groupe. Dans un bar discret du quartier de Jaramana, au premier étage d'un immeuble anonyme, Rita* énumère les « précautions » prises depuis un an pour « éviter de s'exposer au danger ». Peu de choses ont changé en apparence pour l'étudiante en architecture, chré-

tienne, qui explique avoir « toujours dû se cacher », en premier lieu de sa famille. Quand elle a su qu'elle aimait les femmes, sa mère a éclaté en sanglots et tenté de l'envoyer chez un thérapeute afin qu'elle devienne « normale ». « Elle m'a dit : "Si tu n'arrives pas à t'en débarrasser, cache-le au moins jusqu'à ce que tu quittes le pays" », témoigne-t-elle. Mais si la chute de l'ancien régime n'a rien changé au conservatisme social, la peur, elle, a gonflé. Alors il a fallu s'adapter. Allonger les cheveux courts, éviter les lieux publics, changer la manière de s'habiller, retirer la croix autour du cou... Il faut « se cacher, encore plus », résume la vingtenaire.

*Les prénoms ont été modifiés.

**Personne dont l'orientation ou l'identité sexuelle ne correspond pas au modèle social hétéronormé.

Ce texte est la version réduite d'un article initialement publié dans « L'Orient-Le Jour » le 10 novembre 2025.

OPINION

L'espoir brûlé

Après les massacres dans les régions druzes, la désillusion.

Firas KONTAR

Le 20 juillet, j'apprends la mort de mon grand-oncle, Hayel Kontar, 82 ans. Il avait passé sa vie à Soueida, où il travaillait pour le Croissant-Rouge. C'était un homme cultivé, respecté pour sa bienveillance et son humanité. Il a été tué par les islamistes du nouveau pouvoir, uniquement parce qu'il était druze. Les morts dans ma famille ont dépassé la quinzaine, et il est impossible d'établir un bilan définitif du nombre de victimes de cette invasion barbare contre la province druze.

La province de Soueida est dévastée. La trentaine de localités, traversées par l'armée et les milices affiliées à Damas ont été incendiées. Les habitants qui n'avaient pas fui ont été massacrés. Dans mon village de Dama, chaque maison a été pillée et incendiée. L'un des assaillants a même filmé la scène où on l'entend se réjouir : « Toutes les maisons des druzes de Dama brûlent. »

Il n'y a plus ni eau, ni électricité, ni fioul, ni hôpital fonctionnel. L'hôpital principal de Soueida est hors service. Les corps dans des sacs mortuaires jonchent les rues. La « vaillante » armée de Chareh a pillé et brûlé les supermarchés. Les véhicules volés ou incendiés ont rendu tout déplacement presque impossible. Les localités sont coupées du monde. Les habitants découvrent l'horreur dans les quartiers occupés par les forces gouvernementales. Parmi les atrocités, figure le massacre de vingt membres de la famille de Khaled Mazhar, responsable de l'église évangélique du Bon Pasteur à Soueida.

Pourquoi ce bain de sang ?

Conforté par la levée des sanctions et le retrait de son nom de la liste des terroristes, le président par intérim a voulu asseoir son autorité par la force brute à Soueida comme il l'avait fait à Idleb. Engagé dans des pourparlers



Un homme armé dans la ville de Soueida, dans le sud de la Syrie. Photo Bakr Alkassam/AFP

avec Israël pour un traité de paix et renforcé dans sa légitimité internationale, il a jugé le moment propice de reprendre la province druze par la force.

Il a instrumentalisé les tensions récurrentes entre druzes et bédouins, habituellement réglées par les notables pour envoyer son armée sous prétexte d'interposition.

Cette tragédie révèle l'état d'esprit du pouvoir qui ne cesse de se référer à l'ère islamique des Omeyyades où le fils des minorités n'est qu'un dhimmi, qui ne doit s'exprimer que pour remercier la sagesse du pouvoir qui lui permet de vivre sur sa terre. S'il revendique l'égalité des droits, il devient un traître.

Pour les partisans du pouvoir, la nation se confond avec la majorité sun-

nite. Les minorités ne sont que tolérées. La phase actuelle du pouvoir n'est qu'une demande d'allégeance forcée (*al-mubāya'a*), au président Chareh.

C'est avec cette vision sectaire qu'il a lancé ses troupes, composées d'anciens combattants du groupe HTS et d'anciens rebelles affiliés à la Turquie, pour envahir Soueida. Le bain de sang était prévisible.

Pourquoi ? Pour s'imposer sur une province dont la richesse est l'éducation de sa population et sa diaspora. Soueida n'a ni pétrole, ni gaz, ni infrastructures vitales. Toutes les administrations sont déjà sous l'autorité de Damas. Si ses habitants ont refusé l'entrée des forces de sécurité, c'est à cause des crimes commis sur la côte en mars contre la minorité alaouite, et des

exactions contre les druzes en avril et mai, à la suite de la diffusion d'un faux enregistrement dans lequel un cheikh druze aurait insulté le Prophète.

C'est l'impunité de ces premiers massacres qui a convaincu le président par intérim que l'invasion de Soueida ne susciterait que peu de réactions. Mais ces événements ont profondément choqué la communauté druze, qui ne voulait pas voir débarquer dans la province ceux qui ont du sang sur les mains.

Dès leur arrivée, les troupes du régime se sont attaquées aux barbes et moustaches des hommes – un geste d'humiliation extrême – avant de les massacrer. Le piétinement du portrait de Sultan Bacha al-Atrash à Soueida est un symbole fort. Héros de la révolte contre le mandat français, il incarne l'appartenance des

druzes à la nation syrienne. En le piétinant, le nouveau pouvoir rompt avec la Syrie postindépendance. Il veut reconstruire une nouvelle identité à son image : homogène et autoritaire.

Le pouvoir et ses partisans rejettent la responsabilité du massacre sur le cheikh al-Hijri et sur les exactions commises par des milices druzes contre les bédouins de la région, oubliant qu'il ne peut y avoir de symétrie entre les crimes de miliciens et ceux, commis sur des critères religieux, par une armée régulière censée protéger tous les citoyens.

Al-Hijri, chef religieux druze controversé pour ses liens avec les druzes israéliens, est devenu le prétexte d'un discours haineux contre toute une communauté. Il est désigné comme un agent du sionisme, ce qui, pour ses accusateurs, jus-

tifie les massacres. La rupture est désormais totale.

Comment penser les plaies ?

Les blessures infligées à la société syrienne par cette invasion m'accablent de douleur. Nous étions des millions à porter l'espoir en ce président de transition, dans l'euphorie qui a suivi la chute d'Assad, j'ai moi-même appelé à la levée des sanctions contre le pays auprès du Parlement européen. Nous souhaitons nous ouvrir pour reconstruire ce qu'Assad avait détruit.

Le président par intérim a choisi d'alimenter les instincts primaires de la société. Comment ceux qui ont connu les sièges d'Assad à Homs ou Deraa peuvent-ils utiliser aujourd'hui les mêmes méthodes contre d'autres Syriens ?

Comment ce gouvernement pourrait soigner un pays meurtri par quatorze années de guerre, qu'Assad avait rendue confessionnelle, s'il adopte les mêmes mécanismes de division et de haine ? Entre 1 000 et 2 000 Syriens de toutes confessions sont morts. C'est un drame national, tout comme l'ont été les massacres de la côte en mars. Ne pas agir, c'est précipiter le pays dans un nouveau cycle de violences.

Il faudrait un miracle pour faire renaitre l'espoir. Un miracle où le président renoncerait au pouvoir absolu, et à la mainmise de son clan sur les institutions sécuritaires, judiciaires et économiques. Un miracle pour établir un nouveau pacte social fondé sur l'égalité en droits de tous les Syriens, quelles que soient leur religion ou leurs croyances. Un miracle qui permettrait de reconstruire une identité syrienne inclusive. Un miracle où le pouvoir comprendrait que la décentralisation n'est pas une trahison, mais un moyen de sauver la Syrie.

Un tel miracle est-il possible ? Celui qui envoie ses troupes extrémistes « libérer » une province de ses habitants en est-il capable ? La réponse est dans la question.

Opposant et essayiste syrien. Dernier ouvrage : « Syrie, la révolution impossible » (Aldéja, 2023).

Ce texte est la version réduite d'un article initialement publié dans « L'Orient-Le Jour » le 26 juillet 2025.

FOCUS

Les ismaéliens, gagnants discrets (et inattendus) du 8 décembre

L'intégration dans le nouveau paysage politique de la communauté – mue par des siècles de rivalités avec les alaouites – semble réussie.

Salah HIJAZI

Ils sont quelques dizaines de milliers dans un pays de plus de 20 millions d'habitants. En Syrie, les ismaéliens, une communauté religieuse habitant principalement le centre du pays, ont longtemps été connus pour leur discrétion, imposée par leur statut de très petite minorité. Mais un an après la chute de Bachar el-Assad, les membres de ce groupe semblent sortis renforcés du changement de régime. Malgré la tension communautaire qui traverse le pays, notamment au Nord-Est, à Hassaké et sur la côte, le bastion ismaélien de Salimiya (dans le gouvernorat de Hama) n'a pas connu de véritables tensions et semble maintenir une relation solide avec le nouveau pouvoir, dirigé par le président Ahmad el-Chareh.

Qui sont les ismaéliens ?

L'ismaélisme est un courant issu du chiisme. Contrairement aux sunnites, les chiites estiment que les successeurs du prophète Mohammad (auxquels ils donnent le titre d'imam) doivent être issus de sa descendance, par la lignée de Fatima (sa fille) et de Ali. Au VIII^e siècle, lorsque le sixième imam chiite, Jaafar el-Sadiq, décède, son fils, Moussa, lui succède. Toutefois, une partie des chiites reste fidèle au fils aîné de Jaafar, Ismail, mort quelques années plus tôt. Ces dissidents considèrent alors son fils, Mohammad ibn Ismail, comme le véritable imam. De cette scission naissent les ismaéliens. Contrairement aux chiites duodécimains, qui considèrent que le 12^e imam a disparu sans laisser de successeur (et en attendent le retour), la succession des imams ismaéliens se poursuit jusqu'à présent : la plupart d'entre eux sont aujourd'hui fidèles à l'Agha Khan, Rahim el-Hussaini.

Les membres de cette communauté – aujourd'hui répandus de la Syrie à l'Inde – adoptent une pratique religieuse discrète et ésotérique. Même lorsqu'ils accèdent au pouvoir, sous le califat fatimide (du Xe au XII^e siècle), ils continuent de pratiquer secrètement leurs rites. Seuls quelques éléments « fuitent » au grand public, comme la célébration de la naissance du Prophète, aujourd'hui largement pratiquée dans le monde musulman (mais décriée par les plus orthodoxes).

Si lors de la révolution syrienne, les ismaéliens restent en grande partie à l'écart du conflit armé (tout en participant aux manifestations), après la chute du régime Assad, ils se rapprochent très vite du nouveau pouvoir. « Lorsque les forces rebelles ont avancé vers les régions de Salimiya et Masyaf, un accord a été conclu entre les combattants et le Conseil supérieur ismaélien, afin de permettre un transfert pacifique du pouvoir », témoigne pour *L'OLJ* Orwa Darwiche, rédacteur en chef du site Syria Today et membre du Conseil supérieur ismaélien. Hay'at Tahrir el-Cham adresse d'ailleurs une lettre aux habitants de la ville, insistant sur le fait que les civils « ne doivent en aucune manière être menacés en raison de leur appartenance confessionnelle ».

Un an plus tard, l'intégration des ismaéliens dans la nouvelle Syrie semble réussie, notamment par rapport aux autres communautés chiites, dont les alaouites et les duodécimains. La loi électorale fait de Salimiya une circonscription à part, ce qui garantit aux ismaéliens une représentation parlementaire stable d'au moins deux députés. « En général, nos interactions avec le gouvernement et les forces de l'ordre sont très positives », dit Hachem (prénom modifié), un habitant de Salimiya joint par *L'Orient-Le Jour*, qui se dit également rassuré par la disparition des *chabbiba*, les paramilitaires de l'ancien régime responsables de très nombreuses exactions contre les civils. Et d'ajouter : « Personne ne touche à nos symboles religieux, et la situation reste calme dans la région. Bien sûr, il y a la situation économique, mais c'est un défi partagé avec toute la Syrie. » De son côté, Orwa Darwiche explique que la ville compte de nombreux intellectuels et activistes qui s'étaient retrouvés contraints de fuir la Syrie sous l'ancien régime. « Désormais, beaucoup sont rentrés, et les autres peuvent rendre visite à leurs familles au moins, dit-il. C'est pour cela également que la relation avec le gouvernement est paisible. »

« Le régime n'a armé que les alaouites »

Mais un autre facteur-clé facilite la « coexistence » avec le nouveau pouvoir : la rivalité historique entre les ismaéliens et les alaouites, la communauté dont Bachar el-Assad était issu et qui dominait

son régime. Pendant des siècles, ces deux branches du chiisme (les alaouites ont fait leur scission plus tard) ont été engagées dans un bras de fer pour le contrôle de la région centrale en Syrie, allant des montagnes de Tartous à Masyaf, puis à Salimiya. Sous l'Empire ottoman, les clans de ces communautés s'affrontaient fréquemment. Même au début du XX^e siècle, le cheikh alaouite Saleh el-Ali – qui a mené une insurrection contre les Français – aurait déplacé de nombreux ismaéliens hors de la côte, les accusant d'avoir soutenu les forces du mandat. Une rivalité qui, jusqu'à aujourd'hui, subsiste dans leurs mémoires collectives. Et la guerre en Syrie n'a pas arrangé les choses. « Le régime n'a armé que les alaouites à Salimiya et à Masyaf, ce qui a mis les ismaéliens dans une position vulnérable et a exacerbé les tensions communautaires », explique M. Darwiche.

Dans ce contexte-là, l'imam Rahim el-Hussaini en personne est intervenu pour assurer l'intégration de sa communauté dans le nouveau paysage politique. Il a délégué des représentants de son vaste Réseau Agha Khan, une agence de développement qui investit des centaines de millions de dollars à travers le monde. En Syrie, ce réseau s'implique déjà dans la reconstruction, à travers la conférence de Bruxelles ou le financement de projets. « C'est l'une des raisons pour lesquelles les nouvelles autorités veulent montrer patte blanche, d'autant que ça leur permet également de rassurer la communauté internationale vis-à-vis de leurs intentions envers les minorités », estime Orwa Darwiche. Celui-ci estime que les habitants de Salimiya restent tout de même sur leurs gardes, de peur d'une répétition du scénario de la côte ou de Soueida. « Il existe d'ailleurs beaucoup de tribus sunnites armées dans la région. En attendant que les nouvelles autorités fassent leurs preuves, cela restera un sujet de crainte pour les habitants », estime-t-il. Et d'ajouter : « C'est pour cela que de nombreux commerçants alaouites dans la ville accrochent désormais des photos de l'Agha Khan, histoire de passer pour des ismaéliens. C'est moins risqué. »

Références : « A Modern History of the Ismailis » – Farhad Daftary.

REPORTAGE

« Sans accord, ce sera la guerre » : face à Damas, le fragile sursis du « Kurdistan » syrien

Sept mois depuis la réalisation de ce reportage, les négociations sont toujours dans l'impasse et les accrochages quotidiens. Les deux camps se préparent ouvertement à un possible embrasement.

Clara HAGE
avec Gabriel BLONDEL,
dans le Nord-Est syrien

Mai 2025. Le premier drapeau aux couleurs de l'administration autonome apparaît. La frontière séparant du reste de la Syrie ce territoire géré par les autorités kurdes, soit quasiment un tiers du pays, est marquée par des blocs de pierre. Un chemin cahoteux qui illustre la méfiance des autorités locales après l'arrivée au pouvoir des rebelles conduits par Hay'at Tahrir el-Cham (HTC). « Les Kurdes ne veulent pas que les nouvelles autorités traversent aisément la frontière », glisse un chauffeur originaire d'Alep. Une fois l'obstacle franchi, de jeunes combattants des Unités de protection du peuple (YPG), la milice kurde majoritaire au sein de la puissante alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), accueillent les véhicules qui filent vers le poste-frontière officiel de Tabqa.

Dans cette nouvelle Syrie, l'Administration autonome du Nord-Est syrien (Aanes) entend défendre une certaine décentralisation face à Damas qui veut élargir son autorité. « Si nous ne trouvons pas un accord, ça sera la guerre civile », menace Siamand Ali, le porte-parole des YPG à Hassaké. L'homme en treillis reçoit dans un bureau où trône la carte du « Kurdistan », dont le tracé empiète sur les frontières syrienne, turque, irakienne et iranienne. Un État imaginaire. Un rêve, noirci par les dizaines de portraits des combattants « martyrs » qui peuplent la pièce.

Le fardeau des prisonniers jihadistes

« Nous ne sommes pas contre la présence des autorités de Damas dans la région, mais il nous faut des garanties », pose Siamand Ali. Les YPG souhaitent garder un commandement propre, tout en acceptant de se placer dans le giron du ministère de la Défense. Une condition rejetée par Damas, qui exige une intégration complète des factions du Nord-Est au sein de son armée. « Nous avons dix années d'expérience dans la lutte contre le terrorisme (...) comment pourrions-nous demander à nos hommes de rendre les armes alors que nous sommes les seuls à combattre Daech ? » dit-il.

Dans la région, la résurgence du groupe État islamique (EI) est indubitable. Selon une source des FDS, « les cellules de Daech espèrent un

chaos sécuritaire, que provoquerait une confrontation entre nous et Damas, pour agir ».

À moins de 50 kilomètres à l'est, crouissent quelque 30 000 anciens jihadistes présumés derrière les grilles du camp d'al-Hol, tenus par les autorités kurdes.

Damas réclame la gestion du camp, une requête rejetée par un responsable sécuritaire. « Nous connaissons la proximité idéologique de membres de la sûreté générale et les détenus, certains sont leurs anciens camarades. Imaginez si demain, les futurs gardiens trouvent leurs cousins parmi les prisonniers », s'alarme-t-il.

Aujourd'hui le soutien des États-Unis n'est plus acquis. Depuis la rencontre à Riyad entre Donald Trump et Ahmad el-Chareh, le cœur de Washington penche du côté de Damas. « Nous devons beaucoup aux FDS pour leur combat contre l'EI, mais nous ne leur devons pas la possibilité d'avoir un gouvernement indépendant au sein d'un autre gouvernement, a déclaré Thomas Barrack, l'ambassadeur américain pour la Syrie et le Liban (aujourd'hui ambassadeur US en Turquie). Le fédéralisme ne fonctionne pas et les FDS doivent accepter la réalité : la seule voie d'avenir pour elles passe par Damas. » Une rhétorique calquée sur les discours d'Ankara, qui considère les YPG comme l'émanation syrienne du PKK.

Pour presser à l'intégration, les États-Unis veulent limiter leur présence à une seule base, celle de Rmeilan, où se trouvent les principaux champs pétrolifères du pays. Le contingent américain pourrait alors rétrécir de 1 000 à 500 soldats. « On reçoit de moins en moins de formations de la coalition internationale, ils essaient de naviguer entre nous et Damas », estime Norouz Ahmat, qui siège à la tête des Unités de protection de la femme (YPJ), la branche féminine des YPG.

Assis en tailleur, cheikh Soutoum el-Jarba adopte le ton conciliant que lui impose son statut. Il est l'un des leaders de la tribu Chammar qui s'étend jusqu'en Arabie saoudite, réunissant plus de 4 millions de membres sunnites et une minorité chiite. « Notre lien dépend plus de la tribu que de la secte », explique-t-il.

La tribu Chammar occupe une position unique. Durant les guerres arabo-kurdes en Irak, de 1961 à 1975, le clan a combattu aux côtés des Kurdes. Déterminées à occuper une troisième voie, « ni Assad ni opposition », depuis la guerre civile syrienne, ses

unités militaires, les forces Sanadid, collaborent avec les YPG, tout en gardant leur propre commandement.

« Les gens croient en l'administration »

Aux portes de l'Irak, sa demeure est entourée de villages arabes. Il prête l'oreille aux doléances des habitants, garde un pied avec les FDS et tend la main à Damas ainsi qu'aux membres de la coalition internationale, dont la base n'est qu'à quatre kilomètres. « Je dois gérer toutes les composantes de ma région et jouer un rôle de réconciliation », poursuit le cheikh.

Laura de ces chefs tribaux auprès des villageois arabes est utile à l'administration pour contenir toute forme de rébellion. « C'est la Somalie ici ! s'empare-t-il. La majorité des gens sont pauvres. Il n'y a pas d'électricité, des problèmes d'eau... Nous avons soutenu cette administration parce qu'elle garantissait la paix civile et combattait le terrorisme. Les FDS ne peuvent plus se considérer comme un gouvernement d'urgence. S'ils continuent à suivre cette politique, ils vont perdre. Il faut améliorer les conditions de vie des gens. L'administration a les ressources et les capacités pour faire repartir l'économie. »

La région produit 90 % de l'or noir syrien. « Nous sommes une région très riche, mais nos infrastructures sont fragiles, pointe Fanar el-Koweit, du département des Affaires étrangères de l'Aanes. Pour le pétrole et le reste, si le gouvernement fait un pas vers nous, nous en ferons deux. »

Le long de l'autoroute internationale M4 qui relie la côte syrienne à l'Irak, des parcelles vertes apparaissent dans la campagne de Qamichli. Ici, le sol est mieux irrigué mais la sécheresse de cette année est redoutable.

La bonne nouvelle est la levée de la conscription imposée par les Kurdes. Depuis l'arrivée d'Ahmad el-Chareh et la suspension de facto du service militaire en Syrie, les autorités kurdes ont cessé leurs enrôlements mais la conscription au sein des FDS reste officiellement obligatoire.

En tout cas, la remise des armes n'est pas pour tout de suite. « On se prépare toujours au pire, mais nous savons qu'une confrontation militaire serait une catastrophe, souffle Fanar el-Koweit. Nous serions tous perdants et Daech en profiterait. Nous essaierons de l'éviter par tous les moyens. »

Ce texte est la version réduite d'un article initialement publié dans « L'Orient-Le Jour » le 28 juillet 2025.

REPORTAGE

Sur la côte, un anniversaire sous surveillance pour les alaouites

Les appels à manifester du chef spirituel de la communauté ont ravivé les tensions communautaires, tandis que la surveillance s'intensifie autour d'une minorité restée à l'écart des célébrations nationales.



Des alaouites se rassemblent lors d'une manifestation à Lattaquié, en Syrie, le 25 novembre 2025, pour réclamer le fédéralisme et la libération des membres détenus de leur communauté. Haïdar Mustafa/Reuters

Clara HAGE

Une vague de drapeaux aux couleurs de la nouvelle Syrie déferle sur la place Cheikh Daher ce vendredi 28 novembre. À Lattaquié, comme dans les autres grandes villes du pays, des milliers de personnes se sont réunies pour le premier anniversaire du début de l'offensive victorieuse de Hay'at Tahrir el-Cham, qui libéra le pays du joug de son ancien dictateur Bachar el-Assad. Jusqu'à la consécration le 8 décembre, date de l'arrivée des rebelles au palais présidentiel, la Syrie tout entière vit au rythme des célébrations. Mais les rues désertes du quartier alaouite de Damsarkho cachent une autre réalité. Ici, la minorité dont est issue l'ancien président est restée cloîtrée chez elle, tandis que les festivités se poursuivaient tard dans la nuit.

Face-à-face

Quelques jours auparavant, des manifestations d'un autre genre ont eu lieu à Lattaquié, après l'assassinat d'un couple sunnite à Homs dimanche 23 novembre et la découverte d'une mystérieuse signature inscrite sur la scène de crime, laissant penser que l'auteur était de confession alaouite. L'affaire a déclenché de violentes représailles visant cette communauté installée dans la troisième ville syrienne, se répercutant ensuite dans le fief alaouite de la côte, victime en mars dernier de massacres intercommunautaires qui avaient fait au moins 1 426 morts, pour la plupart des civils, selon la commission nationale d'enquête créée dans la foulée, en écrasante majorité des alaouites. La crainte d'un nouvel embrasement s'est alors immédiatement propagée.

Dès mardi 25 novembre, après un appel lancé par le chef du Conseil suprême islamique alaouite, le cheikh Ghazal Ghazal, environ 5 000 personnes se sont réunies sur les ronds-points de la capitale côtière, dans un cadre qui se voulait pacifique, reprenant les revendications de leur leader : la fin

des discriminations et des violences visant les alaouites, la libération de leurs prisonniers et l'appel à un système fédéral qui prendrait ses distances avec le pouvoir sunnite de Damas. Dans les villes côtières, Lattaquié, Tartous ou Jableh, deux camps se sont rapidement formés, donnant lieu à un face-à-face sous haute tension entre sunnites et alaouites, agrémenté de chants sectaires et de coups de feu tirés par des groupes non identifiés. Le mouvement qui a ainsi pris corps le long de la côte est le plus massif que la Syrie ait connu depuis la chute du régime.

« Barbus venus d'Idleb »

Depuis son petit bureau de Damsarkho, Hani* lance des regards inquiets vers l'extérieur. Représentant d'un « comité civil », dont il préfère taire le nom, proche du prédicateur alaouite, l'avocat est catégorique : depuis le 8 décembre 2024, « il est devenu impossible de partager la vie avec ces gens », en référence à ses voisins sunnites de la côte, et aux « barbus venus d'Idleb » au conservatisme incompatible avec le mode de vie « plus libéral » des alaouites, dit-il. « Quarante-dix-neuf pour cent des alaouites réclament le fédéralisme, soutient-il avec aplomb. Mais ils ne le disent pas haut et fort. » Si les massacres de mars avaient déviolé crûment le ressentiment des anciennes factions rebelles envers les groupes alaouites affidés à l'ancien régime, stigmatisant toute une communauté, l'hostilité entre les camps s'incarne aujourd'hui dans une « guerre silencieuse », mais continue, contre la minorité, se désole Hani.

En petit chef local, l'avocat a réuni quelques membres de son comité en cette journée tendue. Cet après-midi, personne n'a prévu de se rendre à Cheikh Daher arborer le drapeau syrien. Personne non plus n'accepte de témoigner sous son vrai nom. Mais tous étaient présents le 25 novembre au rond-point Azari de Lattaquié, après l'appel du cheikh alaouite. « La crainte d'une escalade était présente en chacun de nous. Une fois que nous étions réunis, des individus ont tiré au-dessus de nos

têtes. Certains tenaient des couteaux », raconte l'un d'eux. Il y aurait eu une vingtaine de blessés selon le groupe. Cité par l'agence de presse officielle (SANA), le chef de la sécurité intérieure de la province de Lattaquié, Abdul Aziz al-Ahmad, a confirmé des tirs en l'air commis par des assaillants inconnus sur des civils et sur les forces de sécurité, faisant deux blessés parmi ces dernières et « plusieurs » parmi les civils. Le département de la sécurité de Lattaquié n'a pas répondu à nos sollicitations à ce sujet.

Traque aux manifestants

C'était la première fois de sa vie que Ghadi* manifestait. « En tant qu'alaouite, la pression est trop forte. J'ai peur des kidnappings », souffle l'étudiante derrière ses longs cheveux bruns. Si elle s'est sentie en sécurité pendant l'événement, c'est uniquement grâce à la présence « des (s)iens ». Car face aux provocations des contre-manifestants, « les forces de sécurité sont restées immobiles », affirme-t-elle. Contrairement à mars dernier où les frontières entre les groupes radicaux et les forces de sécurité ayant commis des massacres étaient brouillées, cette fois, de nombreux Syriens à travers le pays et de la diaspora ont loué l'attitude exemplaire du personnel syrien, déployé rapidement dans une volonté affichée de désescalade. À l'approche du premier anniversaire de la chute du régime, un nouvel embrasement aurait été malvenu pour le gouvernement intérimaire.

À Jableh, ville maritime à une trentaine de kilomètres au sud de Lattaquié, ici aussi le face-à-face de rue entre les alaouites et les sunnites a été contenu. Abou Jafar revient du cortège joyeux qui a animé les rues de sa ville toute l'après-midi. Ses trois enfants portent tous un petit drapeau syrien. Ses voisins alaouites aimeraient en faire tout autant, regrette-t-il, mais ils se sont ravisés après avoir reçu des menaces. « Certains sont descendus des montagnes pour l'occasion, mais ils ont peur qu'il leur arrive quelque chose. » En tant que sunnite, le père de famille n'a pas hésité, en mars der-

nier, à accueillir une famille alaouite fuyant les persécutions. Il estime qu'aujourd'hui, de tels événements ne pourraient plus atteindre ce degré d'horreur. Ces derniers jours, « les forces de sécurité ont très bien agi » pour empêcher l'escalade, assure-t-il.

Mais la vitrine du vivre-ensemble sur cette côte traumatisée et rongée par les antagonismes ne tient pas pour autant. En l'absence d'un processus de justice transitionnelle, les plaies ne guérissent pas. Depuis l'appel de leur chef religieux, la minorité alaouite se dit sous la surveillance accrue des autorités. À Lattaquié, les responsables municipaux ont demandé à inscrire les noms de ceux qui étaient présents sur les ronds-points le 25 novembre, affirme une source sécuritaire de la ville, sans donner de motif.

Chasse aux manifestants

Une traque qui se poursuit à Jableh, selon Fadi*. Terré dans le quartier alaouite d'al-Naqaa, il ne met plus le nez dehors sans son masque chirurgical pour dissimuler son visage. Ayant rejoint l'appel à manifester de Ghazal Ghazal, l'homme s'est rendu le 25 novembre sur le rond-point d'al-Amara, à Jableh, avant d'être pris à partie par des groupes infiltrés portant « des armes et des couteaux », tandis que les forces de sécurité bloquaient les issues, raconte-t-il. Le soir même, le directeur de l'entreprise dans lequel il travaille envoie des messages, consultés par L'OLJ, à tous ses employés les sommant de dénoncer les travailleurs absents ce jour-là. Le jeune homme estime que la démarche s'inscrit dans la chasse aux manifestants lancée par les autorités. Il a également reçu une lettre lui annonçant son transfert sur un nouveau lieu de travail, dans la campagne d'Idleb, loin du bastion alaouite, où il craint de subir des violences. Un geste intentionnel selon lui.

En parallèle, le patron de Fadi incite ses employés à rejoindre les cortèges célébrant les nouvelles autorités. « La participation est considérée comme un devoir national pour préserver l'unité de nos rangs et l'intégrité de notre territoire »,

envoie-t-il sur une boucle WhatsApp interne à l'entreprise, le 28 novembre. « Comment pourrais-je célébrer aux côtés de personnes qui veulent me tuer ? » s'insurge Fadi, replié sur lui-même dans son salon aux rideaux tirés. Lors des massacres de mars dernier, les assaillants « ont tué la plupart de mes amis », souffle-t-il. Autour d'al-Naqaa, cela fait trois jours que les habitants notent une présence militaire renforcée. Pourtant, personne n'empêche des individus armés à moto d'effectuer des rondes sauvages tous les soirs pour « harceler et terroriser la population », raconte Fadi. Alors que la nuit tombe, le jeune homme se raidit. Des bruits de moteur en cascade envahissent le quartier. « Ils sont revenus », souffle-t-il, tétanisé. Dans l'obscurité, il osera à peine nous raccompagner vers le pas de sa porte.

« Oh Allah, les alaouites dehors ! »

« En vérité, ils continuent de nous présenter comme des fidèles d'Assad, pas comme des citoyens normaux », déplore Yasser*, 26 ans, ancien soldat de l'armée déchue, depuis le quartier alaouite de Lattaquié. Déteneur de la taswiya, une carte attestant de sa « démobilisation » des rangs militaires, obtenue après la prise des pouvoirs des nouvelles autorités, il assure faire d'autant plus l'objet de pressions que le document remplace sa carte d'identité : « Je suis considéré comme suspect à chaque checkpoint. » Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), 9 000 anciens militaires, majoritairement alaouites, qui s'étaient rendus aux nouvelles autorités, sont toujours détenus.

« Les alaouites qui sont en prison actuellement sont des anciens combattants d'Assad qui ont commis des crimes, tranche un manifestant sunnite de Lattaquié, en écho au discours officiel du gouvernement, comme pour balayer tout soupçon de discrimination sectaire. Ghazal devrait la fermer, il suit l'agenda de puissances étrangères, comme l'Iran, qui veulent semer la zizanie en Syrie », s'agace-t-il. Dans cette Syrie exsangue scrutée par des voisins soucieux d'y restaurer ou d'y élargir leurs influences, ces

accusations d'ingérence ont le vent en poupe sur l'artère noire de monde menant à Cheikh Daher. Le même jour, Israël, qui s'érige en protecteur de la minorité druze et occupe illégalement une partie du territoire, a mené des raids faisant au moins quinze morts dans le Sud syrien.

Agacé par les appels communautaires à la décentralisation de sa région, l'homme admet avoir pris part aux contre-manifestations sunnites dans sa ville. Mais il ne dit mot sur les violences commises. Habillé en treillis des pieds à la tête, Bakri Fadi, qui se présente comme appartenant au bataillon 64 des forces spéciales, ne cherche pas non plus à dévier quand on lui demande si toutes les composantes de la côte célèbrent aujourd'hui l'éviction de Bachar el-Assad : « On ne laisse pas rentrer dans nos cortège ceux qui chantent "Oh Ali" (invocation sacrée chez les alaouites, NDLR) pour éviter les problèmes. » Posté sur son motocycle en retrait du cortège, Abou Omar, membre des forces de sécurité, est chargé de « garder un œil sur les mouvements suspects ». Mais qu'on ne vienne pas lui parler des derniers affrontements communautaires. Des « incidents isolés », commente-t-il, qui n'ont rien à voir avec les célébrations nationales où « tout le monde est bienvenu ». Ses mots auront du mal à résonner quand, quelques minutes plus tard, la foule entame ce chant explicite : « Oh Allah, les alaouites dehors ! »

À l'évocation des tensions sectaires qui agite sa ville, Élie*, chauffeur de taxi, brandit sa croix comme un totem d'immunité. Entre les deux camps échauffés, la communauté chrétienne de Lattaquié se fraie un chemin vers sa propre fête. En fin de journée, des milliers de chrétiens se sont réunis devant l'église des archanges Michel et Gabriel pour assister à l'illumination du gigantesque sapin de Noël. Un événement autorisé par les autorités syriennes le même jour que les célébrations nationales, comme pour tenter de restaurer, tant bien que mal, la vitrine fragilisée d'une ville multiconfessionnelle.

*Les prénoms ont été modifiés.

ÉCLAIRAGE

Les Chrétiens, une communauté en suspens

Ravagée par 14 années de guerre, la communauté s'inquiète des violences envers les minorités mais maintient le dialogue avec le nouveau pouvoir pour obtenir une meilleure inclusion.

Emmanuel HADDAD
et Caroline HAYEK

« C'est Daech qui est revenu ! » s'affole Joumana el-Saleh le 12 juillet dans sa boutique située en face de l'église Saint-Élie à Doueïlaa, quartier populaire à majorité chrétienne de Damas. Le 22 juin, elle a échappé de peu à l'attentat-suicide en pleine messe, revendiqué par l'obscur groupuscule Saraya Ansar al-Sunna, qui a fait 25 morts et traumatisé la communauté. « On ne se sentait pas en sécurité avant, on ne l'est pas davantage aujourd'hui », dit son mari Georges. « Hier, l'ancien régime bombardait des villes entières, églises et mosquées incluses, pour détruire le pays. Aujourd'hui, l'attentat de Doueïlaa est une opération terroriste ciblée, visant à diviser les Syriens », nuance-t-il toutefois.

Baisse de 80 % de la population chrétienne

Depuis la chute de Bachar el-Assad le 8 décembre 2024, les chrétiens de Syrie oscillent entre la satisfaction d'être débarrassés d'un dictateur, qui a ruiné le pays sous couvert de les protéger, et les craintes liées au passé jihadiste de son remplaçant. Présente depuis

plus de 2 000 ans dans ce pays mosaïque, la communauté n'a jamais été aussi fragile, rappelle Vincent Gelot, chargé de mission d'Œuvre d'Orient en Syrie. « Il ne s'agit pas d'établir une hiérarchie des souffrances, mais la communauté chrétienne est celle qui s'est la plus amoindrie en proportion » durant la guerre, affirme-t-il, fin novembre en présentant le rapport de l'ONG intitulé « Chrétiens de Syrie, entre incertitudes et espérance ». Victime des destructions infligées par le régime comme de la violence des groupes jihadistes, sa population a diminué de 80 % en 14 ans, la plupart des chrétiens étant encore exilés, tandis que parmi les 20 % restants on compte une majorité de personnes de plus de 50 ans.

Quand Ahmad el-Chareh lance l'offensive « Dissuasion de l'agression » en novembre 2024 à la tête d'une coalition islamiste dirigée par Hay'at Tahrir el-Cham (HTC), ex-Front al-Nosra, il rend immédiatement visite aux autorités chrétiennes d'Alep. Afin de couper court aux peurs agitées par l'ancien régime, le nouvel homme fort déclare dès son premier discours, le 22 décembre, que son administration travaillera à la

protection des minorités.

Organisation d'autodéfense

Fort de ces promesses, un optimisme prudent règne durant les premiers mois, notamment chez les chrétiens ayant déjà établi des relations avec le nouveau pouvoir, explique l'analyste Gregory Waters dans l'article « Dispatch from Syria's Christian strongholds : A new government, a full political spectrum » publié le 25 août sur le blog de l'Atlantic Council. Il y relate l'exemple du bourg chrétien d'al-Souqaylabya, près de Hama. Cet ancien bastion de miliciens assadistes soutenus par Moscou est désormais dirigé par Amjad Haddad, ex-commandant de brigade chrétien au sein de l'Armée syrienne libre, qui parvient à assurer la sécurité et maintenir les pratiques religieuses, culturelles et sociales, consommation d'alcool incluse.

Mais le premier contact n'est pas facile partout. La proximité de certains hauts dignitaires chrétiens avec l'ancien régime instaure un climat de méfiance réciproque, renforcé par les menaces plus ou moins voilées qui se multiplient au fil du temps. « Des hommes voulant convertir de force les chrétiens sont passés en voiture, d'autres ont es-

sayé de forcer les femmes à porter le voile. À chaque fois, nous les avons désarmés et éloignés du quartier », raconte à Damas Majed Rustom, cofondateur de Fazaal, une organisation qui mène des patrouilles non armées dans les quartiers à majorité chrétienne de la capitale, en collaboration avec les forces de sécurité.

Pour beaucoup, après les massacres contre des civils alaouites sur la côte en mars, l'attentat du 22 juin a toutefois fini de briser toute confiance. « Je fais partie de ceux qui étaient optimistes, mais il y a un fossé entre les promesses et la réalité du terrain », lâche Oussama Ghannam, dont la sœur Sihama a été tuée dans l'église Saint-Élie. Le massacre de civils druzes dans la province de Soueïda, en juillet, a aussi renforcé la peur d'un ciblage généralisé des minorités. Mais contrairement aux alaouites ou aux druzes, « l'atout des chrétiens est qu'ils ne sont pas armés et ne forment pas un bloc monolithique pouvant constituer une menace », dit, sous couvert d'anonymat, un responsable gouvernemental.

Leur atout est un tissu social, institutionnel et associatif, qu'ils mobilisent pour rassurer les paroissiens.

« Dès l'annonce de l'attaque, nous avons facilité le trafic des ambulanciers vers l'hôpital français et organisé les dons de sang », rappelle Majed Rustom. L'hôpital français de Damas est l'un des quatre hôpitaux chrétiens ayant accueilli des patients de toutes confessions durant la guerre, et plus récemment les victimes des exactions commises à Soueïda, rappelle L'Œuvre d'Orient.

« Retrouver une place pleine et entière au sein de la société »

Ces initiatives n'empêchent pas certains éléments radicaux de poursuivre leurs menaces. À Izraa, village à majorité chrétienne de la région de Deraa situé aux avant-postes des combats à Soueïda, des tags « votre tour viendra » ou « califat » ont été peints sur des murs et des devantures de magasins le 16 novembre. « Il n'y a pas de Daech chez nous, rien ne vous arrivera, la police a arrêté les coupables », diffusait le soir même le prêtre de la paroisse grecque-orthodoxe Saint-Georges dans un groupe WhatsApp.

Les défis ne manquent pas. Ainsi, à Alep, « nous constatons l'influence de plus en plus grandissante des Frères musulmans, de cheikhs assi-

gnés ici et là. Nous regrettons qu'il n'y ait pas de figures plus consensuelles », déplore un homme d'affaires chrétien. Pour maintenir le dialogue, le prêtre maronite Tony Freij, appuyé par son archevêché, a organisé un colloque dans la grande ville du Nord en mai 2025, avec des intervenants de tous bords et de toutes confessions. « On veut juste former des citoyens responsables et continuer à servir tout le monde sans distinction », insiste-t-il.

« Les chrétiens aspirent à retrouver une place pleine et entière » dans la Syrie post-Assad, écrit L'Œuvre d'Orient, notamment en étant « présents dans toutes les instances de la transition ». La route sera longue : à l'heure actuelle, Hind Kabawat est la seule chrétienne sur les 23 membres du gouvernement de transition, tandis qu'ils ne sont que deux sur les 140 députés désignés le 5 octobre pour siéger dans la future Assemblée (qui en comptera 210, dont 70 nommés par le président intérimaire). « Ahmad el-Chareh est conscient de la sous-représentation politique et institutionnelle de la communauté et compte y remédier », confie un diplomate libanais.

ENTRETIEN

Yassine Haj Saleh : Nous n'avons plus de traducteurs entre les douleurs

L'intellectuel syrien, observateur des affaires de son pays, livre sa grille de lecture sur la violence communautaire qui se perpétue depuis la chute du régime.

Propos recueillis par
Amélie ZACCOUR

En décembre 2024, l'offensive éclair menée par Hay'at Tahrir el-Cham et ses alliés s'était soldée en quelques jours par la chute d'un régime vieux de plus d'un demi-siècle et considéré comme l'un des plus répressifs du monde. L'avènement d'une nouvelle ère, sans effusion de sang, laissait espérer un avenir meilleur pour sa population. Mais cette parenthèse s'est rapidement refermée.

Après les massacres antialaouites perpétrés en mars dernier par des forces alliées au nouveau régime, les affrontements entre druzes, Bé-douins et troupes officielles qui ont fait près de 2 000 morts en juillet 2025 à Soueïda ont rappelé combien la haine confessionnelle était encore vive. Dans les deux cas, le gouvernement de transition mené par Ahmad el-Chareh s'est montré incapable d'empêcher ses hommes de commettre des crimes dans des territoires majoritairement peuplés de minorités religieuses. Quels sont les ressorts de cette violence ? Que nous dit cela du nouveau pouvoir ? Et comment envisager l'avenir de la Syrie dans ce contexte d'extrêmes tensions ? Dans un entretien à *L'Orient-Le Jour*, l'intellectuel et ancien prisonnier politique syrien Yassine el-Haj Saleh revient sur le drame d'une société qui, « en l'absence de vie politique réelle et de partis, s'est fragmentée en communautés paranoïaques ».

Comment voyez-vous la vague de violence qui s'abat sur le sud de la Syrie (en juillet 2025) ?

C'est un problème structurel. La Syrie est une société très diverse, mais le pouvoir politique n'a jamais reflété cette diversité. Historiquement, nous avons eu un système dominé par un parti unique devenu un régime familial et sectaire. Aujourd'hui, c'est une autre communauté, les sunnites, qui contrôle le pouvoir, mais l'État continue de ne pas représenter l'ensemble du peuple. On ne peut pas stabiliser le pays en maintenant ce déséquilibre.

Tant que l'État impose son monopole sans être inclusif, les tensions continueront. C'est cette structure même qu'il faut changer pour éviter de retomber dans le même schéma que sous les Assad. Les explosions de violence sur la côte en mars (2025) et les exactions (de juillet 2025) en sont

des symptômes. Elles offrent aussi un prétexte à d'autres puissances, comme Israël, d'intervenir sous couvert de protéger certaines communautés. Mais la priorité, en tant que Syriens, est de balayer devant notre porte. Je tiens donc l'administration actuelle pour responsable de cette instabilité persistante.

Cette volonté d'imposer un monopole exclusif découle-t-elle de considérations pratiques (ne pas s'aliéner la base sunnite...), idéologiques, religieuses ?

Le principal problème des nouveaux responsables du pays est l'instinct dominant qu'ils ont de concentrer le pouvoir entre leurs mains. C'est un choix politique, pas seulement une question de croyance religieuse. Le président porte une part de responsabilité : soit il ne peut pas agir, et alors il faut quelqu'un d'autre, soit il refuse d'agir, ce qui est encore plus grave. Il est temps d'en finir avec cette centralisation entre les mains d'un seul groupe.

Nous nous sommes battus pour une démocratie qui inclut toutes les composantes de la société, et ce principe d'inclusivité est au cœur de mon travail. Nous n'avons pas combattu un régime exclusif pour en accepter un autre sous une autre forme. Les sunnites sont majoritaires en nombre, mais politiquement, cela ne veut rien dire : ils sont trop divers et divisés pour constituer un bloc homogène. Et même unis, cela ne justifierait jamais l'exclusion des alaouites, druzes, Kurdes, chrétiens et d'autres minorités, qui forment un tiers de la population. Dans une société aussi pluraliste que la Syrie, l'exclusion ne peut tout simplement pas fonctionner. Le système doit refléter cette diversité.

C'est la seconde fois que les forces gouvernementales sont impliquées dans des crimes contre des civils alors qu'elles sont censées rétablir l'ordre. Quelles seront les conséquences pour la société syrienne ?

La nouvelle administration a échoué à rassembler : elle n'a pas élargi son soutien et a même perdu des voix modérées ou critiques qui lui étaient auparavant favorables. Beaucoup de Syriens, déçus ou en colère, considèrent ce qui s'est passé, dans la région de Lattaquiya notamment, comme inacceptable. Même s'il s'agissait d'une erreur ou d'un moment de panique, cela reste impardonnable aux yeux de nombreux citoyens.

Au-delà de la violence exterminatrice, ce sont des actes humiliants, ciblant des communautés pour ce qu'elles sont, pas pour ce qu'elles ont fait. Des familles entières ont été massacrées. Ce n'est pas par accident : on ne commet pas les mêmes atrocités deux fois en quatre mois sans que ce soit systémique.

Comment expliquer que l'État ne puisse empêcher ces crimes dans ses rangs ?

La nouvelle administration est dans sa position la plus faible depuis sa prise de pouvoir. Soit elle ne contrôle pas les



L'écrivain et dissident politique syrien Yassine Haj Saleh, à Madrid, le 17 avril 2018.
Photo AFP

groupes armés, ce qui est alarmant, soit elle les contrôle, ce qui est encore plus grave. Elle a perdu en crédibilité, en soutien, et sa popularité est au plus bas. La défaite politique – aggravée par les pressions extérieures des États-Unis, de la Turquie, des pays arabes, et les crimes de ses propres forces, ainsi que l'agression d'Israël, qui commet un génocide au quotidien à Gaza et intervient en Syrie pour approfondir les divisions et affaiblir davantage le pays – a été mal gérée.

Dans votre dernier livre « Sur la liberté : la maison, la prison, l'exil... et le monde » (2024), vous formulez le concept de « victimisation » des sunnites, un sentiment qui émane de leur discrimination et de leur oppression sous Assad. Comment s'est-il manifesté, notamment lors des massacres de mars ?

Le sentiment de victimisation est profondément ancré chez de nombreux sunnites. Car, en Syrie, cette discrimination a bien existé : les attaques chimiques, les barils d'explosifs visaient essentiellement cette communauté. Ce ressentiment nourrit également l'islamisme sunnite, qu'il s'agisse de jihadisme ou de radicalisation plus diffuse. Car la victimisation n'est pas seulement vécue, elle est racontée, structurée, transformée en récits identitaires puissants par des idéologues. Ce discours s'est intensifié après la révolution et donne aux violences subies une portée presque éternelle, comme si l'appartenance sunnite impliquait inévitablement la persécution. Les sunnites ont ainsi développé à la fois un discours victimaire (« Nous avons été massacrés, discriminés, torturés ») et un discours de suprématie (« Nous sommes les vrais musulmans, les porteurs du vrai message »).

Le récit suprémaciste s'appuie à la fois sur une vision religieuse et sur une glorification de l'héritage omeyyade, ce qui est une nouveauté de ces derniers mois. Certains intellectuels progressivement, des journalistes ou des poètes sunnites conservateurs ont ainsi commencé à promouvoir

une « identité omeyyade » pour éviter de parler ouvertement d'une identité sunnite, même si elle est clairement sous-entendue. En glorifiant les Omeyyades, ils mettent en avant un héritage impérial qui exclut implicitement chiites et alaouites (puisque les Omeyyades ont historiquement vaincu Ali, figure sacrée pour ces communautés). Cette construction idéologique prétend ainsi fonder une identité historique syrienne, mais repose sur une contradiction : les Omeyyades n'étaient pas particulièrement pieux, parfois même perçus comme laïcs, contrairement aux figures qu'ils ont combattues. Mais les idéologies, après tout, n'ont que faire des incohérences. Ce discours tente simplement de légitimer un pouvoir en quête de racines symboliques. Il reste que ces deux récits – de victimisation et de suprématie – se nourrissent l'un l'autre, et donnent in fine un sentiment de droit à régner.

Comment ces récits sont-ils entretenus ?

Les récents massacres proviennent également d'un conflit des mémoires. En mars, par exemple, les groupes sunnites ou islamistes qui ont attaqué des communautés alaouites le faisaient parfois en s'appuyant sur des souvenirs lointains. De leur côté, les alaouites ont leurs propres souvenirs de discrimination et d'oppression avant le régime d'Assad. Aujourd'hui, ces récits de victimisation sont comme des mines enfouies : ils façonnent les identités, divisent, justifient les violences. C'est pourquoi peu de gens tentent de construire des ponts entre ces souvenirs afin d'en aider d'autres à surmonter les schémas liés à ces différentes mémoires. Et malheureusement, chaque communauté se mure dans le déni des souffrances de l'autre. C'est ça le vrai drame syrien : nous n'avons plus de traducteurs entre les douleurs.

Ces différents conflits relèvent-ils seulement d'une question religieuse ?

Non, car il existe aussi une dimension de classe dans la fragmentation

communautaire en Syrie, et qui a pu s'observer dans les massacres côtiers. On croit souvent que le sectarisme en Syrie est une haine irrationnelle entre confessions. En réalité, il puise ses racines dans un système d'exclusion sociale : c'est une question de classe, de clientélisme, d'accès aux opportunités. Ce qui offense, ce n'est pas seulement la pauvreté matérielle, mais le sentiment d'abandon, d'invivabilité, de mépris. La *wasta* (piston), surnommée « vitamine W », est perçue comme ce qui ouvre les portes, non pas à des privilèges, mais à des droits de base. Sans elle, on se sent impuissant.

Un processus enclenché, selon vous, il y a plusieurs décennies...

En effet. À partir des années 1960, des minorités, notamment les alaouites, ont accédé à l'appareil d'État et à l'armée grâce à une redistribution des opportunités. Mais la grande majorité de la communauté alaouite demeurait pauvre, installée dans des villages et dans les montagnes. Jusqu'au début des années 2000, on les appelait les « rifyin » (« ruraux ») de manière péjorative. Les choses ont commencé à changer avec la libéralisation économique imposée par Bachar el-Assad, qui a aggravé la pauvreté des classes populaires sunnites. Ce sont elles qu'on a alors commencé à appeler les « rifyin », considérant leurs positions politiques comme archaïques ou incultes. C'est une répétition historique, mais inversée.

Mais ce phénomène ne concerne pas que les sunnites. Chaque communauté en Syrie, alaouite, kurde, chrétienne, sunnite, entretient sa propre légende à la fois de victimisation et de supériorité. Le régime Assad a largement alimenté cette méfiance. En l'absence de vie politique réelle et de partis, la société syrienne s'est fragmentée en communautés paranoïaques. Or la paranoïa, c'est croire qu'on est à la fois victime... et supérieur aux autres.

La violence peut-elle continuer de se propager ?

J'espère que non. Je m'appuie sur le fait que ceux qui l'ont provoquée savent désormais qu'ils ne peuvent pas se permettre une troisième erreur. Le fiasco est évident, et tout le monde en Syrie en a pris conscience. Certes, les ingrédients de la violence et de l'effondrement restent présents, car le pays repose sur trois failles majeures. D'abord, l'héritage Assad : cinquante-quatre ans d'un pouvoir brutal et centralisé, rigide en apparence, mais rongé de l'intérieur. Ensuite, l'absence dans la société syrienne de tout groupe rationnel capable de mener le pays vers un avenir meilleur : pas de forces politiques solides, pas de vision commune, seulement des réflexes communautaires, des intérêts éclatés. Enfin, les dirigeants actuels sont confrontés à de nombreuses mutineries. Certains sont extrémistes, d'autres ont un but de vengeance.

Ce qui est plus inquiétant, c'est le climat général : il n'y a plus de débat rationnel ni d'analyse lucide. Tout est

devenu sectaire, polarisé, haineux. Au lieu de défendre un système politique inclusif, beaucoup se replient sur des discours incendiaires. Les réseaux sociaux sont devenus un théâtre de guerre civile virtuelle, alimentée par l'irrationalité et le rejet de l'autre. Même les voix modérées, présentes ici ou là, sont étouffées par les logiques de violence et de survie.

Pour se reconstruire, la société syrienne a besoin de justice, d'équité, de sécurité partagée, d'accès égal aux ressources, aux droits. Rien de plus, rien de moins. Oui, il y aura des extrémistes contre, mais la majorité soutiendra une solution inclusive, surtout si elle vient du gouvernement. Peu de Syriens veulent croire que tout est perdu. Mais il faut agir maintenant : une véritable conférence nationale avec des représentants de toutes les communautés. Tout ce qui a été fait ces derniers mois, y compris avant les massacres et la déclaration constitutionnelle, n'était qu'une stratégie pour concentrer le pouvoir. Ça ne marche pas. Hafez el-Assad a essayé, avec des massacres et des prisons comme Tadmor et Saydnaya. Résultat : le chaos actuel. Croire qu'on fera mieux en répétant les mêmes erreurs est illusoire.

La politique doit éclairer les bases de la pensée. Et quand on vient d'un pays aussi tragique que la Syrie, il faut élargir encore plus ces fondements afin d'éviter des décisions fragilisantes. Face à une catastrophe comme celle qu'a connue la Syrie, il est crucial de bien réfléchir avant d'agir. Les sommets ne suffisent pas, surtout avec des groupes atypiques. Il faudra plus de vue d'ensemble pour avancer.

Comment voyez-vous l'avenir de la Syrie ?

J'ai tendance à rejeter les récits apocalyptiques. Pas parce qu'ils sont trop pessimistes, mais parce qu'ils sonnent faux : ce ne sont pas des lectures de la réalité mais des projections, des désirs déguisés, des colères refoulées, des haines recyclées en diagnostics. En cela, ils ne sont pas si différents des discours de victimisation ou de suprématie. C'est le même ressort narratif.

Mais, pour être honnête, j'ai peur. Peur que cette tragédie soit pire que les autres, et nous en avons eu tellement, nous avons été remplis de tragédies, surtout au cours des 14 dernières années. J'ai peur que tout cela soit encore devant nous au lieu d'être derrière nous à cause de l'égoïsme, à cause de la folie de tant de gens. Quand j'essaie de penser rationnellement, j'ai le sentiment que oui, nous nous dirigeons les yeux ouverts vers l'abîme. Ça ne peut pas marcher comme ça. Personne ne peut se convaincre que sa religion est différente, que son groupe est différent, et que cela lui octroie des droits ou des pouvoirs pour agir. J'ai donc peur que l'avenir soit sombre, à moins qu'un très grand tournant ne soit amorcé dès maintenant.

Cet entretien, légèrement modifié afin d'être mis à jour, a été initialement publié dans « L'Orient-Le Jour » le 19 juillet 2025.

TÉMOIGNAGE

Depuis le 8 décembre 2024, nous ne cessons pas de rêver

Salah HIJAZI

« C'est la première fois que je regarde un match de foot. C'est l'équipe syrienne qui joue. » « C'est la première fois que je m'identifie à un drapeau. » « C'est la première fois que je comprends les paroles de l'hymne national. » « C'est la première fois que je vais renouveler mes papiers sans avoir peur. » « C'est la première fois que je suis fier. » Ces premières fois, recueillies auprès de mes proches, ont été rendues possibles dans la nuit du 8 décembre 2024, quand la nouvelle Syrie a vu le jour. Ces premières fois, je les ai moi aussi ressenties une à une cette année, comme des millions de Syriens à travers le pays et le monde. Il y a des premières fois bien plus difficiles. Il y a des Syriens qui ont vu leurs parents, leurs maisons, leurs villages ou leurs écoles pour la première fois depuis 15 ans, voire plus. Les moins chanceux rendent visite, pour la première fois, aux tombes de leurs proches, tombés parmi les plus de 231 108 victimes de la machine à tuer de Bachar el-Assad. D'autres respirent l'air frais pour la première fois après des années dans les geôles du régime. Certains découvrent, pour la première fois, l'espoir, ce sentiment strictement proscrit par le Baas. Toutes ces premières fois sont différentes, mais elles sont le résultat d'une chose toute simple : avoir un pays. Avant le 8 décembre 2024, j'étais, comme tant de Syriens, apatrié. Bon, je triche un peu en employant ce terme. Ce n'est pas comme si je n'avais aucun papier. J'avais bien un passeport, mais pas un pays. Car en



Une manifestation à l'occasion du 14e anniversaire du déclenchement de la révolution syrienne au centre-ville de Homs, en mars 2025. Omar Haj Kadour/Archives AFP

Syrie, ce document était un acte de propriété. Il plaçait nos corps, nos familles, nos biens, nos rêves et nos pensées, en somme, tout ce que nous possédions, à la disposition de Bachar el-Assad. Il pouvait en faire ce qu'il voulait... Et il ne s'en était pas privé. Plus de 177 057 Syriens se sont évaporés entre 2011 et 2024, sans compter plus de 10 millions de déplacés (la moitié de la population), beaucoup parce qu'ils ont eu le malheur de rêver d'un avenir meilleur,

d'un vent de liberté. Tout cela servait à nous faire comprendre une chose : ce pays n'était pas à nous. Il appartenait au clan Assad, à leurs copains, aux colons qui venaient s'installer dans nos villes, à Poutine, à Khamenei, aux Américains s'ils en veulent, mais surtout pas à nous. Nous restait l'étranger. Mais à travers le monde, notre passeport bleu marine était un acte d'accusation. Aux frontières, il vous garantissait une belle quinzaine de minutes d'interrogatoire.

« Il est vrai ce passeport ? » « C'est un visa que vous avez obtenu auprès de l'ambassade ? » « C'est vous sur la photo ? » « Vous pouvez nous prouver que vous ne comptez pas rester ? » Tant de questions auxquelles j'aurais tellement aimé répondre « non », juste par malice. À l'intérieur des frontières, la situation n'était pas plus gaie. Au Liban, que j'aime tellement, où je suis né d'une mère libanaise, je n'ai jamais eu droit à un chemin vers la nationalité.

Ce sont surtout les hommes d'affaires et les miliciens qui semblent bénéficier de ce privilège. Résultat : une vie passée à subir une discrimination systémique, un racisme tellement ordinaire, l'exclusion de nombreuses professions et des portes qui se ferment l'une après l'autre. Et puis, il y eut le 8 décembre 2024, ce jour beau comme un soleil. Ce jour tellement inespéré qu'il s'apparente à un miracle, un acte de grâce divine. C'est d'ailleurs le muezzin d'une mosquée

de Damas qui avait fait l'annonce aux habitants, à l'aube : « L'aide nous est venue de Dieu. Le tyran Bachar el-Assad est tombé. » Et tout d'un coup, tout a changé. Un pays de 140 000 km² nous a été restitué, s'est (ré)inscrit dans notre ADN. Et comme des milliers de Syriens, je me suis mis à rêver. J'ai même passé l'essentiel de l'année écoulée à rêver, des choses les plus mondaines aux fantasmes les plus absurdes. En Syrie, je pourrais enfin découvrir d'où je viens, vivre sans l'humiliation de demander un permis de séjour dans mon propre pays, passer un check-point sans remarques désobligeantes. Je pourrais aussi ouvrir un compte bancaire sans *wasta* et bénéficier d'une couverture sociale. Je pourrais réaliser un rêve d'enfance en devenant architecte ou, pourquoi pas, avocat. Je pourrais, pour la première fois, voter ! Voir même me faire élire député, nommer ministre et peut-être plus... ou pas. J'exagère peut-être un peu. Car oui, la réalité n'est pas aussi idéale qu'on l'aurait souhaitée. Les tensions communautaires, cultivées des décennies durant par l'ancien régime, nous ont explosé au visage. Le président de transition, Ahmad el-Chareh, semble sincère dans sa mue, mais la démocratie reste un horizon incertain. Quant à la réalité géopolitique, au Liban comme en Syrie, nous ne savons que trop bien le coût d'être pris en étau entre Israël et l'Iran. Mais malgré tous ces défis, nous avons encore le cœur aux célébrations à la veille de ce 8 décembre, devenu fête nationale. Une journée que nous allons fêter avec la conviction qu'un avenir meilleur attend notre pays. Tiens, encore une première fois.